



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)  
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 26 juin 1954

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, June 26th, 1954

## RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1954.

Québec, le 14 juin 1954.

L'Imprimeur de la Reine,

37430-25-11-o

RÉDEMPTI PARADIS.

## RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1954.

Québec, June 14, 1954.

REDEMPTI PARADIS,

Queen's Printer.

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Québec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
36322 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version. (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,  
Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.  
36322 — 1-52

### Lettres patentes

(P.G. 11205-54)

Aimé Poirier Automobiles Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1954, constituant en corporation: Aimé Poirier, garagiste, J.-Adélar Gouger, comptable, J.-Avila Boivin, notaire, tous de Berthierville, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules-automobiles, sous le nom de "Aimé Poirier Automobiles Li-

### Letters Patent

(A.G. 11205-54)

Aimé Poirier Automobiles Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1954, incorporating: Aimé Poirier, garage-keeper, J. Adélar Gouger, accountant, J. Avila Boivin, notary, all of Berthierville, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, under the name of "Aimé Poirier Automobiles Limitée", with a

mitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Geneviève-de-Berthier, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Geneviève-de-Berthier, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

(P.G. 10918-54)

**Bearing & Machinery Supplies Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1954, constituant en corporation: Emmanuel Renaud, comptable, Joseph Renaud, inspecteur électricien, tous deux de Québec, Siméon Lefrançois, industriel, de Boischatel, tous du district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de coussinets, machinerie et accessoires, sous le nom de "Bearing & Machinery Supplies Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le treize mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10918-54)

**Bearing & Machinery Supplies Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May 1954, incorporating: Emmanuel Renaud, accountant, Joseph Renaud, electrical inspector, both of Quebec, Siméon Lefrançois, industrial, of Boischatel, all of the district of Quebec, for the following purposes:

To deal in pillow-blocks, machinery and accessories, under the name of "Bearing & Machinery Supplies Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May 1954.

C. E. CANTIN,  
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11356-54)

**Beauceville Transport Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1954, constituant en corporation: Léonce Roy, industriel, Yvonne Plante Roy, ménagère, épouse séparée de biens dudit Léonce Roy, Robert Loubier, camionneur, tous de Beauceville-Est, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Conduire une entreprise générale de transport, sous le nom de "Beauceville Transport Ltée", avec un capital total de \$50,000.00, divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauceville-Est, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11356-54)

**Beauceville Transport Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1954, incorporating: Léonce Roy, industrialist, Yvonne Plante Roy, housewife, wife separate as to property of the said Léonce Roy, Robert Loubier, truck-driver, all of Beauceville-Est, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To conduct as a general transportation enterprise, under the name of "Beauceville Transport Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Beauceville-Est, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1954.

C. E. CANTIN,  
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11028-54)

**Beta Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1954, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat, conseil de la Reine, de Westmount, Ethel Yussem, secrétaire, de Montréal, Theodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de "Beta Investment Corp.", avec un capital divisé en 100 actions communes sans valeur nominale ou au pair.

(A.G. 11028-54)

**Beta Investment Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1954, incorporating: Joseph Shapiro, advocate, Queen's Council, of Westmount, Ethel Yussem, secretary, of Montreal, Theodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Mount Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as a holding and investment company, under the name of "Beta Investment Corp.", with a capital stock divided into 100 common shares of no par or nominal value.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11260-54)

**Boulangerie Rosemont Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1954, constituant en corporation: Louis-Gérard Dussault, Roland Dussault, industriels, Aurore Nuckle, ménagère, épouse dudit Louis-Gérard Dussault, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers et confiseurs, sous le nom de "Boulangerie Rosemont Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11423-54)

**Capezio Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1954, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, Ben Bernstein, avocats, et Conseils de la Reine, Clarence Reuben Gross, avocat, Samuel Grossman, comptable, Veronica Rahr, fille majeure, secrétaire, Sarah Miller, fille majeure, sténographe, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de chaussures et d'articles en cuir, sous le nom de "Capezio Limited", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(P. G. 11257-54)

**Comité Sportif de Granby Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Henri Senecal, banquier, Jacques-Hervé Lefebvre, agent, tous deux de la cité de Granby, Jérémia Duhamel, cultivateur, du canton de Granby, tous du district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Venir en aide à la population de Granby, tant au point de vue physique et athlétique qu'au point de vue social et moral, sous le nom de "Comité Sportif de Granby Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(A.G. 11260-54)

**Boulangerie Rosemont Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1954, incorporating: Louis-Gérard Dussault, Roland Dussault, industrialists, Aurore Nuckle, housewife, wife of the said Louis-Gérard Dussault, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as bakers and confectioners, under the name of "Boulangerie Rosemont Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(A.G. 11423-54)

**Capezio Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1954, incorporating: Samuel David Rudenko, Ben Bernstein, advocates and Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross, advocate, Samuel Grossman, accountant, Veronica Rahr, spinster, secretary, Sarah Miller, spinster, stenographer, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate the industry and deal in shoes and leather articles, under the name of "Capezio Limited", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 4,000 common shares of \$10.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 11257-54)

**Comité Sportif de Granby Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Henri Senecal, banker, Jacques-Hervé Lefebvre, agent, both of the city of Granby, Jérémia Duhamel, farmer, of the township of Granby, all of the judicial district of Bedford, for the following purposes:

To help the Granby population, as much from the physical and athletic point of view as from the social and moral point of view, under the name of "Comité Sportif de Granby Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(P. G. 11207-54)

**Construction Debaumac Ltée  
Debaumac Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1954, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat, conseil de la Reine, Charles-Édouard Gibson, agent, et Yvette Picard, fille majeure, secrétaire, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Opérer et exercer le commerce d'entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "Construction Debaumac Ltée—Debaumac Construction Ltd." avec un capital total de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7360 rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le treize mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11143-54)

**Coutu Transport Express Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1954, constituant en corporation: Maurice Lacroix, avocat, Jeanne Carrier, célibataire, secrétaire, Pauline Lefebvre-Pelletier, secrétaire, épouse séparée de biens de Louis-J. Pelletier, tous de Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme voituriers publics, sous le nom de "Coutu Transport Express Limitée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 10,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général le onze mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11162-54)

**Delta Electrical Supply Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1954, constituant en corporation: Jack Lightstone, Marvin Riback, Albert Gomberg, avocats, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de machines, équipement et accessoires électriques, sous le nom de "Delta Electrical Supply Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune, et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the corporation will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497-o Deputy Attorney General.

(A. G. 11207-54)

**Construction Debaumac Ltée  
Debaumac Construction Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May 1954, incorporating: Henri Crépeau, advocate, Queen's Counsel, Charles Édouard Gibson, agent, and Yvette Picard, fille majeure, secretary, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate and deal in as contractors and builders, under the name of "Construction Debaumac Ltée — Debaumac Construction Ltd." with a total capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 7360 Sherbrooke Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11143-54)

**Coutu Transport Express Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May 1954, incorporating: Maurice Lacroix, advocate, Jeanne Carrier, spinster, secretary, Pauline Lefebvre Pelletier, secretary, wife separate as to property of Louis J. Pelletier, all of Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To carry on business as common carriers, under the name of "Coutu Transport Express Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 10,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11162-54)

**Delta Electrical Supply Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1954, incorporating: Jack Lightstone, Marvin Riback, Albert Gomberg, advocates, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate the business of and deal in machines, equipment and electrical apparatus, under the name of "Delta Electrical Supply Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each, and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(P. G. 11276-54)

**Derby Development Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1954, constituant en corporation: Hamilton Larratt Smith, avocat et conseil de la Reine, Richard Dale Weldon, avocat, tous deux de Montréal, Edward Knatchbull-Hugessen, avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et de développement, sous le nom de "Derby Development Corporation", avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(P. G. 11263-54)

**Desrochers & Lamothe Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1954, constituant en corporation: Thomas Desrochers, Wellie Lamothe, entrepreneurs, et Léo Gauthier, comptable, tous trois de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et de constructeurs généraux, ainsi que le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Desrochers & Lamothe Inc.", avec un capital total de \$45,000, divisé en 450 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11196-54)

**Desser E. E. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1954, constituant en corporation: Louis Orenstein, Bernard Diamond, Egbert Earl Cockerton, avocats, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de verre, vaisselle, appareils et accessoires électriques, jouets, nouveautés et vêtements, sous le nom de "Desser E. E. Ltd.", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 200 actions ordinaires de \$100.00 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(A. G. 11276-54)

**Derby Development Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1954, incorporating: Hamilton Larratt Smith, advocate and Queen's Counsel, Richard Dale Weldon, advocate, both of Montreal, Edward Knatchbull-Hugessen, advocate, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a construction and development company, under the name of "Derby Development Corporation", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 shares of \$50 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(A. G. 11263-54)

**Desrochers & Lamothe Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May 1954, incorporating: Thomas Desrochers, Wellie Lamothe, contractors, and Léo Gauthier, accountant, all three of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders as well as that of dealing in building materials, under the name of "Desrochers & Lamothe Inc.", with a total capital stock of \$45,000, divided into 450 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11196-54)

**Desser E. E. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1954, incorporating: Louis Orenstein, Bernard Diamond, Egbert Earl Cockerton, advocates, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate the business and deal in glassware, china, electrical appliances and apparatus, toys, novelties and garments, under the name of "Desser E. E. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00 divided into 200 common shares of \$100.00 each and into 200 preferred shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11142-54)

**Dolbeau Golf Club Inc.  
Club de Golf de Dolbeau Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Donald Kenneth Alexander, chimiste, Robert Auger, médecin-vétérinaire, John W. Riddoch, surintendant, Jacques Savard, gérant, John Tutecky, ingénieur civil, Camille Lupien, technicien, Gérard Fleury, secrétaire, tous de Dolbeau, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

L'organisation et l'exploitation d'un club de golf dans la région de Dolbeau, district judiciaire de Roberval, sous le nom de "Dolbeau Golf Club Inc.—Club de Golf de Dolbeau Inc."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers de la corporation est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le vingt mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11142-54)

**Dolbeau Golf Club Inc.  
Club de Golf de Dolbeau Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Donald Kenneth Alexander, chemist, Robert Auger, veterinary doctor, John W. Riddoch, superintendent, Jacques Savard, manager, John Tutecky, Civil Engineer, Camille Lupien, technician, Gérard Fleury, secretary, all of Dolbeau, judicial district of Roberval, for the following purposes:

The organization and development of a golf club in the region of Dolbeau, judicial district of Roberval, under the name of "Dolbeau Golf Club Inc.—Club de Golf de Dolbeau Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Dolbeau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(P. G. 11091-54)

**Dumas Automobiles Incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1954, constituant en corporation: Laurent Dumas, industriel, Jean Dumas, gérant, J.-Albert Léo Girard, avocat, tous trois de St-Jovite, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules-automobiles, sous le nom de "Dumas Automobiles Incorporée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(A. G. 11091-54)

**Dumas Automobiles Incorporée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May 1954, incorporating: Laurent Dumas, industrialist, Jean Dumas, manager, J. Albert Léo Girard, advocate, all three of St. Jovite, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, under the name of "Dumas Automobiles Incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St. Jovite, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(P. G. 10983-54)

**Ellar Investments Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1954, constituant en corporation: Louis H. Rohrliek, avocat, conseil de la Reine, Thelma Goldstein, Amy Haubenstock et Gertrude Litner, filles majeures, secrétaires, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de "Ellar Investments Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(A. G. 10983-54)

**Ellar Investments Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May 1954, incorporating: Louis H. Rohrliek, advocate, Queen's Counsel, Thelma Goldstein, Amy Haubenstock and Gertrude Litner, filles majeures, secretaries, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Ellar Investments Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11020-54)

**Emile Boivin & Fils Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1954, constituant en corporation: Émile Boivin, Maurice Boivin, Louis-Joseph Boivin, tous trois commerçants, de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, fournitures de maison, de ferronnerie, quincaillerie, vaisselle, jouets et vêtements, sous le nom de "Émile Boivin & Fils Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le treize mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11020-54)

**Emile Boivin & Fils Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May 1954, incorporating: Émile Boivin, Maurice Boivin, Louis Joseph Boivin, all three merchants, of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in furniture, household furnishings, hardware, iron works, crockery, toys and wearing apparel, under the name of "Émile Boivin & Fils Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10967-54)

**Ferroni Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mai 1954, constituant en corporation: Jean-Victor Cartier, Louis-Joseph Barcelo, Joseph-Eugène Rivard, avocats, conseils de la Reine, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises habituellement vendues dans un magasin à rayons, sous le nom de "Ferroni Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10967-54)

**Ferroni Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May 1954, incorporating: Jean Victor Cartier, Louis Joseph Barcelo, Joseph Eugène Rivard, advocates, Queen's Counsel, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise usually sold in a departmental store, under the name of "Ferroni Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(P. G. 11351-54)

**General Platers Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1954, constituant en corporation: David Henry Holland, avocat, Ernest William Mockridge, gérant, Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, teneurs de livres, Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie du placage et des plastiques et le commerce des plastiques, métaux, bois et produits chimiques, sous le nom de "General Platers Ltd.", avec un capital total de \$1,100, divisé en 1,100 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(A. G. 11351-54)

**General Platers Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1954, incorporating: David Henry Holland, advocate, Ernest William Mockridge, manager, Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, book-keepers, Cecil Bruce Cooke, secretary, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate the business of plating and plastics, and to deal in plastics, metals, wood and chemical products, under the name of "General Platers Ltd.", with a total capital stock of \$1,100, divided into 1,100 shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(P. G. 11242-54)

**Giusti Mario Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mai 1954, constituant en corporation: Mario Giusti, entrepreneur, Paul-Émile Faucher, notaire, Guy Guérin, avocat, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Giusti Mario Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes d'une valeur au pair de \$5 chacune, et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit mai 1954.

L'Assistant-procureur général.

37497-o

L. DÉSILETS.

(A. G. 11242-54)

**Giusti Mario Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1954, incorporating: Mario Giusti, contractor, Paul-Émile Faucher, notary, Guy Guérin, advocate, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Giusti Mario Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$5 each, and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,

37497

Deputy Attorney General.

(P. G. 11264-54)

**Guy B. Cossette Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1954, constituant en corporation: Georges-A. Pouliot, avocat, de Mount-Royal, Geoffroy Birtz, avocat, Gabrielle Lahaie, secrétaire, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Guy B. Cossette Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 333, rue Craig, est, chambre 208, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq mai 1954.

L'Assistant-procureur général.

37497-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 11264-54)

**Guy B. Cossette Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1954, incorporating: Georges A. Pouliot, advocate, of Mount-Royal, Geoffroy Birtz, advocate, Gabrielle Lahaie, secretary, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Guy B. Cossette Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 333 Craig Street, East, Room 208, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,

37497

Deputy Attorney General.

(P. G. 11013-54)

**J. Broderick Service Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1954, constituant en corporation: William James McQuillan, George Norman Broderick, avocats, et Elsie Chappell, secrétaire, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme enquêteurs, détectives, investigateurs et protecteurs, sous le nom de "J. Broderick Service Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes d'une valeur au pair de \$100, et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.

Le siège social de la compagnie sera à 300, rue St-Sacrement, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq mai 1954.

L'Assistant-procureur général.

37497-o

L. DÉSILETS.

(A. G. 11013-54)

**J. Broderick Service Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1954, incorporating: William James McQuillan, George Norman Broderick, advocates, and Elsie Chappell, secretary, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as inquirers, detectives, investigators and protectors, under the name of "J. Broderick Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100, and into 200 preferred shares of a par value of \$100.

The head office of the company will be at 300, St-Sacrement Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,

37497

Deputy Attorney General.

(P.G. 11395-54)

**J. C. Boulet, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1954, constituant en corporation: Kenneth Simpson Howard, avocat, Cecil Bruce Cooke, secrétaire, Guy Ambrose Miller, Charles Eric Humphrey, teneurs de livres, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et commerçants en valeurs mobilières, sous le nom de "J. C. Boulet, Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11393-54)

**J. C. Boulet, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May 1954, incorporating: Kenneth Simpson Howard, advocate, Cecil Bruce Cooke, secretary, Guy Ambrose Miller, Charles Eric Humphrey, book-keepers, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as brokers and traders in stocks and shares, under the name of "J. C. Boulet, Inc." with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11287-54)

**La Garde Paroissiale  
de St-Alexis de Grande-Baie, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1954, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Robert Blackburn, vicaire, Louis-Philippe Martel, agent d'assurance, Lucien Tremblay, sacristain, tous du Village de St-Alexis de Grande Baie, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Grouper les hommes et les jeunes gens en vue de leur perfectionnement, sous le nom de "La Garde Paroissiale de St-Alexis de Grande-Baie, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$15,000.

Le siège social de la corporation sera à Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11287-54)

**La Garde Paroissiale  
de St-Alexis de Grande-Baie, Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Father Robert Blackburn, curate, Louis-Philippe Martel, insurance agent, Lucien Tremblay, sexton, all of the village of St-Alexis de Grande-Baie, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To group together, for purposes of improvement, men and young folk under the name of "La Garde Paroissiale de St-Alexis de Grande-Baie, Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$15,000.

The head office of the corporation will be at Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(P. G. 11180-54)

**Les Immeubles Scientific Realities Co. Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1954, constituant en corporation: Gérard Beaupré, Marcel Trudeau, Claude Benoit, avocats, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Immeubles Scientific Realities Co. Ltd" avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(A. G. 11180-54)

**Les Immeubles Scientific Realities Co. Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May 1954, incorporating: Gérard Beaupré, Marcel Trudeau, Claude Benoit, advocates, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Les Immeubles Scientific Realities Co. Ltd" with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(P. G. 11278-54)

**Marieville Leather Goods Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1954, constituant en corporation: Gaston Rondeau, avocat, Ovila-J.-B. Goyette, notaire, et Guy Rondeau, agent d'assurances, tous de Marieville, district judiciaire de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer l'industrie et le commerce du cuir, sous le nom de "Marieville Leather Goods Ltd", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Marieville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(A. G. 11278-54)

**Marieville Leather Goods Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May 1954, incorporating: Gaston Rondeau, advocate, Ovila-J.-B. Goyette, notary, and Guy Rondeau, insurance agent, all of Marieville, judicial district of St. Hyacinthe, for the following purposes:

To manufacture, carry on the business of, and deal in leather, under the name of "Marieville Leather Goods Ltd", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Marieville, judicial district of St. Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(P. G. 10823-54)

**Modern Binding Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1954, constituant en corporation: Alfred-Antoine Paré, avocat, de Montréal, A. H. Graham Gould, Rolland La Prairie, tous deux avocats, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme relieurs, imprimeurs, éditeurs et libraires, sous le nom de "Modern Binding Limited", avec un capital divisé en 1000 actions communes sans valeur au pair ou nominale, et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10823-54)

**Modern Binding Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May 1954, incorporating: Alfred Antoine Paré, advocate, of Montreal, A. H. Graham Gould, Rolland La Prairie, both advocates, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as binders, printers, editors and stationers, under the name of "Modern Binding Limited", with a capital stock divided into 1000 common shares with out nominal or par value, and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(P. G. 11272-54)

**Mr. Man Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1954, constituant en corporation: Louis Vaintrub, manufacturier, Madeleine Clément, fille majeure, sténographe, de Montréal, et Lillian Lazare, fille majeure, secrétaire, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Mr. Man Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(A. G. 11272-54)

**Mr. Man Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May 1954, incorporating: Louis Vaintrub, manufacturer, Madeleine Clément, fille majeure, stenographer, of Montreal, and Lillian Lazare, fille majeure, secretary, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Mr. Man Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each, and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this May fourteenth 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11227-54)

**M. Steinman & Sons Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1954, constituant en corporation: Mortimer Steinman, Myer Steinman, marchands, Bella Rosen Steinman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Myer Steinman, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises habituellement vendues dans les magasins à rayons, sous le nom de "M. Steinman & Sons Ltd.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions communes de \$50 chacune, et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11227-54)

**M. Steinman & Sons Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1954, incorporating: Mortimer Steinman, Myer Steinman, merchants, Bella Rosen Steinman, housewife, wife separate as to property of the said Myer Steinman, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise generally sold in Departmental Stores, under the name of "M. Steinman & Sons Ltd.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 common shares of \$50 each, and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(P.G. 11293-54)

**Nazduke Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1954, constituant en corporation: Samuel Senzilet, notaire, d'Outremont, Philip S. Garonce, et Irwin Gliserman, tous deux avocats, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter un certain immeuble, sous le nom de "Nazduke Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune, et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11293-54)

**Nazduke Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May 1954, incorporating: Samuel Senzilet, notary, of Outremont, Philip S. Garonce, and Irwin Gliserman, both advocates, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To own and operate a certain immovable, under the name of "Nazduke Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11203-54)

**Neo Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1954, constituant en corporation: Maxwell A. Schwartz, avocat, Alec Yellin, commis-auditeur, tous deux de Montréal, et Irwin B. Cohen, avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de placements, sous le nom de "Neo Investment Corp.", avec un capital total de \$250,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 2,250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le cinq mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11203-54)

**Neo Investment Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May 1954, incorporating: Maxwell A. Schwartz advocate, Alex Yellin, auditing clerk, both of Montreal, and Irwin B. Cohen, advocate, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the real estate and investment business, under the name of "Neo Investment Corp.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 250 common shares of \$100 each, and 2,250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11332-54)

**Pavage National Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mai 1954, constituant en corporation: Jean-Charles Bégin, entrepreneur, Fernande Grenier-Bégin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Charles Bégin, Marcel Morin, entrepreneur, tous de Québec-Ouest, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur général en construction, sous le nom de "Pavage National Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 196 Ave Plante, Québec-Ouest, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11332-54)

**Pavage National Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May 1954, incorporating: Jean-Charles Bégin, contractor, Fernande Grenier Bégin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean Charles Bégin, Marcel Morin, contractor all of Quebec West, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as general building contractor, under the name of "Pavage National Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 196 Plante Avenue, Quebec West, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11024-54)

**Prairie Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1954, constituant en corporation: Alexander Biega, avocat, Claire Laferrière, Fleur-Ange Décarie, secrétaires, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "Prairie Construction Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 25 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 75 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11024-54)

**Prairie Construction Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May 1954, incorporating: Alexander Biega, advocate, Claire Laferrière, Fleur Ange Décarie, secretaries, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders, under the name of "Prairie Construction Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 25 common shares of \$100 each, and 75 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11331-54)

**Rob-I-Art Cie Limitée  
Rob-I-Art Co. Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1954, constituant en corporation: Henri Robillard, manufacturier, de la ville de Marieville, Lucille Fontaine, fille majeure, dessinatrice, de Mont St-Hilaire, tous deux du district judiciaire de St-Hyacinthe, Maurice Robillard, architecte, de la ville de Belœil, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de tissus et vêtements, sous le nom de "Rob-I-Art Cie Limitée" — Rob-I-Art Co. Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Marieville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le vingt mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11331-54)

**Rob-I-Art Cie Limitée  
Rob-I-Art Co. Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1954, incorporating: Henri Robillard, manufacturer, of the town of Marieville, Lucille Fontaine, spinster, designer, of Mont St-Hilaire, both of the judicial district of St-Hyacinthe, Maurice Robillard, architect, of the town of Belœil, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To operate a business dealing in fabrics and clothing, under the name of "Rob-I-Art Cie Limitée" — Rob-I-Art Co. Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Marieville, judicial district of St-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(P.G. 11235-54)

**The Nineteen Eighty Restaurant Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1954, constituant en corporation: John J. Gotlieb, Jacob, M. Helfield, Gerald S. Tritt, avocats, Barnet Buckman, notaire, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme pâtisseries, confiseurs, pourvoyeurs et restaurateurs, sous le nom de "The Nineteen Eighty Restaurant Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune, et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11235-54)

**The Nineteen Eighty Restaurant Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1954, incorporating: John J. Gotlieb, Jacob M. Helfield, Gerald S. Tritt, advocates, Barnet Buckman, notary, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as pastry-cooks, confectioners, purveyors and restaurant-keepers, under the name of "The Nineteen Eighty Restaurant Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(P.G. 11231-54)

**Tryon Dress Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1954, constituant en corporation: John J. Gotlieb, Jacob M. Helfield, avocats, et Barnet Buckman, notaire, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du vêtement, sous le nom de "Tryon Dress Co. Ltd.", avec un capital total de \$70,000, divisé en 350 actions communes de \$100 chacune, et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11231-54)

**Tryon Dress Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1954, incorporating: John J. Gotlieb, Jacob M. Helfield, advocates, and Barnet Buckman, notary, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a clothing business and deal with the same, under the name of "Tryon Dress Co. Ltd.", with a total capital stock of \$70,000, divided into 350 common shares of \$100 each, and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(P.G. 11420-54)

**Victoriaville Automobiles Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1954, constituant en corporation: Lucien Gagnon, comptable, de Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal, Gilles Bouchard, technicien, de Sainte-Claire, district judiciaire de Beauce, et Jacqueline Giroux, secrétaire, de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et autres véhicules, sous le nom de "Victoriaville Automobiles Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune, et en 700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11420-54)

**Victoriaville Automobiles Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May 1954, incorporating: Lucien Gagnon, accountant, of Rosemount, Montreal, judicial district of Montreal, Gilles Bouchard, technician, of Saint Claire, judicial district of Beauce, and Jacqueline Giroux, secretary, of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in automobiles and other vehicles, under the name of "Victoriaville Automobiles Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 300 common shares of \$100 each, and 700 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11177-54)

**Vogue Builders and Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1954, constituant en corporation: John Michael Schlesinger, Jack Lightstone, avocats, et Shirley Taviss, épouse séparée de biens de Norman Taviss et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, secrétaire, tous trois de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et agir comme compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de "Vogue Builders and Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune, et en 4000 actions Classe A d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11177-54)

**Vogue Builders and Investment Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May 1954, incorporating: John Michael Schlesinger, Jack Lightstone, advocates, and Shirley Taviss, wife separate as to property of Norman Taviss and duly authorized by him for the purposes herein set forth, secretary, all three of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, and operate as a holding and investment company, under the name of "Vogue Builders and Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each, 1500 preferred shares of a par value of \$10 each and 4000 class A shares of a par value of \$5 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

**Lettres patentes supplémentaires**

**Supplementary Letters Patent**

(P.G. 10732-54)

**Bélanger Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente avril 1954, à la compagnie "Bélanger Inc.", augmentant son capital de \$90,000 à \$240,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 1500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le trente avril 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10732-54)

**Bélanger Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of Quebec, dated the thirtieth day of April 1954, to the company "Bélanger Inc.", increasing the company's capital from \$90,000 to \$240,000: the additional share capital being divided into 1500 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General,

(P.G. 11355-54)

**Canadian Belting and Equipment Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un mai 1954, changeant le nom de la compagnie "The Canadian Belting Manufacturers Limited" — "Les Manufacturiers Canadiens de Courroies (Limitée)", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 7 février 1939, en celui de "Canadian Belting and Equipment Limited".

Daté du bureau du Procureur général le 21 mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11355-54)

**Canadian Belting and Equipment Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May twenty-first, 1954, changing the name of the company "The Canadian Belting Manufacturers Limited" — "Les Manufacturiers Canadiens de Courroies (Limitée)", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated February 7, 1939, into that of "Canadian Belting and Equipment Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(P.G. 11011-54)

**Chalet Barb-Q Incorporée  
Chalet Barb-Q Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

(A.G. 11011-54)

**Chalet Barb-Q Incorporée  
Chalet Barb-Q Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf mai 1954, à la compagnie "Chalet Barb-Q Incorporée" — "Chalet Barb-Q Incorporated", augmentant son capital de \$50,000 à \$110,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11010-54)

**Consumers Metal Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit avril 1954, à la compagnie "Consumers Trading Corporation", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 17 juin 1946, a) changeant son nom en celui de "Consumers Metal Corporation"; b) augmentant son capital de \$50,000 à \$250,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11279-54)

**Greenshields & Co Inc**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douze mai 1954, à la compagnie "Greenshields & Co Inc", a) réduisant son capital de \$458,000 à \$398,800: le capital-actions annulé étant divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 492 actions privilégiées de \$100 chacune; b) subdivisant ses 100 actions ordinaires restantes de \$100 chacune en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et ses 3,888 actions privilégiées restantes de \$100 chacune en 7,776 actions privilégiées de \$50 chacune; c) augmentant son capital: le capital-actions additionnel étant divisé en 12,224 actions privilégiées de \$50 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11192-54)

**Iron and Metal Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix mai 1954, à la compagnie "Iron and Metal Incorporated", 1°) réduisant son capital de \$40,000 à \$20,000: le capital-actions annulé étant divisé en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune; 2°) augmentant son capital de \$20,000 à \$350,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 33,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the nineteenth day of May 1954, to the company "Chalet Barb-Q Incorporée" — "Chalet Barb-Q Incorporated", increasing the company's capital from the sum of \$50,000 to \$110,000: the additional share capital being divided into 600 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the nineteenth day of May 1954.

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11010-54)

**Consumers Metal Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of April 1954, to the company "Consumers Trading Corporation", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by Letters Patent dated June 17, 1946, a) changing the company's name to that of "Consumers Metal Corporation"; b) increasing its capital from the sum of \$50,000 to \$250,000: the additional share capital being divided into 500 common shares of \$100 each and 1,500 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(A.G. 11279-54)

**Greenshields & Co Inc**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May twelfth, 1954, to the company "Greenshields & Co Inc", a) reducing its capital stock from \$458,000 to \$398,800: the cancelled capital stock being divided into 100 common shares of \$100 each and into 492 preferred shares of \$100 each; b) subdividing its 100 remaining common shares of \$100 each into 10,000 common shares of no par or nominal value, and its 3,888 remaining preferred shares of \$100 each; into 7,776 preferred shares of \$50 each; c) increasing its capital stock: the additional capital stock being divided into 12,224 preferred stock of \$50 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1954,

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11192-54)

**Iron and Metal Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May tenth, 1954, to the company "Iron and Metal Incorporated", 1.) reducing its capital stock from \$40,000 to \$20,000: the cancelled capital stock being divided into 2,000 preferred shares of \$10 each; 2.) increasing its capital stock from \$20,000 to \$350,000: the additional capital stock being divided into 33,000 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1954,

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(P.G. 11333-54)

**Jasper Oil Corporation  
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un mai 1954, à la compagnie "Jasper Oil Corporation" (No Personal Liability): 1° augmentant son capital de \$1,500,000 à \$2,500,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000,000 actions de \$1.00 chacune; 2° portant le nombre de ses directeurs de cinq (5) à neuf (9).

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un mai 1954.

L'Assistant-procureur général.

37497-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 11333-54)

**Jasper Oil Corporation  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Mining Companies' Act, and Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-first day of May 1954, to the company "Jasper Oil Corporation" (No Personal Liability): 1. increasing the company's capital from the sum of \$1,500,000 to \$2,500,000; the additional share capital being divided into 1,000,000 shares of \$1.00 each; 2. increasing the number of directors from five (5) to nine (9).

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1954.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

37497

(P.G. 11164-54)

**Joseph Ménard & Fils Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix mai 1954, à la compagnie "Joseph Ménard & Fils Limitée", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général le dix mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,

37497-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 11164-54)

**Joseph Ménard & Fils Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1954, to the Company "Joseph Ménard & Fils Limitée", extending the company's powers.

Dated at the office of the Attorney General, the tenth day of May, 1954.

C. E. CANTIN,

Acting Deputy Attorney General.

37497

(P.G. 11239-54)

**Lencourt Gold Mines Limited  
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze mai 1954, à la compagnie "Lencourt Gold Mines Limited" (No Personal Liability), augmentant son capital de \$3,000,000 à \$5,000,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000,000 actions de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze mai 1954.

L'Assistant-procureur général,

37497-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 11239-54)

**Lencourt Gold Mines Limited  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Mining Companies' Act, and Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of May 1954, to the company "Lencourt Gold Mines Limited" (No Personal Liability), increasing the company's capital from the sum of \$3,000,000 to \$5,000,000; the additional share capital being divided into 2,000,000 shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

37497

(P.G. 10271-54)

**Lenmar Jewellery Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douze mai 1954, changeant le nom de la compagnie "Vogue Jewellery Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 15 avril 1952, en celui de "Lenmar Jewellery Inc."

Daté du bureau du Procureur général le 12 mai 1954.

L'Assistant-procureur général,

37497-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 10271-54)

**Lenmar Jewellery Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May twelfth, 1954, changing the name of the company "Vogue Jewellery Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent under date of April 15, 1952, into that of "Lenmar Jewellery Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

37497

(P.G. 11340-54)

**Lower St. Lawrence Power Company  
(La Compagnie de Pouvoir  
du Bas St-Laurent)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit mai 1954, à la compagnie "Lower St. Lawrence Power Company (La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent)", augmentant son capital: le capital-actions additionnel étant divisé en 120,000 actions communes sans valeur au pair ou nominale.

Daté du bureau du Procureur général le 28 mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11340-54)

**Lower St. Lawrence Power Company  
(La Compagnie de Pouvoir  
du Bas St-Laurent)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of May 1954, to the company "Lower St. Lawrence Power Company (La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent)", increasing the company's capital: the additional share capital being divided into 120,000 common shares without nominal or par value.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-eighth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(P.G. 11168-54)

**Manchester Children's Wear Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf mai 1954, à la compagnie "Manchester Sportwear Co.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 9 mars 1944, et par lettres patentes supplémentaires en date du 11 mai 1950, changeant son nom en celui de "Manchester Children's Wear Co."

Daté du bureau du Procureur général le 19 mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11168-54)

**Manchester Children's Wear Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the nineteenth day of May, 1954, to the company "Manchester Sportwear Co.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent bearing date the ninth day of March, 1944, and by supplementary letters patent bearing date the eleventh day of May, 1950, changing its name into that of "Manchester Children's Wear Co."

Dated at the office of the Attorney General, this 19th day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(P.G. 11056-54)

**Milleraft Investment Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf avril 1954, à la compagnie "Milleraft Garment Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 17 mars 1931, sous le nom originaire de "Ver-Mont Dress Inc", et par lettres patentes supplémentaires en date du 23 juillet 1932, changeant ledit nom originaire en celui de "Milleraft Garment Inc.", et par de nouvelles lettres patentes supplémentaires en date du 15 novembre 1950, 1° changeant de nouveau le nom de ladite compagnie en celui de "Milleraft Investment Corporation"; 2° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf avril 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(A.G. 11056-54)

**Milleraft Investment Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-ninth day of April 1954, to the company "Milleraft Garment Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated March 17, 1931, under the original name of "Ver-Mont Dress Inc", and by supplementary letters patent dated July 23, 1932, changing the said original name to that of "Milleraft Garment Inc.", and by additional supplementary letters patent dated November 15, 1950, 1. again changing the name of said company to that of "Milleraft Investment Corporation"; 2. extending the company's powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(P.G. 11238-54)

**Regcourt Gold Mines Limited  
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze mai 1954, à la compagnie "Regcourt Gold Mines Limited" (No Personal Liability), augmentant son capital de

(A.G. 11238-54)

**Regcourt Gold Mines Limited  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Mining Companies' Act, and Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of May 1954, to the company "Regcourt Gold Mines Limited" (No Personal Liability), increasing the company's capital

\$3,000,000 à \$5,000,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000,000 actions de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10429-54)

**Royse Acceptance Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du sept mai 1954, à la compagnie "Colossal Lines Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 18 février 1946, sous le nom originaire de "Colossal Fruit Company Limited", et par lettres patentes supplémentaires en date du 21 septembre 1950, et par de nouvelles lettres patentes supplémentaires en date du 16 avril 1951, changeant ledit nom originaire en celui de "Colossal Lines Ltd.": 1° augmentant son capital de \$20,000 à \$225,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 2050 actions ordinaires de \$100 chacune; 2° changeant de nouveau le nom de ladite compagnie en celui de "Royse Acceptance Corporation"; 3° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général le 7 mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11251-54)

**Service d'Assurances Belec Insurance Service Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-sept mai 1954, à la compagnie "Service d'Assurances Belec Insurance Service Inc.", augmentant son capital de \$1,000 à \$41,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept mai 1954.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
37497-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10016-54)

**Shore Village Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente avril 1954, à la compagnie "Shore Village Inc.", augmentant son capital de \$40,000 à \$110,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le trente avril 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10977-54)

**St-Robert Automobiles Incorporé**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

from the sum of \$3,000,000 to \$5,000,000: the additional share capital being divided into 2,000,000 shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(A.G. 10429-54)

**Royse Acceptance Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the seventh day of May 1954, to the company "Colossal Lines Ltd.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated February 18, 1946, under the original name of "Colossal Fruit Company Limited", and by supplementary letters patent dated September 21, 1950, and by additional supplementary letters patent dated April 16, 1951, changing the said original name to that of "Colossal Lines Ltd.": 1. increasing the company's capital from the sum of \$20,000 to \$225,000: the additional share capital being divided into 2050 common shares of \$100 each; 2. changing once again the said company's name to that of "Royse Acceptance Corporation"; 3. extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(A.G. 11251-54)

**Service d'Assurances Belec Insurance Service Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May seventeenth, 1954, to the company "Service d'Assurances Belec Insurance Service Inc.", increasing its capital stock from \$1,000 to \$41,000: the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1954,

C. E. CANTIN,  
37497 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10016-54)

**Shore Village Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirtieth day of April, 1954, to the company "Shore Village Inc.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$110,000: the additional capital stock being divided into 700 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(A.G. 10977-54)

**St-Robert Automobiles Incorporé**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary Letters Patent have been issued by the Lieu-

province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq mai 1954, à la compagnie "St-Robert Automobiles Incorporé", augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le cinq mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11250-54)

**St. Vallier Télévision Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze mai 1954, changeant le nom de la compagnie "Northeast Television and Furniture Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 14 octobre 1953, en celui de "St. Vallier Télévision Limitée".

Daté du bureau du Procureur général le 14 mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10962-54)

**S. & F. Clothing Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier mai 1954, à la compagnie "S. & F. Clothing Co. Ltd.", augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le premier mai 1954.

L'Assistant-procureur général,  
37497-o L. DÉSILETS.

tenant-Governor of the Province of Quebec, dated May fifth, 1954, to the company "St. Robert Automobile Incorporé" increasing its capital stock from \$40,000 to \$100,000: the additional capital stock being divided into 200 common shares of \$100 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(A.G. 11250-54)

**St. Vallier Télévision Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May fourteenth 1954, changing the name of the company "Northeast Television and Furniture Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 14, 1953, into that of "St. Vallier Télévision Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

(A.G. 10962-54)

**S. & F. Clothing Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May first, 1954, to the company "S. & F. Clothing Co. Ltd.", increasing its capital stock from \$20,000 to \$60,000: the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1954.

L. DÉSILETS,  
37497 Deputy Attorney General.

**Arrêtés en Conseils**

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 601

Québec, le 9 juin 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "F"

CONCERNANT les parties contractantes patronales — décret relatif aux employés de garage dans l'Île de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), "Montreal Garage Operators Association Inc." a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante de première part à la convention collective de travail relative aux employés de garage dans l'Île de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 184 du 8 février 1950, amendé par les arrêtés numéros 225-A du 22

**Orders in Council**

**ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 601

Quebec, June 9, 1954.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING the contracting parties of the first part (employers) — decree relating to the garage employees in the Island of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), "The Montreal Garage Operators Association Inc." has petitioned the Minister of Labour to be accepted as co-contracting party of the first part to the collective labour agreement relating to the garage employees in the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree No. 184 of February 8, 1950, amended by Orders in Council 225-A of February 22, 1950, 735-B and 894-G of

février 1950, 735-B et 894-G des 12 juillet et 14 août 1951, 347-A du 3 avril 1952 et 620-A du 20 mai 1953;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 mars 1954;

ATTENDU QU'AUCUNE objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de ladite Loi et, à la suite de la fusion de ses sections de garage et de débit d'essence, l'Association des Marchands détaillants du Canada — Québec, Inc., a également présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de changer la désignation de cette Association dans ledit décret, par la suivante: "L'Association des Marchands détaillants du Canada, Québec, Inc., Section de l'Automobile";

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 avril 1954;

ATTENDU QU'AUCUNE objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE lesdites requêtes soient acceptées et que pour y donner suite, ledit décret numéro 184, soit modifié comme suit:

1° "Montreal Garage Operators Association Inc." est acceptée comme nouvelle partie co-contractante patronale et son nom est ajouté aux parties de première part.

2° "L'Association des Marchands détaillants du Canada, Québec, Inc., Section de l'Automobile" est agréée comme partie contractante patronale, au lieu et place de l'Association des Marchands détaillants du Canada — Québec, Inc., section des garages et section des débits d'essence, et son nom est ajouté aux parties de première part.

(Document "F" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,

37508-o Greffier du Conseil Exécutif.

July 12 and August 14, 1951, 347-A of April 3, 1952 and 620-A of May 20, 1953;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 27, 1954;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the said Act and, as a result of the amalgamation of its garage and service station divisions, the Retail Merchants Association of Canada, Quebec, Inc., has also petitioned the Minister of Labour to change the designation of the Association in the said decree to read as follows: "The Retail Merchants Association of Canada, Quebec, Inc., Automobile Division";

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 3, 1954;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the above petitions be accepted and that, to give effect thereto, the said decree, No. 184, be amended as follows:

1. "The Montreal Garage Operators Association Inc." is accepted as a new contracting party and its name is added to the contracting parties of the first part.

2. "The Retail Merchants Association of Canada, Quebec, Inc., Automobile Division" is accepted as contracting party in the place and stead of "The Retail Merchants Association of Canada, Quebec, Inc., "Section des Garages" and "Section des Débits d'Essence" and its name is added to the parties of the first part.

(Document "F" annexed to the order).

L. DÉSILETS,

37508-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 628

Québec, le 17 juin 1954.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans les cités de Québec et Lévis et la ville de Lauzon.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans les cités de Québec et Lévis et la ville de Lauzon, rendue obligatoire par le décret numéro 1090 du 7 mars 1940, amendé par les arrêtés numéros 4200 et 4252 des 28 novembre et 1er décembre 1940, 1043 du 30 avril 1941, 1168, 1756 et 3144 des 13 mai, 24 juillet et 20 novembre 1942, 2631 du 10 septembre 1943, 1431 du 28 avril 1944, 3499 du 1er septembre 1945, 1655 et 4717 des 10 mai et 14 novembre 1946, 1310-B du 12 août 1947, 68-B, 1162-A et 1763-B des 22 janvier, 9 septembre et 23 décembre 1948, 1029-A et 1198-C des

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 628

Quebec, June 17, 1954.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the hardware, paint and building materials trade in the cities of Quebec and Levis and the town of Lauzon.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the hardware, paint and building materials trade in the cities of Quebec and Levis and the town of Lauzon, rendered obligatory by the decree number 1090 of March 7, 1940, and amended by Orders 4200 and 4252 of November 28 and December 1, 1940, 1043 of April 30, 1941, 1168, 1756 and 3144 of May 13, July 24 and November 20, 1942, 2631 of September 10, 1943, 1431 of April 28, 1944, 3499 of September 1, 1945, 1655 and 4717 of May 10 and November 14, 1946, 1310-B of August 12, 1947, 68-B, 1162-A and 1763-B of January 22, September 9 and December 23, 1948, 1029-A and 1198-C of September 14 and October 27,

14 septembre et 27 octobre 1949, 915-A du 9 août 1950, 735-C du 12 juillet 1951, 1396-B du 13 décembre 1951 et 556-B du 14 mai 1952, et 886-G du 30 juillet 1953, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE, ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er mai 1954;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 1090, soit modifié comme suit:

A l'article III:

a) Au premier alinéa, du paragraphe "b", les mots "cinquante et une (51) heures" sont remplacés par "quarante-huit (48) heures".

b) Le sous-paragraphe 1 du paragraphe "b" est remplacé par le suivant:

"1° Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: 8.00 a.m. à 5.30 p.m."

c) Au paragraphe "k", les mots "cinquante et une (51) heures" sont remplacés par "quarante-huit (48) heures".

(Document "A" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,

37508-o Greffier du Conseil Exécutif.

1949, 915-A of August 9, 1950, 735-C of July 12, 1951, 1396-B of December 13, 1951, 556-B of May 14, 1952 and 886-G of July 30, 1953, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 1, 1954;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1090, be amended as follows:

In Section III:

a) In the first paragraph of subsection "b", the words "fifty-one (51) hours" are replaced by "forty-eight (48) hours".

b) Paragraph 1 of subsection "b" is replaced by the following:

"1. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8.00 a.m. to 5.30 p.m."

c) In subsection "k" the words "fifty-one (51) hours" are replaced by the words "forty-eight (48) hours".

(Document "A" annexed to the order)

L. DÉSILETS,

37508-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 628

Québec, le 17 juin 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction, dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Témiscamingue.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts révisés de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Témiscamingue, rendue obligatoire par le décret numéro 1254 du 10 novembre 1949, amendé par les arrêtés nos 108-C, 973-A et 1229-B des 25 janvier, 30 août et 8 novembre 1950, 51-D, 229-C, 382-E, 1228-D et 1228-G des 11 janvier, 7 mars, 12 avril et 31 octobre 1951, 67-F, 138-A, 271-H et 961-D des 31 janvier, 27 février, 20 mars et 27 septembre 1952, 512-C et 1201-C des 30 avril et 7 novembre 1953, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, certaines modifications audit décret; dans sa teneur modifiée;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec* édition du 1er mai 1954;

ATTENDU QUE, l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1254, soit modifié comme suit:

1° Les noms des entrepreneurs suivants sont radiés de la liste des parties contractantes de première part: "Raoul St-Louis, entrepreneur-

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 628

Québec, June 17, 1954.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Temiscamingue.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Temiscamingue, rendered obligatory by the decree No. 1254 of November 10, 1949, amended by Orders Nos. 108-C, 973-A and 1229-B of January 25, August 30 and November 8, 1950, 51-D, 229-C, 382-E, 1228-D and 1228-G of January 11, March 7, April 12 and October 31, 1951, 67-F, 138-A, 271-H and 961-D of January 31, February 27, March 20 and September 27, 1952, 512-C and 1201-C of April 30 and November 7, 1953, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree, as amended;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 1st, 1954;

WHEREAS the objection set forth has been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 1254 be amended as follows:

1. The names of the following contractors are stricken off the list of contracting parties of the first part: "Raoul St-Louis, general con-

général, Mont-Laurier; Ubald Blouin, entrepreneur-général, Mont-Laurier."

2° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires*: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

tractor, Mont-Laurier; Ubald Blouin, general contractor, Mont-Laurier".

2. Section III is replaced by the following

"III. *Rates of wages*: The following minimum rates of wages shall be paid in each of the trades hereafter mentioned:

	Salaires horaires		"Trades	Hourly rates	
	Zones			Zones	
	I	II		I	II
<i>Asphalte:</i>			<i>Asphalt:</i>		
Poseur, par semaine . . . . .	\$45.00	\$45.00	Weigher, per week . . . . .	\$45.00	\$45.00
Rateleur . . . . .	1.35	1.35	Raker . . . . .	1.35	1.35
Rouleur (3 à 5 tonnes) . . . . .	1.25	1.15	Roller operator (3 to 5 tons) . . . . .	1.25	1.15
Rouleur (8 à 12 tonnes) . . . . .	1.35	1.20	Roller operator (8 to 12 tons) . . . . .	1.35	1.20
Briqueteur . . . . .	2.00	1.60	Bricklayer . . . . .	2.00	1.60
Calfat . . . . .	1.10	.80	Caulker . . . . .	1.10	0.80
Charpentier-menuisier et mécanicien (Millwright) . . . . .	1.75	1.25	Carpenter-joiner and millwright . . . . .	1.75	1.25
Conducteur de camion — construction . . . . .	1.10	0.90	Truck driver — construction . . . . .	1.10	0.90
Conducteur de tracteur . . . . .	1.20	0.90	Tractor operator . . . . .	1.20	0.90
Conducteur de tracteur à chenille . . . . .	1.35	1.15	Caterpillar tractor operator . . . . .	1.35	1.15
Chauffeur (construction) . . . . .	1.10	0.90	Fireman (construction) . . . . .	1.10	0.90
Couvreur (composition) . . . . .	1.20	1.05	Roofer (composition) . . . . .	1.20	1.05
Ferblantier-couvreur (amiante, ardoise, tuile, tôle et cuivre) . . . . .	1.25	1.10	Tinsmith-roofer (asbestos, slate, tile, sheet iron and copper) . . . . .	1.25	1.10
<i>Electricien:</i>			<i>Electrician:</i>		
Entrepreneur Maître-electricien (Services personnels) . . . . .	3.25	2.00	Contractor master-electrician (personal services) . . . . .	3.25	2.00
Compagnon détenant la licence "C" . . . . .	1.95	1.20	Journeyman holding license "C" . . . . .	1.95	1.20
Finisseur de ciment . . . . .	1.50	1.00	Cement finisher . . . . .	1.50	1.00
Finisseur de plancher en mastic . . . . .	1.50	1.00	Mastic floor finisher . . . . .	1.50	1.00
Foreur et casseur . . . . .	1.25	1.00	Driller, breaker . . . . .	1.25	1.00
Forgeron . . . . .	1.20	1.00	Blacksmith . . . . .	1.20	1.00
Forgeron-aiguiser de foreuse . . . . .	1.20	1.00	Blacksmith-drill sharpener . . . . .	1.20	1.00
Gréeur . . . . .	1.25	1.10	Rigger . . . . .	1.25	1.10
Huileur . . . . .	1.10	0.80	Oiler . . . . .	1.10	0.80
Homme préposé aux bouilloires . . . . .	1.10	0.90	Kettlemen . . . . .	1.10	0.90
Jointoyeur (Tireur de joints) . . . . .	1.50	1.25	Joint pointer . . . . .	1.50	1.25
Lettreur pour fins commerciales . . . . .	1.65	1.30	Commercial letterer . . . . .	1.65	1.30
Maçon . . . . .	2.00	1.70	Mason . . . . .	2.00	1.70
Manœuvre, journalier (ouvrier non qualifié) . . . . .	1.10	0.85	Labourer (common worker) . . . . .	1.10	0.85
Mécanicien — construction . . . . .	1.25	1.05	Mechanic — construction . . . . .	1.25	1.05
Ouvrier tôlier (montage) . . . . .	1.40	1.25	Sheet metal worker (erection) . . . . .	1.40	1.25
Peintre, décorateur . . . . .	1.50	1.25	Painter, decorator . . . . .	1.50	1.25
Peintre — machine pneumatique . . . . .	1.65	1.30	Painter — spraying . . . . .	1.65	1.30
Plâtrier . . . . .	1.90	1.60	Plasterer . . . . .	1.90	1.60
Plongeur . . . . .	2.25	2.25	Diver . . . . .	2.25	2.25
Poseurs de paravents (bois ou métal) châssis, fenêtre, divisions en acier . . . . .	1.75	1.35	Screen (wood or metal) windows, steel partitions erector . . . . .	1.75	1.35
Poseur de "Weatherstrips" . . . . .	1.40	1.35	Weatherstripper . . . . .	1.40	1.35
Poseur de lattes . . . . .	1.50	1.35	Lather . . . . .	1.50	1.35
Poseur de marbre . . . . .	1.50	1.35	Marble layer . . . . .	1.50	1.35
Poseur de plancher en mastic . . . . .	1.25	1.05	Mastic floor layer . . . . .	1.25	1.05
Poseur de terrazzo . . . . .	1.35	1.15	Terrazzo layer . . . . .	1.35	1.15
Poseur de tuiles . . . . .	1.25	1.05	Tile layer . . . . .	1.25	1.05
Préposé au monte-charge . . . . .	1.25	1.05	Elevator operator . . . . .	1.25	1.05
Préposé au malaxeur . . . . .	1.15	1.00	Mixer operator . . . . .	1.15	1.00
Préposé au compresseur . . . . .	1.20	1.00	Compressor operator . . . . .	1.20	1.00
Préposé au boisage (cribman) . . . . .	1.15	1.00	Cribman . . . . .	1.15	1.00
Préposé au grues . . . . .	1.25	1.15	Crane operator . . . . .	1.25	1.15
Préposé aux pelles mécaniques . . . . .	1.50	1.50	Shovel operator . . . . .	1.50	1.50
Préposé aux pompes . . . . .	1.10	0.85	Pump operator . . . . .	1.10	0.85
Préposé aux machines à polir le terrazzo (sec) . . . . .	1.20	1.00	Terrazzo polishing machine operator dry . . . . .	1.20	1.00
Préposé aux machines à polir le terrazzo (humide) . . . . .	1.25	1.00	Terrazzo polishing machine operator, wet . . . . .	1.25	1.00
Soudeur . . . . .	1.50	1.20	Welder . . . . .	1.50	1.20
Tailleur de pierre . . . . .	2.00	1.60	Stone cutter . . . . .	2.00	1.60
Travailleur en armature de béton . . . . .	1.25	1.00	Concrete reinforcement erector . . . . .	1.25	1.00
Travailleur en fer ornemental . . . . .	1.50	1.20	Ornamental iron erector . . . . .	1.50	1.20
Vitrier . . . . .	1.30	1.15	Glazier . . . . .	1.30	1.15
Surveillant, par semaine . . . . .	42.50	35.00	Watchman, per week . . . . .	42.50	35.00
Vérificateur de matériel et pointeur, par mois . . . . .	175.00	150.00	Material checker and time keeper, per month . . . . .	175.00	150.00

3° L'article V est remplacé par le suivant:  
 "V. Travail supplémentaire:  
 a) Zone I: Tout travail supplémentaire en dehors des heures indiquées aux paragraphes "a" et "b" de l'article IV est prohibé sauf:

1° S'il s'agit de travaux de réparation urgents en plomberie, chauffage et électricité;

2° Si l'employeur ou l'employeur professionnel a obtenu un permis de prolongation de la durée du travail de l'inspecteur des établissements industriels, d'accord avec l'article 5 de l'arrêté ministériel n° 1253, du 14 juin 1933, dans sa teneur modifiée, en exécution de la Loi relative à la limitation des heures de travail (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 165).

Dans ces cas, le travail exécuté en dehors des heures régulières, doit être rémunéré au taux de salaire et demi jusqu'à minuit et de salaire double après minuit, par rapport au salaire régulier.

b) Zone II: Dans cette zone, le travail supplémentaire est permis mais il doit être rémunéré au taux de salaire et demi jusqu'à minuit et au taux de salaire double après minuit, par rapport au salaire régulier.

c) Travail le dimanche et les jours de fêtes: Dans les zones I et II, tout travail exécuté les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la Noël, le 1er juillet, le Vendredi Saint et la fête du Travail, doit être rémunéré au taux de salaire double, par rapport au salaire régulier".

4° L'article V-B suivant est ajouté:

"V.-B. Salaires:

a) Le terme "salaire minimum" désigne le taux spécifié au présent décret.

b) Le terme "salaire régulier" désigne le taux de salaire convenu entre le salarié et son employeur ou le représentant de ce dernier, si tel taux de salaire est supérieur au minimum fixé au présent décret.

c) Les termes "salaire et demi par rapport au salaire régulier" ou "salaire régulier majoré d'une demie" ou "taux régulier majoré d'une demie" désignent la rémunération que doit verser un employeur à son ou ses salariés, pour les heures supplémentaires de travail. La base de calcul doit être le salaire ou le taux convenu, s'il est supérieur au minimum fixé au présent décret.

d) Le terme "salaire double par rapport au salaire régulier" signifie que la rémunération du salarié pour le travail accompli les dimanches et les jours fériés, ainsi qu'après minuit les jours ouvrables, doit être le double du salaire ou taux convenu pour les heures régulières de travail, si tel salaire ou taux convenu est supérieur au taux minimum fixé au présent décret.

e) En l'absence de toute convention stipulant un taux de salaire supérieur, le taux minimum du présent décret doit servir de base pour fins de calcul de la rémunération du surtemps".

5° L'échelle de salaires apparaissant au paragraphe "b" de l'article X, est remplacée par la suivante:

"Métiers	Salaires hebdomadaires Zones	
	I	II
	Compagnons .....	\$45.00
Journaliers (ouvriers non qualifiés) .....	40.00	30.00"

6° L'échelle de salaire apparaissant au paragraphe "c" de l'article X est remplacée par la suivante:

"Métiers	Salaires hebdomadaires Zones	
	I	II
	Compagnons .....	\$45.00

3. Section V is replaced by the following:

"V. Overtime:

a) Zone I: All time worked outside the hours mentioned in subsections a and b of section IV is prohibited except;

1. In the case of a urgent plumbing, heating or electrical repairs;

2. When the employer or professional employer has obtained a permit to that effect from the Inspector of the Industrial Establishments Inspection Service, in pursuance of section 5 of Order-in-Council 1253 of June 14, 1933, as amended, under the Act respecting the Limiting of Working Hours (R.S.Q. 1941, chapter 165). In such cases, time worked outside regular hours shall be paid at the rate of time and one half until midnight and at the rate of double time after midnight, based on regular rates.

b) Zone II: In this zone, overtime is permitted but it shall be paid at the rate of time and one half until midnight and at the rate of double time after midnight, based on regular rates.

c) Work on Sunday and Holidays: In zones I and II, all time worked on Sunday, New Year's Day, Epiphany, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, July 1st, Good Friday and Labour Day shall be paid at the rate of double time, based on regular rates."

4° The following section V-B is added:

"V.-B. Wages:

a) The term "minimum wages" means the rates determined in the present decree.

b) The term "regular rate" means the rate agreed upon between the employee and his employer or the representative of the employer, is such rate is higher than the minimum rate determined by the present decree.

c) The terms "time and one half based on regular rate" or "straight time and a half" mean the remuneration to be paid by an employer to his employee or employees for overtime hours. The computing basis shall be the wages or rate agreed upon when such rate or wages are higher than the rate mentioned in the present decree.

d) The term "double time based on regular rate" means that the employee's remuneration for time on Sunday and holidays and after midnight on regular working days shall be twice the wages or rate agreed upon for regular hours when such wages or rate are higher than the minimum rate of the present decree.

e) Failing an agreement stipulating a higher rate of pay, the minimum rate of the present decree shall be the one used for computing overtime remuneration".

5. The wage scale appearing in subsection "b" of section X is replaced by the following:

"Trades	Weekly rates Zones	
	I	II
	Journeymen .....	\$45.00
Labourers (common workers) .....	40.00	30.00"

6. The wage scale appearing in subsection "c" of section X is replaced by the following:

"Trades	Weekly rates Zones	
	I	II
	Journeymen .....	\$45.00

Journaliers (ouvriers non qualifiés)..... 40.00 30.00"  
 7° Les mots "quinze-cent-soixante (\$1560.00) dollars" apparaissant au deuxième alinéa du paragraphe "e" de l'article X sont remplacés par les mots "deux mille quatre cents (\$2,400.00) dollars".

8° L'alinéa 1 du paragraphe "j" de l'article XII est remplacé par le suivant:  
 "1. Pour les métiers de quatre (4) années d'apprentissage:

	Zones	
	I	II
1ère année .....	30%	50%
2ème année .....	40%	60%
3ème année .....	50%	75%
4ème année .....	75%	90%

(Document "B" annexé à l'arrêté)  
 L. DÉSILETS,  
 37508-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 628

Québec, le 17 juin 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 2375 du 11 septembre 1937 et ses amendements, relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec, soit prolongé jusqu'au 30 juin 1955.

(Document "C" annexé à l'arrêté).  
 L. DÉSILETS,  
 37508-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 628

Québec, le 17 juin 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux vérificateurs et tonneliers du port de Montréal (navigation océanique).

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux vérificateurs et tonneliers du Port de Montréal, navigation océanique, rendue obligatoire par le décret numéro 695 du 29 juin 1949, amendé par les arrêtés en conseil numéros 797-C du 25 juillet 1951, et 788-A du 23 juillet 1952, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE, ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er mai 1954;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Labourers (common workers). 40.00 30.00"  
 7. The words "fifteen hundred and sixty (\$1,560.00) dollars" appearing in the second paragraph of subsection "e" of section X, will be replaced by the words "two thousand four hundred dollars (\$2,400.00)".

8. Paragraph 1 of subsection "j" of section XII is replaced by the following:  
 "1° For trades requiring four (4) years of apprenticeship:

	Zones	
	I	II
1st year.....	30%	50%
2nd year.....	40%	60%
3rd year.....	50%	75%
4th year.....	75%	90%

(Document "B" annexed to the order)  
 L. DÉSILETS,  
 37508-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
 EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 628

Quebec, June 17, 1954.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING an extension of the decree relating to the ladies cloak and suit industry in the province.

IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree No. 2375 of September 11, 1937, as amended, relating to the ladies cloak and suit industry in the province of Québec, be extended until June 30, 1955.

(Document "C" annexed to the order).  
 L. DÉSILETS,  
 37508-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
 EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 628

Quebec, June 17, 1954.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING amendments of the decree relating to the checkers and coopers of the Harbour of Montreal(ocean navigation).

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to checkers and coopers of the Harbour of Montreal, ocean navigation rendered obligatory by the decree number 695 of June 29, 1949 amended by Orders in Council 797-C of July 25, 1951 and 788-A of July 23, 1952, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette* of May 1st, 1954;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret numéro 695, soit modifié comme suit:

1° La liste des parties contractantes de première part est remplacée par la suivante:

Ahlmann Trans-Caribbean Line; Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Andros Shipping Co. Ltd.; Blue Funnel Line; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line; Canada Continental Line Ltd.; Canada Far East Line; Canada India Pakistan Service; Canada Mediterranean Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canuk Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; Compania Anonima Venezolana de Navegacion; County Line Ltd.; Cunard Donaldson Dominion Line; Donaldson Line Ltd.; Cunard Steam-Ship Co. Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co. Ltd.; Ellerman's Wilson Line; Fabre Line; Federal Commerce & Navigation Co. Ltd.; Flota Mercante Grancolumbiana S.A.; French Line; Furness, Withy & Co. Ltd.; Greek Line; Hamburg Chicago Line; Head and Lord Line; Holland America Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Israel American Line; Java-New York Line; Kerr Steamships Ltd.; Kingsport Shipping Co. Ltd.; Lamport and Holt Line Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Maersk Line; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Northern Seaboard Agencies Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Scindia Steam Navigation Co. Ltd.; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Silver Line Ltd.; Swedish American Line; Swedish Chicago Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Thorden Lines; Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line, South African Marine Corp.;

2° Les taux horaires de \$1.60 et de \$2.40, apparaissant au paragraphe "a" de l'article II, sont remplacés respectivement par les taux de \$1.65 et de \$2.47½.

3° Les mots "Tout travail exécuté les dimanches", apparaissant au début du paragraphe "b" de l'article III, sont remplacés par les mots "Tout travail exécuté les dimanches, le Vendredi-Saint".

4° Les mots "les dimanches la Saint-Jean Baptiste", apparaissant au paragraphe "f" de l'article III, sont remplacés par les mots "les dimanches, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean Baptiste".

5° Les taux de \$1.95 et de \$2.92½, apparaissant au paragraphe "e" de l'article IV, sont remplacés respectivement par les taux de \$2.00 et de \$3.00.

(Document "E" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,  
37508-o Greffier du Conseil Exécutif.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, THAT the said decree, number 695, be amended as follows:

1. The contracting parties of the first part are replaced by the following:

Ahlmann Trans-Caribbean Line; Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Andros Shipping Co. Ltd.; Blue Funnel Line; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line; Canada Continental Line Ltd.; Canada Far East Line; Canada India Pakistan Service; Canada Mediterranean Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canuk Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; Compania Anonima Venezolana de Navegacion; County Line Ltd.; Cunard Donaldson Dominion Line; Donaldson Line Ltd.; Cunard Steam-Ship Co. Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co. Ltd.; Ellerman's Wilson Line; Fabre Line; Federal Commerce & Navigation Co. Ltd.; Flota Mercante Grancolumbiana S.A.; French Line; Furness, Withy & Co. Ltd.; Greek Line; Hamburg Chicago Line; Head and Lord Line; Holland America Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Israel American Line; Java-New York Line; Kerr Steamships Ltd.; Kingsport Shipping Co. Ltd.; Lamport and Holt Line Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Maersk Line; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Northern Seaboard Agencies Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Scindia Steam Navigation Co. Ltd.; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Silver Line Ltd.; Swedish American Line; Swedish Chicago Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Thorden Lines; Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line, South African Marine Corp.;

2. The hourly rates of \$1.60 and \$2.40, mentioned in subsection "a" of section II, are replaced, respectively, by the rates of \$1.65 and \$2.47½.

3. The words "All work performed on Sundays", mentioned at the beginning of subsection "b" of section III, are replaced by the words "All time worked on Sundays, Good Friday".

4. The words "on Sunday, St. Jean Baptiste Day", mentioned in subsection "f" of section III, are replaced by the words "on Sunday, Good Friday, St. Jean Baptiste Day".

5. The rates of \$1.95 and \$2.92½, mentioned in subsection "e" of section IV, are replaced, respectively, by the rates of \$2.00 and \$3.00.

(Document "E" annexed to the order)

L. DÉSILETS,  
37508-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 628

Québec, le 17 juin 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux doubleurs du Port de Montréal, (navigation océanique)

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux doubleurs du Port de Montréal, navigation océanique, rendue obligatoire par le décret numéro 694 du 29 juin 1949, amendé par les arrêtés en conseil numéros 797-B du 25 juillet 1951 et 788-C du 23 juillet 1952, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er mai 1954;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 694, soit modifié comme suit:

1° La liste des parties contractantes de première part est remplacée par la suivante:

Ahlmann Trans-Caribbean Line; Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Andros Shipping Co. Ltd.; Blue Funnel Line; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line; Canada Continental Line Ltd.; Canada Far East Line; Canada India Pakistan Service; Canada Mediterranean Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canuk Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; Compania Anonima Venezolana de Navegacion; County Line Ltd.; Cunard Donaldson Dominion Line; Donaldson Line Ltd.; Cunard Steam-Ship Co. Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co. Ltd.; Ellerman's Wilson Line; Fabre Line; Federal Commerce & Navigation Co. Ltd.; Flota Mercante Grancolumbiana S.A.; French Line; Furness, Withy & Co. Ltd.; Greek Line; Hamburg Chicago Line; Head and Lord Line; Holland America Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Israel American Line; Java-New York Line; Kerr Steamships Ltd.; Kingsport Shipping Co. Ltd.; Lamport and Holt Line Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Maersk Line; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Northern Seaboard Agencies Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.;

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 628

Quebec, June 17, 1954.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING amendments to the decree relating to the shipliners of the Harbour of Montreal, ocean navigation.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the shipliners of the Harbour of Montreal, ocean navigation, rendered obligatory by decrees No. 694 of June 29, 1949, amended by Orders in Council 797-B of July 25, 1951 and 788-C of July 23, 1952, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue May 1, 1954;

WHEREAS no objection has been set forth against its approval;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour;

That the said decree, No. 694, be amended as follows:

1. The contracting parties of the first part are replaced by the following:

Ahlmann Trans-Caribbean Line; Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Andros Shipping Co. Ltd.; Blue Funnel Line; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line; Canada Continental Line Ltd.; Canada Far East Line; Canada India Pakistan Service; Canada Mediterranean Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canuk Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; Compania Anonima Venezolana de Navegacion; County Line Ltd.; Cunard Donaldson Dominion Line; Donaldson Line Ltd.; Cunard Steam-Ship Co. Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co. Ltd.; Ellerman's Wilson Line; Fabre Line; Federal Commerce & Navigation Co. Ltd.; Flota Mercante Grancolumbiana S.A.; French Line; Furness, Withy & Co. Ltd.; Greek Line; Hamburg Chicago Line; Head and Lord Line; Holland America Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Israel American Line; Java-New York Line; Kerr Steamships Ltd.; Kingsport Shipping Co. Ltd.; Lamport and Holt Line Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Maersk Line; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Northern Seaboard Agencies Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.;

Scandinavian American Line; Scindia Steam Navigation Co. Ltd.; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Silver Line Ltd.; Swedish American Line; Swedish Chicago Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Thorden Lines; Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line, South African Marine Corp.;

Scandinavian American Line; Scindia Steam Navigation Co. Ltd.; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Silver Line Ltd.; Swedish American Line; Swedish Chicago Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Thorden Lines; Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line, South African Marine Corp.;

2° Les taux horaires de salaires de \$1.71 et \$2.56½ apparaissant au paragraphe "a" de l'article II sont remplacés respectivement par les taux de \$1.78 et de \$2.67.

2. The hourly rates of \$1.71 and \$2.56½ mentioned in subsection "a" of section II, are replaced, respectively, by the rates of \$1.78 and \$2.67.

3° Les mots "Tout travail exécuté les dimanches" apparaissant au début du paragraphe "b" de l'article II, sont remplacés par les mots "Tout travail exécuté les dimanches, le Vendredi-Saint".

3. The words "Double time shall be paid on Sundays", mentioned at the beginning of subsection "b" of section II, are replaced by the words "Double time shall be paid on Sundays, Good Friday".

4° Les taux horaires de \$1.81 et de \$2.71½ apparaissant au paragraphe "e" de l'article II sont remplacés respectivement par les taux de \$1.88 et de \$2.82.

4. The hourly rates of \$1.81 and \$2.71½ mentioned in subsection "e" of section II, are replaced, respectively, by the rates of \$1.88 and \$2.82.

5° Les taux horaires de \$1.86 et de \$2.79 apparaissant au paragraphe "g" de l'article II sont remplacés respectivement par les taux de \$1.93 et de \$2.89½.

5. The hourly wage rates of \$1.86 and \$2.79, mentioned in subsection "g" of section II, are replaced respectively by \$1.93 and \$2.89½.

6° Les taux horaires de salaires de \$2.06 et de \$3.09 apparaissant au paragraphe "h" de l'article II, sont remplacés respectivement par les taux de \$2.13 et de \$3.19½.

6. The hourly wage rates of \$2.06 and \$3.09, mentioned in subsection "h" of section II, are replaced respectively by \$2.13 and \$3.19½.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

(Document "D" annexed to the order)

L. DÉSILETS,  
37508-o Greffier du Conseil Exécutif.

L. DÉSILETS,  
37508-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 628

Number 628

Québec, le 17 juin 1954.

Quebec, June 17, 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "F"

Part "F"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux débardeurs du Port de Montréal (navigation océanique).

CONCERNING amendments of the decree relating to the longshoremen of the Harbour of Montreal, ocean navigation.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux débardeurs du Port de Montréal, navigation océanique, rendue obligatoire par le décret numéro 693 du 29 juin 1949, amendé par les arrêtés en conseil numéros 797-A du 25 juillet 1951 et 788-B du 23 juillet 1952, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet d'amender ledit décret:

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the longshoremen of the Harbour of Montreal, ocean navigation, rendered obligatory by the decree number 693 of June 29, 1949, amended by Orders in Council 797-A of July 25, 1951 and 788-B of July 23, 1952, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

ATTENDU QUE, ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 1er mai 1954;

WHEREAS the said petition has been published in the Quebec Official Gazette, issue of May 14, 1954;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

Que ledit décret, numéro 693, soit modifié comme suit:

THAT the said decree, number 693, be amend as follows:

1° La liste des parties contractantes de première part est remplacée par la suivante:

1. The contracting parties of the first part are replaced by the following:

Ahlmann Trans-Caribbean Line; Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Andros Shipping Co. Ltd.; Blue Funnel Line; Bristol City

Ahlmann Trans-Caribbean Line; Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Andros Shipping Co. Ltd.; Blue Funnel Line; Bristol City

Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line; Canada Continental Line Ltd.; Canada Far East Line; Canada India Pakistan Service; Canada Mediterranean Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canuk Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; Compania Anonima Venezolana de Navegacion; County Line Ltd.; Cunard Donaldson Dominion Line; Donaldson Line Ltd.; Cunard Steam-Ship Co. Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co. Ltd.; Ellerman's Wilson Line; Fabre Line; Federal Commerce & Navigation Co. Ltd.; Flota Mercante Grancolumbiana S.A.; French Line; Furness, Withy & Co. Ltd.; Greek Line; Hamburg Chicago Line; Head and Lord Line; Holland America Line; Irish Shipping Ltd.; International Freightling Corp.; Israel American Line; Java-New York Line; Kerr Steamships Ltd.; Kingsport Shipping Co. Ltd.; Lampport and Holt Line Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Maersk Line; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Northern Seaboard Agencies Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Scindia Steam Navigation Co. Ltd.; Shipping Limited; St. Lawrence Freightling Corp. Ltd.; Silver Line Ltd.; Swedish American Line; Swedish Chicago Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Thorden Lines; Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line, South African Marine Corp.;

Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line; Canada Continental Line Ltd.; Canada Far East Line; Canada India Pakistan Service; Canada Mediterranean Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canuk Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; Compania Anonima Venezolana de Navegacion; County Line Ltd.; Cunard Donaldson Dominion Line; Donaldson Line Ltd.; Cunard Steam-Ship Co. Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co. Ltd.; Ellerman's Wilson Line; Fabre Line; Federal Commerce & Navigation Co. Ltd.; Flota Mercante Grancolumbiana S.A.; French Line; Furness, Withy & Co. Ltd.; Greek Line; Hamburg Chicago Line; Head and Lord Line; Holland America Line; Irish Shipping Ltd.; International Freightling Corp.; Israel American Line; Java-New York Line; Kerr Steamships Ltd.; Kingsport Shipping Co. Ltd.; Lampport and Holt Line Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Maersk Line; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Northern Seaboard Agencies Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Scindia Steam Navigation Co. Ltd.; Shipping Limited; St. Lawrence Freightling Corp. Ltd.; Silver Line Ltd.; Swedish American Line; Swedish Chicago Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Thorden Lines; Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line, South African Marine Corp.;

2° Les taux horaires de salaires de \$1.71 et de \$2.56½, apparaissant au paragraphe "a" de l'article II, sont remplacés respectivement par les taux de \$1.78 et de \$2.67.

3° Les mots "Tout travail exécuté les dimanches" apparaissant au début du paragraphe "b" de l'article II, sont remplacés par les mots "Tout travail exécuté les dimanches, le Vendredi-Saint".

4° Les taux horaires de salaires de \$1.86 et de \$2.79, apparaissant au paragraphe "d" de l'article II, sont remplacés respectivement par les taux de \$1.93 et de \$2.89½.

5° Les mots "Les taux minima de salaires pour l'arrimage" apparaissant au début du paragraphe "f" de l'article II, sont remplacés par les mots "Les taux minima de salaires pour l'arrimage (y compris la manipulation du grain à l'aide d'arrimeurs automatiques)".

6° Les taux horaires de salaires de \$2.06 et de \$3.09, apparaissant au paragraphe "h" de l'article II, sont remplacés par les taux de \$2.13 et de \$3.19½.

7° Le paragraphe "g" suivant est ajouté à l'article VII:

"g) L'usage d'arrimeurs automatiques pour la manipulation du grain, dont il est fait mention au paragraphe "f" de l'article II, doit être conforme aux dispositions suivantes:

1. Les employeurs peuvent se servir d'arrimeurs automatiques chaque fois qu'ils le jugent à propos, mais lorsqu'ils en font usage il doit y avoir un minimum de vingt-quatre (24) hommes

2. The hourly rates of \$1.71 and \$2.56½ mentioned in subsection "a" of section II, are replaced, respectively, by the rates of \$1.78 and \$2.67.

3. The words "Good Friday are added after the words "Double time shall be paid on Sunday" mentioned at the beginning of subsection "b" of section II.

4. The hourly rates of \$1.86 and \$2.79, mentioned in subsection "d" of section II, are replaced, respectively, by the rates of \$1.93 and \$2.89½.

5. The words "The minimum rates of wages for grain trimming", mentioned at the beginning of subsection "f" of section II, are replaced by the words "The minimum rates of wages for grain trimming (including grain trimming with automatic grain trimming machines)".

6. The hourly rates of \$2.06 and \$3.09, mentioned in subsection "h" of section II, are replaced by the rates of \$2.13 and \$3.19½.

7. The following subsection "g" is added to section VII:

"g) The use of automatic grain trimming machines, referred to in subsection "f" of section II, shall be in accordance with the following provisions;

1. The employers may use automatic grain trimmers at all times they see fit to do so, but when such grain trimmers are used, not less than twenty-four (24) men and one foreman

et d'un contremaître sur chaque navire. De ces vingt-quatre (24) hommes, douze (12) seront affectés à chaque arrimeur automatique lors du déplacement de tel arrimeur.

2. Les douze (12) hommes affectés à chaque arrimeur automatique doivent être distriugués comme suit:

quatre (4) hommes sur le pont, dont un (1) doit agir comme contremaître-adjoint et recevoir le taux de contremaître;

quatre (4) hommes dans la cale;

quatre (4) hommes qui se tiennent prêts à remplacer ceux qui travaillent dans la cale.

3. Les dispositions précédentes n'empêchent pas l'application du paragraphe "i" de l'article V.

4. Les hommes qui se tiennent prêts à remplacer ceux qui travaillent sur un arrimeur automatique ne peuvent être affectés à un autre travail pendant que fonctionne ledit arrimeur.

5. Il doit toujours y avoir un électricien sur les lieux afin d'assurer la mise hors tension de l'arrimeur pendant son déplacement.

6. Les employeurs doivent assurer la sécurité des travailleurs lorsque fonctionne l'arrimeur automatique et doivent voir, avec le concours de la Commission des Ports Nationaux, à ce qu'aucune matière étrangère ne s'introduise dans les conduits."

(Document "F" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,

7508-o

Greffier du Conseil Exécutif.

shall be employed on each vessel, and of the said 24 men, twelve (12) men shall be allotted to each automatic grain trimmer while such grain trimmer is being shifted from one position to another.

2. While each automatic grain trimmer is actually operating, the 12 men allotted to it shall be distributed as follows:

four (4) men on deck, one of whom shall act as assistant-foreman and shall be paid foreman's wages;

four (4) men in the hold;

four (4) men standing by to relieve men in the hold.

3. The foregoing shall not affect the provisions of subsection "i" of section V.

4. Men standing by for each automatic grain trimmer shall not be used on any other job while the grain trimmer concerned is actually operating.

5. An electrician shall be employed at all times in order to make certain the power is cut off while the automatic grain trimmer is being moved.

6. Employers shall take all reasonable safety precautions in connection with the operating of automatic grain trimmers and shall make representations to the National Harbours Board so that steps be taken to prevent foreign matter from being delivered down the grain spouts."

(Document "F" annexed to the order)

L. DÉSILETS,

37508-o

Clerk of the Executive Council.

## Avis divers

### AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Alfred", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le seize juin 1954.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Alfred, dans le comté de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

37499-o

(P.G. 49069-53)

SCLARA HOLDINGS INC.

Règlement (a) amendé

Décrité à une assemblée des directeurs de "Sclara Holdings Inc.", le 11 mars 1954, concernant une augmentation du nombre des directeurs de cette compagnie de trois (3) à six (6):

Règlement 3 (a) amendé

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de six directeurs, chacun desquels au moment de son élection et pendant la durée de son terme, sera un actionnaire de la compagnie, au montant d'au moins une action et n'aura pas d'arrérages respectivement à tout appel sur icelle."

Certifié vraie copie.

SCLARA HOLDINGS INC.

Par: Le Secrétaire-trésorier,  
Mme RUTH SCHONBLUH.

37500

## Miscellaneous Notices

### NOTICE

(Professional Syndicate's Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Alfred", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June sixteenth, 1954.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Alfred, in the county of Beauce.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

37499

(A.G. 49069-53)

SCLARA HOLDINGS INC.

Amended By-law (a)

Enacted at a Meeting of Directors of "Sclara Holdings Inc.", on March 11th, 1954, concerning an increase in the directorate of this company from three (3) to six (6):

Amended By-law 3 (a)

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of six Directors each of whom at the time of his election, and throughout the term of his office shall be a shareholder in the Company to the amount of at least one share and not in arrears in respect of any call thereon."

Certified true copy.

SCLARA HOLDINGS INC.

Per: Mrs. RUTH SCHONBLUH,  
Secretary-Treasurer.

37500-o

(P.G. 10869-54)  
STANDARD MOTORS (QUEBEC) LIMITED

Règlement spécial "A"

Augmentation du nombre des directeurs

Le nombre des directeurs de cette compagnie est, par les présentes, augmenté de trois à cinq et l'article 1 du règlement trois est, par les présentes, amendé pour se lire:

"Nombre des directeurs: Le bureau de direction sera formé de cinq (5) directeurs".

Certifié vraie copie:  
Montréal, 17 mai 1954.

(Secau) Le Secrétaire,  
37501 ROBERT E. MORROW.

(A.G. 10869-54)  
STANDARD MOTORS (QUEBEC) LIMITED

Special By-law "A"

Increase in number of Directors

The number of Directors of this Company is hereby increased from three to five and Article 1 of By-law Three is hereby amended to read:

"Number of Directors: The Board of Directors shall consist of five (5) Directors."

Certified true copy:  
Montreal, May 17th, 1954.

(Seal) ROBERT E. MORROW,  
37501-o Secretary.

AVIS DE RACHAT

CORPORATION DE LA PAROISSE DE SAINT-URBAIN,  
COMTÉ DE CHARLEVOIX

Émission de \$80,000 à 3½%, portant la date du 1er février 1954 et échéant en séries jusqu'au 1er février 1973 (résolution en date du 9 février 1953).

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la paroisse de St-Urbain, comté de Charlevoix, rachètera par anticipation, au pair, le 1er août 1954, en vertu d'une clause de rachat insérée dans ladite résolution du 9 février 1953 et reproduite sur les obligations, les obligations suivantes: \$6,500 d'obligations échéant en 1973 comme suit: 6 x \$1,000 portant les Nos 70 à 75 inclusivement, et 1 x \$500 portant le No. 10, émises conformément à ladite résolution du 9 février 1953.

Lesdites obligations deviendront dues et payables et elles seront payables et rachetées, principal et intérêt, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 1er août 1954, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er août 1954 attachés, aux bureaux de la Banque Canadienne Nationale à Montréal, à Québec ou à Baie St-Paul, au choix du détenteur.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er août 1954.

Donné à Saint-Urbain, comté de Charlevoix, ce 18 juin 1954.

37502-o Le Secrétaire-trésorier,  
RODOLPHE FORTIN.

Province de Québec

VIAU INVESTMENTS LIMITED

Extrait du règlement spécial "A"

Le règlement spécial "A" décrété par les directeurs de la compagnie "Viau Investments Limited" le 28 mai 1953, pourvoie à la distribution des biens et propriétés de cette compagnie au prorata entre ses actionnaires, et cette distribution étant effectuée, l'acte de dissolution de la compagnie et l'abandon de sa charte.

Montréal, le 4 juin 1954.

Copie certifiée.

37503-o Le Secrétaire,  
ESTELLE THEMENS.

NOTICE OF REDEMPTION

PARISH CORPORATION OF ST. URBAIN, COUNTY  
OF CHARLEVOIX

A Bon issue of \$80,000 at 3½%, bearing date the first day of February 1954 and maturing serially up to February 1st, 1973 (Resolution dated February 9, 1953).

Public notice is hereby given that the Corporation of the Parish of St. Urbain, County of Charlevoix, shall redeem in advance, at par, on August 1st, 1954, pursuant to a redemption clause inserted in resolution February 9, 1953, reproduced on the said following bonds: \$6,500 bonds maturing in 1973 as follows: 6 x \$1,000 bearing Nos 70 to 75 inclusive, and 1 x \$500 bearing No. 10, issued in accordance with Resolution dated February 9, 1953.

The said bonds shall become due and payable, and they shall be paid and redeemed in principal interest, at the abovementioned date, in legal Canadian currency, with interest accrued until August 1st, 1954, upon presentation and surrender of same, with attached thereto, all interest coupons maturing after August 1st, 1954, at the office of the Banque Canadienne Nationale, in Montreal, Quebec, or Baie St. Paul, at the holder's option.

The said bonds shall cease to bear interest as from August 1st, 1954.

Given at St. Urbain, County of Charlevoix, this June 18, 1954.

37502 RODOLPHE FORTIN,  
Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

VIAU INVESTMENTS LIMITED

Summary of Special By-Law "A"

Special By-law "A" enacted by the directors of the company "Viau Investments Limited" on the 28th of May 1953, provides for the distribution of all assets and property of that company ratably amongst its shareholders and upon this distribution being made, the dissolution of the company and the surrender of the charter.

Montreal, the 4th of June 1954.

Certified copy.

37503-o ESTELLE THEMENS,  
Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of

syndicat coopératif "Le Service de Construction du Lac St-Jean Inc.", en date du 14 juin 1954, dont le siège social est situé à Alma, dans le comté du Lac St-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le seize juin 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
37510-o JEAN BRUCHÉSI.

foundation of the cooperative syndicate "Le Service de Construction du Lac St-Jean Inc.", under date June 14, 1954, whereof the head office is at Alma, in the county of Lake St. John, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of June 1954.

JEAN BRUCHÉSI,  
37510 Under Secretary of the Province.

### AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Travailleurs de l'Industrie de l'Électronique et des Opérateurs de Machines de Montréal — National Syndicate of Electronic Workers and Machine Operators of Montreal." pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le dix juin 1954.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
37506-o JEAN BRUCHÉSI.

### NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National des Travailleurs de l'Industrie de l'Électronique et des Opérateurs de Machines de Montréal — National Syndicate of Electronic Workers and Machine Operators of Montreal." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June tenth, 1954.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, in the judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,  
37506 Under Secretary of the Province.

### SOMMAIRE

Avis est, par les présentes, donné que "Edward H. Hart Ltd.", une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, dont le siège social est à Montréal, a, ce 8e jour de décembre 1954, adopté un règlement pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie au pro rata entre ses actionnaires;

Avis est aussi donné que ladite compagnie s'adressera subséquemment au Procureur général de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à Montréal, ce 8e jour de mai 1954.  
(Seau) Le Secrétaire,  
37509 JEAN HARRIS.

### SUMMARY

Notice is hereby given that "Edward H. Hart Ltd.", a company incorporated under the Quebec Companies' Act, with head office at Montreal, has, this 8th day of December, 1954, adopted a By-law providing for a pro rata distribution of the Company's assets between the shareholders;

Notice is also given that said Company shall apply subsequently to the Attorney General of the Province of Quebec, in order to obtain leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act.

Given at Montreal, this 8th day of May 1954.  
(Seal) JEAN HARRIS,  
37509-o Secretary.

### AVIS

Avis public est, par les présentes, donné que, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, "The Hydro-Electric Power Commission of Ontario", ayant son siège social en la cité de Toronto, province d'Ontario, se propose de demander l'autorisation de faire faire des travaux pour la production d'énergie électrique consistant essentiellement en un barrage principal, travaux en amont, centrale électrique, canal d'aval, canal de décharge et une chute à billots sur le cours d'eau connu comme étant la rivière Ottawa, partie dans la province d'Ontario et partie dans la province de Québec, la portion desdits ouvrages dans la province de Québec se trouvant sur les lots 19, 20 et 21, rang de la rivière Ottawa, dans le canton Boisclere, comté de Témiscamingue, et sur les terrains couverts par les eaux de la rivière Ottawa en face de parties desdits lots.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis de ces travaux indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, ont été transmis au ministre des ressources hydrau-

### NOTICE

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that The Hydro-Electric Power Commission of Ontario, having its head office at the city of Toronto, in the Province of Ontario, intends to apply for authorization to have constructed works for the production of electrical energy consisting essentially of a main dam, headworks, power house, tailrace channel, discharge channel, and a log chute, on the watercourse known as the Ottawa river, partly in the Province of Ontario and partly in the Province of Quebec, the portion of the said works in the Province of Quebec to be on lots 19, 20 and 21, Ottawa river range, in the township of Boisclere, in the county of Temiscamingue, and on lands covered by the waters of the Ottawa river in front of parts of the said lots.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications of such works showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, have been forwarded to the Minister of Hy-

liques et que des duplicata de ces plans et devis ont été déposés au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue, à Ville-Marie, Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Daté à Toronto, Ontario, ce 26e jour de mai 1954.

THE HYDRO-ELECTRIC POWER  
COMMISSION OF ONTARIO  
Le Secrétaire,  
E. B. EASSON.

37514-26-4

(P.G. 45561-53)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé le 21e jour de juin 1954, les règlements de "Brasid Club Corporation" tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 15 janvier 1954, et ce, conformément à l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 23e jour de juin 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

37524

(P.G. 11415-54)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 21e jour de juin 1954, les règlements généraux de "Lennoxville Curling Club, Inc.", et le règlement spécial "A" adopté à l'assemblée tenue le 12 mai 1954, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 23e jour de juin 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

37525

draulic Resources and that duplicates of such plans and specifications have been deposited at the registry office of the registration division of Témiscamingue at Ville-Marie, Québec.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Dated at Toronto, Ontario, this 26th day of May, 1954.

THE HYDRO-ELECTRIC POWER  
COMMISSION OF ONTARIO  
E. B. EASSON,  
Secretary.

37514-26-4-o

(A.G. 45561-53)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-laws of "Breside Club Corporation", as adopted at the meeting held on January 15th, 1954, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 21st day of June, 1954, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary this 23rd day of June, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

37524-o

(A.G. 11415-54)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the general By-laws of "Lennoxville Curling Club, Inc.", and Special By-law "A" adopted at the meeting held on May 12th, 1954, were approved on the 21st day of June, 1954, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of June, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

37525-o

## Chartes — Abandon de .

### WINTHROP-STEARN'S INC.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, "Winthrop Stearns Inc.", une corporation exerçant son commerce conformément aux lois de l'état du Delaware, États-Unis d'Amérique donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner son permis accordé à une corporation étrangère et obtenir son annulation à compter d'une date qu'il plaira audit Lieutenant-gouverneur de fixer.

Daté à New York, N.Y., ce 1er jour d'avril 1954.

WINTHROP-STEARN'S INC.,  
Par le Secrétaire,  
DAVID RASCH.

37504

### KARRYS RECREATION ACADEMY LTD.

Avis de demande d'abandon de charte

Avis est, par les présentes, donné que, conformément aux dispositions des articles 26 et suivants de la Loi des compagnies de Québec, que la compagnie "Karrys Recreation Academy

## Charters — Surrender of

### WINTHROP-STEARN'S INC.

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Winthrop-Stearns Inc.", a corporation carrying on business under the laws of the State of Delaware, U.S.A., hereby gives notice that this corporation will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the Province of Quebec for leave to surrender its Extra-Provincial License and its cancellation on and from a date to be fixed by the said Lieutenant-Governor.

Dated at New York, N.Y., this 1st day of April, 1954.

WINTHROP-STEARN'S INC.,  
By DAVID RASCH,  
Secretary.

37504-o

### KARRYS RECREATION ACADEMY LTD.

Notice of application for leave to surrender charter

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of Sections 26 and following of The Quebec Companies' Act, "Karrys Recreation Academy Ltd." will forthwith apply to the

Ltd." demandera instamment au Procureur général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte et les directives quant à son annulation et la fixation d'une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, 16 juin 1954.

KARRYS RECREATION ACADEMY LTD.

Par: Le Président,

GEORGE D. METRAKOS.

Le Secrétaire-trésorier,

GEO. C. SPILIOPOULOS.

37511

Attorney General of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and direction for its cancellation and the fixing of a date upon and from which the company shall be dissolved.

Montreal, June 16th, 1954.

KARRYS RECREATION ACADEMY LTD.

Per: GEORGE D. METRAKOS,

President.

GEO. C. SPILIOPOULOS,

Secretary-Treasurer.

37511-o

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Edouard Lévesque Ltée", corporation dûment constituée en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a demandé au Procureur général de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte selon les prescriptions de ladite Loi.

Daté à Montréal, le vingt juin, mil neuf cent cinquante-quatre.

Le Secrétaire,

GRÉGOIRE ARGYRAKIS.

37507-o

Notice is hereby given that the company "Edouard Lévesque Ltée", corporation duly incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montréal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter according to the provisions of the said Act.

Dated at Montreal, June twentieth, nineteen hundred and fifty-four.

GRÉGOIRE ARGYRAKIS,

Secretary.

37507

## Département de l'Instruction publique

N° 634-54.

Québec, le 9 juin, 1954.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Louis-de-Bonsecours, dans le comté de Richelieu, en celui de St-Louis-de-Richelieu, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

37460-25-2-o

O. J. DÉSAULNIERS.

## Department of Education

No. 634-54.

Quebec, June 9th, 1954.

Application is made to change the name of the school municipality of St. Louis-de-Bonsecours, in the County of Richelieu, to that of St. Louis-de-Richelieu, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,

37460-25-2

Superintendent of Education.

N° 1393-51.

Québec, le 7 juin, 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Bruno, dans le comté de Chambly, les parties de lots ci-dessous décrites pour les annexer à la municipalité scolaire du village de St-Bruno, dans le même comté.

Ce territoire est décrit comme étant un emplacement en front du chemin du rang des Douze de la 20ème concession de la paroisse de St-Bruno et qui comprend:

a) une partie du lot 336 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Bruno, mesurant 95 pieds et 11 pouces de largeur à angle droit aux lignes de côtés par 6 arpents en profondeur du côté nord-est et 6 arpents en profondeur sur la ligne du côté sud-ouest, bornée au nord-ouest par le chemin du rang des Douze, au sud-est par une autre partie dudit lot 336, au nord-est par une partie du lot 335 dudit cadastre officiel et au sud-ouest par la partie du lot 337 ci-dessous décrite, et:

b) partie du lot 337 du même cadastre, mesurant 95 pieds et 11 pouces en largeur à angle droit aux lignes de côtés, 6 arpents en profondeur du côté nord-est et 6 arpents en profondeur du côté sud-ouest, bornée au nord-ouest par ledit chemin du rang des Douze, au sud-est par une autre partie dudit lot 337, au nord-est par la partie du lot 336 décrite ci-haut et au sud-ouest par la partie du lot 338 dudit cadastre officiel ci-dessus mentionné.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

37461-25-2-o

O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1393-51.

Quebec, June 7, 1954.

Application is made to detach from the school municipality of the Parish of St. Bruno, in the County of Chambly, parts of lots hereinunder described in order to annex them to the school municipality of the Village of St. Bruno, same County.

This area is described as being an emplacement fronting Range "des Douze", in Concession 20th, of the Parish of St. Bruno, and includes:

a) part of lot 336 of the official plan and book of reference of the Parish of St. Bruno, measuring 95 feet and 11 inches in width, in a straight angle with the side lines, by 6 arpents in depth on the northeast side, and 6 arpents in depth on the line to the southwest, bounded northwesterly by the road of Range "des Douze", southeasterly by another part of said lot 336, northeasterly by a part of lot 335 of said official cadastre, and southwesterly by that part of lot 337 hereinunder described, and:

b) part of lot 337 of said cadastre, measuring 95 feet and 11 inches in width at a straight angle with the side lines, 6 arpents in depth on the northeast side and 6 arpents in depth on the southwest side, bounded northwesterly by said road of Range "des Douze", southeasterly by another part of said lot 337, northeasterly by that part of lot 336 hereinabove described and southwesterly by that part of lot 338 of said official cadastre hereinabove mentioned.

O. J. DÉSAULNIERS,

37461-25-2

Superintendent of Education.

N° 427-54.

Québec, le 11 juin, 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du Canton de Hull, le lot 15-F du rang II du canton de Hull pour l'annexer, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante d'Aylmer dans le comté de Gatineau.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
37481-25-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 427-54.

Quebec, June 11, 1954.

Application is made to detach from the school municipality of the township of Hull, lot 15-F from range II of the township of Hull to annex it, for the Protestant ratepayers only, to the Protestant School Municipality of Aylmer, in the county of Gatineau.

O. J. DÉSAULNIERS,  
37481-25-2 Superintendent of Education.

N° 647-54.

Québec, le 11 juin, 1954.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Catherine-de-Fossambault, dans le comté de Portneuf, en celui de Ste-Catherine, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
37482-25-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 647-54

Quebec, June 11, 1954.

Application is made to change the name of the School Municipality of St. Catherine-de-Fossambault, in the County of Portneuf, to that of St. Catherine, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,  
37482-25-2 Superintendent of Education.

N° 354-54.

Québec, le 17 juin, 1954.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 9 juin 1954, d'annexer à la municipalité scolaire de Bouchette, dans le comté de Gatineau, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Cameron, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet au 1er juillet 1954.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
37517-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 354-54.

Quebec, June 17, 1954.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased by Order in Council dated June 9, 1954, to annex to the school municipality of Bouchette, in the county of Gatineau, the present territory of the school municipality of Cameron, in the same county.

This Order in Council will take effect on July 1st, 1954.

O. J. DÉSAULNIERS,  
37517 Superintendent of Education.

N° 660-53.

Québec, le 18 juin, 1954.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 9 juin 1954, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Wilfrid-de-Barnston, dans le comté de Stanstead, les lots 13-C et 14-B du rang VI du canton de Barnston, pour les annexer à la municipalité scolaire de Barnston, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet au 1er juillet 1954.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
37517-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 660-53.

Quebec, June 18, 1954.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 9, 1954, to detach from the School Municipality of St. Wilfrid-de-Barnston, in the County of Stanstead, lots 13-C and 14-B, Range VI, of the Township of Barnston, in order to annex them to the School Municipality of Barnston, same County.

This Order in Council will take effect on July first 1954.

O. J. DÉSAULNIERS,  
37517 Superintendent of Education.

N° 383-51.

Québec, le 17 juin, 1954.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 9 juin 1954, d'annexer à la municipalité scolaire de la ville de Beauport, dans le comté de Québec, le territoire ci-dessous décrit qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

Ce territoire de forme triangulaire étant partie du lot 565 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, situé immédiatement au nord de la route seigneuriale, est borné comme suit: à l'est par le lot 560; au sud-est par la route seigneuriale; au nord par le lot 565.

Ce terrain mesure 168 pieds au nord, 240 pieds à l'est et 275 pieds au sud-ouest, donnant une superficie totale de 20,110 pieds carrés.

Cet arrêté ministériel prendra effet conformément à l'article 74 du code scolaire, le 24 juin courant.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
37517-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 383-51.

Quebec, June 17, 1954.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated June 9, 1954, to annex to the school municipality of the Town of Beauport, in the County of Quebec, the territory hereinunder described, which is unorganized as far as schools are concerned.

This territory, of triangular form, being part of lot 565 of the official cadastre of the parish of Beauport, situate directly north of the seigniorial road, is bounded as follows: to the east by lot 560; southeast, by the seigniorial road, north, by lot 565.

This land measures 168 feet northwards, 240 feet eastwards and 275 feet to the southwest, covering a total area of 20,110 square feet.

This Order in Council shall take effect in conformity with section 74 of the School Code, on June 24 next.

O. J. DÉSAULNIERS,  
37517 Superintendent of Education.

N° 408-54.

Québec, le 18 juin 1954.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 9 juin 1954, d'annexer à la municipalité scolaire de Bouchette, dans le comté de Gatineau, les lots 1 à 13 inclu-

No. 408-54.

Quebec, June 18, 1954.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased by Order in Council, dated June 9, 1954, to annex to the school municipality of Bouchette, in the county of Gatineau, lots

sivement du rang "D" du canton de Wright, qui seront détachés de la municipalité scolaire de Wright, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet au 1er juillet 1954.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
37517-o O. J. DÉSAULNIERS.

1 to 13 inclusively of range "D" of the township of Wright, which shall be detached from the school municipality of Wright, in the same county.

This Order in Council will take effect on July 1st, 1954.

O. J. DÉSAULNIERS,  
Superintendent of Education.

N° 20-52.

Québec, le 18 juin 1954.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 9 juin 1954, d'annuler l'item trois de l'arrêté ministériel no 829, en date du 16 juillet 1953, annexant les lots 46 à 66 inclusivement et la partie du lot 67 mesurant 28 arpents de hauteur par trois arpents de largeur et appartenant à monsieur Aurélien Lessard du rang I sud-ouest d'Aubert-Gallion, à la municipalité scolaire de St-Georges-Ouest paroisse, dans le comté de Beauce.

Cette annulation prend effet immédiatement.  
Le Surintendant de l'Instruction publique,  
37517-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 20-52.

Quebec, June 18, 1954.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased by Order in Council dated June 9, 1954, to cancel item three of the Order in Council No. 829, bearing date the 16th day of July, 1953, annexing lots 46 to 66 inclusively and the part of lot 67 measuring 28 arpents in height by three arpents in width and belonging to Mr. Aurélien Lessard of range 1 southwest of Aubert-Gallion, to the school municipality of St-Georges-West, parish, in the county of Beauce.

This cancellation takes effect immediately.  
O. J. DÉSAULNIERS,  
Superintendent of Education.

N° 671-54.

Québec, le 21 juin, 1954.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Havre-Aubert-Est, dans le comté des Iles-de-la-Madeleine, en celui de "Havre-Aubert", dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
37522-26-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 671-54.

Quebec, June 21, 1954.

Application is made to change the name of the School Municipality of Havre-Aubert-East, in the County of Magdalen Islands, to that of "Havre-Aubert", same county.

O. J. DÉSAULNIERS,  
Superintendent of Education.

## Département des Terres et Forêts

## Department of Lands and Forests

### AVIS

### NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine (Paroisse de Laprairie) division d'enregistrement de Laprairie.

Official Cadastre of the Parish of Laprairie de la Magdeleine (Parish of Laprairie) registration division of Laprairie.

Avis est par la présente donné que les lots 555-101 à 555-118 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 555-101 to 555-118 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 15 juin 1954.

Quebec, June the 15th, 1954.

Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-Ministre,  
37498-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

## Département du Travail

## Department of Labour

### AVIS DE PRÉLÈVEMENT

### NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'Industrie de la confection pour dames, dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 2375, du 9 septembre 1937, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 627, du 17 juin 1954 (section "E"), le tout d'abord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Ladies Cloak and Suit Industry for the Province of Quebec, established under decree number 2375 of September 9, 1937, and amendments, has been authorized by a by-law approval by Order in Council number 627 of June 17, 1954, part "E", to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Cotisation

1. Levy

La période de cotisation s'étend du 1er juillet, 1954, au 30 juin 1955, ladite cotisation s'exerce de la façon suivante:

The period of levy shall extend from July 1st, 1954, to June 30th, 1955, and apply as hereinafter mentioned:

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la confection pour dames assujettis au décret numéro 2375 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% des salaires, bonis et allocations payés à leurs salariés des deux sexes (à l'exception des gérants, surintendant, contremaîtres et employés de bureau) assujettis audit décret.

a) All professional employers in the Ladies' Cloak and Suit Industry subject to decree number 2375 and amendments must pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of salaries, bonuses and allowances paid to their employees of both sexes, with the exception of managers, superintendents, foremen and office employees, subject to the said decree.

b) Tous les salariés des deux sexes de l'industrie de la confection pour dames, assujettis au décret numéro 2375 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur salaire, bonis et allocations, à l'exception des gérants, surintendants, contremaîtres et employés de bureau.

b) All employees of both sexes of the Ladies' Cloak and Suit Industry, subject to decree number 2375 and amendments are obliged to contribute to the said Parity Committee, a sum equivalent to 1/2 of 1% of their salaries, bonuses and allowances, with the exception of managers, superintendents, foremen and office employees.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

L'employeur professionnel doit faire des rapports mensuels, en duplicata, sur des formules fournies par le comité paritaire. Ces rapports doivent indiquer les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, la qualification de tel salarié, les heures régulières et supplémentaires effectuées chaque jour, la nature de tel travail ainsi que les salaires payés, avec mention du mode et de la période de paye. Ces rapports mensuels doivent être signés par l'employeur ou un agnet dûment autorisé dont l'original où apparaît la liste de paye doit être adressé aux bureaux du comité paritaire au plus tard le dix du mois suivant.

The professional employer must make monthly payroll reports, in duplicate, the form of which to be supplied by the Parity Committee. These reports are to indicate the surnames, christian names and residence of each employee, in his employ, the competency of such employee, the regular and extra hours of daily labour, and its nature, as well as the wages paid for such labour, with mention of the method and time of payment. Said monthly payroll reports are to be signed by the employer or a duly authorized agent, the original of which, containing the payroll report, shall be sent to the office of the Parity Committee not later than the tenth (10th) of the month following.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et faire parvenir les montants ainsi perçus audit Comité paritaire en même temps que leur propre cotisation, dans les quatre jours qui suivent la date à laquelle les dits salaires hebdomadaires sont payables aux salariés.

The professional employer must collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee and remit the amount so collected to the said Parity Committee together with his own assessment not later than four (4) days from the date when the said weekly wages were due to the employees.

3. Rapport financier

3. Financial report

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Ci-annexé un état des recettes et déboursés probables du Comité paritaire pour la période commençant le 1er juillet 1954, et se terminant le 30 juin 1955.

An estimate statement of the receipts and expenditures of the Parity Committee for the period beginning July 1st, 1954 and ending June 30th, 1955, is hereto annexed.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA  
CONFECTION POUR DAMES DANS LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

THE JOINT COMMITTEE OF THE LADIES'  
CLOAK AND SUIT INDUSTRY OF THE  
PROVINCE OF QUEBEC

État des recettes et déboursés pour une année,  
du 1er juillet 1954, au 30 juin 1955.

Estimate of receipts and expenditures for the  
period comprised between July 1st, 1954 and  
June 30th, 1955.

Recettes:

Cotisations (1/2 de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$31,250.00
Salariés.....	31,250.00
Intérêts sur obligations.....	1,100.00
Revenus légaux.....	200.00
	<hr/>
	\$63,800.00

Déboursés:

Salaires (bureau).....	\$13,500.00
------------------------	-------------

Receipts:

Assessments (1/2 of 1%):	
Professional employers.....	\$31,250.00
Employees.....	31,250.00
Bond Interest.....	1,100.00
Miscellaneous Legal Income.....	200.00
	<hr/>
	\$63,800.00

Expenditures:

Office salaries.....	\$13,500.00
----------------------	-------------

Salaires des inspecteurs et inspections supplémentaires.....	14,000.00	Inspectors' Salaries and extra Inspection .....	14,000.00
Administration .....	10,080.00	Administration .....	10,080.00
	<u>\$37,580.00</u>		<u>\$37,580.00</u>
Téléphone et télégrammes.....	520.00	Telephone & Telegraph.....	520.00
Frais de déplacement.....	3,400.00	Travelling expenses.....	3,400.00
Loyer.....	4,324.00	Rent .....	4,324.00
Taxes.....	350.00	Taxes.....	350.00
Papeterie, timbres et dépenses de bureau.....	4,350.00	Stationery, Postage and Office expenses.....	4,350.00
Frais légaux.....	7,000.00	Legal Fees .....	7,000.00
Audition.....	600.00	Audit Fees.....	600.00
Électricité.....	30.00	Lights.....	30.00
Billet de tramways et déplacement local.....	250.00	Garfare & Local Transportation .....	250.00
Accessoires de bureau.....	500.00	Office Equipment .....	500.00
Assurance chômage.....	250.00	Unemployment Insurance.....	250.00
Frais de cautionnement, Dépenses diverses, Enquêtes spéciales, Frais de banque, Jetons de présence, Dépenses des inspecteurs, etc.....	4,200.00	Insurance Guarantee Bond, Miscellaneous Expenses Special Investigations Bank Charges Committee meeting expenses Inspectors' Expenses, etc.,.....	4,200.00
	<u>\$63,354.00</u>		<u>\$63,354.00</u>
Surplus prévu .....	446.00	Estimated Surplus .....	446.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,  
Québec, le 26 juin 1954. 37508-o

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, June 26, 1954. 37508-o

#### AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec, établi en exécution du décret numéro 505 du 7 mai 1952, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 627 du 17 juin 1954 section "F" le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionné:

##### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1954 au 30 juin 1955; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 505 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{4}$  de 1% du salaire total payé à leurs salariés régis par le décret.

b) Les salariés régis par le décret numéro 505 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{4}$  de 1% de leur salaire total.

##### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règlements du Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

#### NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Furniture Industry of Québec, established under decree number 505 of May 7, 1952 has been authorized by by-law approved by Order in Council number 627 of June 17, 1954, part "F" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

##### 1. Levy

The period of levy shall extend from July 1st, 1954 to June 30, 1955; the levy shall apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree No. 505 and amendments, shall pay to the Joint Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{4}$  of 1% of the total wages paid to their employees, governed by the decree.

b) The employees governed by the said decree No. 505 and amendments, shall pay to the Joint Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{4}$  of 1% of their total wages.

##### 2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms which must be filled in according to the by-laws of the Committee. The professional employer shall see to it that these reports be forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations doit être signé, assermenté et adressé au Comité paritaire dans un délai de quinze (15) jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

The report of the professional employer, together with the assessments, shall be signed and sworn to before it is sent to the Parity Committee, which will be no later than fifteen (15) days after the expiration of the period for which it is exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire de l'Industrie du Meuble de Québec, à compter du 1er juillet 1954 au 30 juin 1955.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU MEUBLE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1954 et le 30 juin 1955.

**Recettes:**

Estimé des gages pour l'année	\$10,000,000.00
Cotisations (1/4 de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$25,000.00
Salariés.....	25,000.00
	<hr/>
	\$50,000.00

**Déboursés:**

Salaires du secrétaire.....	\$ 4,800.00
Loyer.....	1,767.00
Électricité.....	45.00
Taxe d'eau et d'affaires.....	100.00
Articles divers.....	150.00
Entretien et réparations.....	531.00
Salaires: Bureau des Inspecteurs....	19,300.00
Frais de voyage: Inspecteurs et secrétaire.....	4,000.00
Dépenses des délégués.....	7,000.00
Téléphone et télégrammes.....	260.00
Frais légaux.....	1,200.00
Frais de vérification.....	400.00
Impression et papeterie.....	500.00
Timbres-poste.....	350.00
Frais généraux.....	700.00
Mauvaises créances.....	100.00
Frais bancaires.....	200.00
Articles légaux — réserve.....	5,000.00
Assurance-groupe.....	150.00
	<hr/>
	\$46,553.00
Surplus prévu.....	3,447.00
	<hr/>
	\$50,000.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 26 juin 1954. 37508-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, établi en exécution du décret numéro 1021 du 10 septembre 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 627 du 17 juin 1954, section "G", con-

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Joint Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, for the period extending from July 1st, 1954 to June 30, 1955.

ESTIMATED BUDGET OF THE JOINT COMMITTEE OF THE FURNITURE INDUSTRY OF QUEBEC

Estimated budget for the period extending from July 1st, 1954, to June 30, 1955.

**Revenues (estimated)**

Estimate of Annual Wages:	\$10,000,000.00
Assessments (1/4 of 1%):	
Professional Employers.....	\$25,000.00
Employees.....	25,000.00
	<hr/>
	\$50,000.00

**Expenses (estimated):**

Secretary's Salary.....	\$4,800.00
Rent.....	1,767.00
Light.....	45.00
Water & Business Taxes.....	100.00
Miscellaneous Articles.....	150.00
Maintenance & Repairs.....	531.00
Salaries: Office and inspectors.....	19,300.00
Travelling Expenses:	
Inspector and Secretary.....	4,000.00
Expenses:	
Members of the Committee.....	7,000.00
Telephone and telegrams.....	260.00
Legal Fees.....	1,200.00
Audition Fees.....	400.00
Printing & Stationery.....	500.00
Postage.....	350.00
General Expenses.....	700.00
Bad Debts.....	100.00
Bank Fees.....	200.00
Court actions and reserve.....	5,000.00
Group insurance.....	150.00
	<hr/>
	\$46,553.00
Estimate surplus.....	\$ 3,447.00
	<hr/>
	\$50,000.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 26, 1954. 37508-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of Montreal, formed under decree number 1021 of September 10, 1953, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 627 of June 17, 1954, part "G", in conformity with the provisions of

formément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret de la manière ci-après décrite:

### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1954 au 1er avril 1955; cette cotisation s'exerce de la manière ci-après décrite:

a) Tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 1021 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés régis par le décret (salaires réguliers, pourcentages, allocations, commissions ou bonis).

b) Les artisans assujettis audit décret, numéro 1021, et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Tous les salariés assujettis audit décret, numéro 1021, et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération (salaires réguliers, pourcentages, allocations, commissions ou bonis).

### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception desdites cotisations, le Comité paritaire met à la disposition de tous les employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous renseignements exigés par le Comité paritaire. Les employeurs professionnels doivent faire leur rapport, le signer et le transmettre au Comité paritaire à tous les mois.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, les prélèvements de chacun de leurs salariés au moyen d'une déduction appropriée sur leurs salaires.

Tous les employeurs professionnels doivent transmettre tels rapports au Comité paritaire le ou avant le 10ème jour de chaque mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible. Ledit rapport doit être accompagné des cotisations de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par les salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation desdits rapports chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable chaque mois par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans avis préalable.

Si un employeur professionnel ou un artisan refuse de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq jours lui sera donné pour remplir ses obligations.

### 3. Rapport financier

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit soumettre au Ministre du Travail un rapport trimestriel de ses opérations financières aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et déboursés probables du Comité paritaire pour la période comprise entre le 1er juillet 1954 et le 31 mars 1955.

the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, in the manner hereafter described:

### 1. Levy

The period of levy extends from the 1st of July 1954 to the 1st of April 1955, and the levy shall be established in the following manner:

a) All professional employers governed by Decree number 1021 and amendments shall pay to the Parity Committee an amount of  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll in respect of their employees governed by the said decree. (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses).

b) Artisans governed by said Decree number 1021 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equal to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the salary established in the Decree, for the lowest paid journeyman.

c) All employees governed by said Decree number 1021, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equal to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their remuneration (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses).

### 2. Method of collection

In order to facilitate the collection of the said levies, the Parity Committee shall place at the disposal of all professional employers report forms upon which shall be furnished all the information required by it. Professional employers shall complete their report, sign and transmit it to the Parity Committee monthly.

Professional employers shall collect at the end of each week, in the name of the Committee the levy exigible from each employee by deductions of the appropriate amount from his salary.

All professional employers shall transmit such reports to the Parity Committee on or before the 10th day of each month following the expiry date of the period for which it is exigible. The said report must be accompanied by the levy of the professional employer and the amounts payable to the Parity Committee by the employees. The Parity Committee shall have authority to require said reports to be signed under oath, whenever necessary.

The levy imposed by the present by-law shall be payable monthly by the professional employers, artisans and employees without previous notice.

Upon refusal of a professional employer or an artisan to give the necessary information, a notice of five days shall be given him within which to comply with his obligations in the matter.

### 3. Financial Report

In accordance with the Collective Agreement Act, The Parity Committee shall present a quarterly report of its financial position to the Minister of Labour, such reports to be dated as follows: 31st March, 30th June, 30th September and 31st December.

Hereto attached is a statement of the receipts and disbursements contemplated by the Joint Committee for the period from the 1st of July 1954 to the 31st March 1955.

LE COMITÉ CONJOINT DES MÉTIERS DE LA  
CONSTRUCTION DE MONTRÉAL

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE OF  
MONTREAL

État des recettes et des déboursés probables  
pour la période comprise entre le 1er juillet  
1954 et le 31 mars 1955.

Contemplated Income and Expenditure for the  
period from 1st July 1954 to 31st March 1955.

*Recettes:*

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels . . . . .	\$255,000.00
Salariés . . . . .	255,000.00
	\$510,000.00

*Déboursés:*

Indemnité au Centre d'Apprentissage, Montréal, pour fins d'admini- stration . . . . .	\$217,500.00
Indemnité à la Commission du Salaire minimum pour services d'admini- stration en rapport avec le système de vacances payées . . . . .	37,500.00
Salaires du secrétaire et du person- nel du bureau . . . . .	45,000.00
Jetons de présence et dépenses des membres . . . . .	18,250.00
Salaire des inspecteurs . . . . .	97,750.00
Dépenses de voyage des inspecteurs	18,000.00
Fond de pension des employés . . . . .	9,000.00
Assurance, taxes, nettoyage et en- tretien de l'immeuble . . . . .	3,000.00
Impression et papeterie . . . . .	4,750.00
Timbres-poste . . . . .	1,875.00
Chauffage et électricité . . . . .	1,125.00
Téléphone . . . . .	1,500.00
Bureau des examinateurs . . . . .	10,875.00
Frais légaux et professionnels, véri- fication des livres . . . . .	7,625.00
Dépréciation — ameublement et accessoires . . . . .	1,687.50
Dépréciation — immeuble . . . . .	3,850.00
Dépenses diverses . . . . .	2,400.00

\$481,687.50

Surplus . . . . . 28,312.50

\$510,000.00

*Déboursé extraordinaire:*

Subvention au fonds de construc- tion du Centre d'Apprentissage, Montréal, pour la période ci-haut (9 mois) à être souscrit des réserves . . . . .	\$112,500.00
---	--------------

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 26 juin 1954. 37508

*Income:*

Assessment (½ of 1%):	
Professional Employers . . . . .	\$255,000.00
Employees . . . . .	255,000.00
	\$510,000.00

*Expenditure:*

Indemnity to Apprenticeship Centre, Montreal, for Administration purposes . . . . .	217,500.00
Indemnity to the Minimum Wage Commission for administration service, in connection with vaca- tion-with-pay . . . . .	37,500.00
Secretary & Office Personnel — Salaries . . . . .	45,000.00
Members' attendance fees and ex- penses . . . . .	18,250.00
Inspectors' salaries . . . . .	97,750.00
Inspectors' travelling expenses . . . . .	18,000.00
Employees' retirement & welfare fund . . . . .	9,000.00
Insurance, taxes, cleaning & main- tenance of Building . . . . .	3,000.00
Printing & Stationery . . . . .	4,750.00
Postage Stamps . . . . .	1,875.00
Heating & Electricity . . . . .	1,125.00
Telephone . . . . .	1,500.00
Fees: Boards of Examiners . . . . .	10,875.00
Legal, Audit & Professional fees . . . . .	7,625.00
Depreciation — Fixtures & Furni- ture . . . . .	1,687.50
Depreciation — Office Building . . . . .	3,850.00
Miscellaneous expenses . . . . .	2,400.00

\$481,687.50

Surplus . . . . . 28,312.50

\$510,000.00

*Extraordinary Expenditure:*

Grant-in-aid of Building fund for Apprenticeship Centre, Mon- treal, for above period (9 months) to be defrayed from Reserve . . . . .	\$112,500.00
---	--------------

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 26, 1954. 37508-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons de la province de Québec établi en exécution du décret numéro 513, du 30 avril 1953 a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 627-D du 17 juin 1954, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry for the Province of Quebec, formed under decree number 513 of April 30, 1953, has been authorized by a by-law approved by the Order in Council number 627-D of June 17, 1954, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), to collect levies from the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

Le période de cotisation s'étend du 1er juillet 1954 au 30 juin 1955; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 513 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{4}$  de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 513 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{4}$  de 1% de leurs salaires fixes et de leurs pourcentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé et adressé au Comité paritaire avec les cotisations le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint de l'Industrie des Vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er juillet 1954 et le 30 juin 1955.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DES VÊTEMENTS D'HOMMES ET DE GARÇONS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1954 et le 30 juin 1955.

Disponibilités au 1er juillet 1954...	\$ 51,473.09
Obligations du Gouvernement fédéral (3%)	32,000.00
Avance re: Bons d'épargne des employés	1,252.00
	<u>\$ 84,725.09</u>

*Recettes:*

Cotisations ( $\frac{1}{4}$ de 1%):	
Employeurs professionnels (12 mois)	57,500.00
Salariés (12 mois)	57,500.00
Revenu des loyers	1,500.00

1. Levy

The period of levy shall extend from July 1, 1954 to June 30, 1955; and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree number 513 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{4}$  of 1% of the fixed wages and commissions paid to their employees subject to the said decree.

b) The employees governed by the said decree number 513 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{4}$  of 1% of their fixed wages and percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have these reports made and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer must be signed and sent to the Parity Committee, together with levies, on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry for the Province of Quebec, for the period comprised between July 1st, 1954, and June 30, 1955, is annexed hereto.

THE JOINT COMMITTEE OF THE MEN'S AND BOYS' CLOTHING INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimated receipts and disbursements for the period comprised between July 1st, 1954 and June 30th, 1955.

Estimated cash on hand as at July 1st, 1954	\$ 51,473.09
3% Bonds, Dominion of Canada	32,000.00
Advance, Re: Employees' Savings Bonds	1,252.00
	<u>\$ 84,725.09</u>

*Estimated receipts:*

Professional employers' $\frac{1}{4}$ of 1% Levy (12 months)	57,500.00
Employees' $\frac{1}{4}$ of 1% Levy (12 months)	57,500.00
Rent	1,500.00

Intérêt: Obligations du gouvernement fédéral.....	960.00	Interest, Dominion of Canada Bonds	960.00
Domages-intérêts liquidés:		Liquidated Damages:	
Employeurs.....	25.00	Employers'.....	25.00
Salariés.....	25.00	Employees'.....	25.00
	<u>\$117,510.00</u>		<u>\$117,510.00</u>
Disponibilités prévues pour déboursés.....	\$202,235.09	Estimated amount available for Disbursements.....	\$202,235.09
<i>Déboursés:</i>		<i>Estimated Disbursements:</i>	
<i>Salaire:</i>		<i>Salaries:</i>	
Directeur-gérant.....	\$ 7,560.00	Executive Director.....	7,560.00
Secrétaire.....	4,050.00	Secretary.....	4,050.00
Inspecteurs.....	24,138.00	Inspectors.....	24,138.00
Employés de bureau.....	29,106.00	Office.....	29,106.00
Frais généraux de déplacement, allocations pour voiture et dépenses	10,825.00	General Travel, Auto and expenses allowance.....	10,825.00
Assemblées:		Meetings:	
Jetons de présence (24 membres)	2,000.00	Members' Fees (24 members)....	2,000.00
Frais de déplacement (24 membres).....	6,200.00	Members' Expenses (24 members)	6,200.00
Entretien de l'immeuble (combustible, taxes, électricité, etc.).....	4,500.00	Maintenance of Property: (Fuel, taxes, lights, etc.).....	4,500.00
Améliorations et réparations de l'immeuble.....	1,500.00	Improvements and Repairs to Property.....	1,500.00
Assurances.....	400.00	Insurance.....	400.00
Dépenses et frais légaux.....	6,500.00	Legal Fees and expenses.....	6,500.00
Impressions.....	2,000.00	Printing.....	2,000.00
Vérification des livres.....	1,000.00	Audit Fees.....	1,000.00
Papeterie et dépenses de bureau.....	1,000.00	Stationery and Office Expenses....	1,000.00
Frais de poste.....	1,200.00	Postage.....	1,200.00
Ameublement et accessoires de bureau.....	1,000.00	Furniture and Office Equipment....	1,000.00
Téléphone et télégraphe.....	1,800.00	Telephone and Telegraph.....	1,800.00
Dépenses diverses.....	1,500.00	Miscellaneous Expenses.....	1,500.00
Assurance-chômage.....	450.00	Unemployment Insurance.....	450.00
Assurance-groupe des employés.....	1,400.00	Employees' Group Insurance.....	1,400.00
Réserve pour dépenses imprévues.....	7,500.00	Provisions for Contingencies.....	7,500.00
	<u>\$115,629.00</u>		<u>\$115,629.00</u>
Disponibilités en fonds au 30 juin 1955.....	\$ 86,606.09	Estimated available funds, June, 30th, 1955.....	\$ 86,606.09

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, le 26 juin 1954. 37508-o

Department of Labour,  
Quebec, June 26, 1954. 37508-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire du transport et des débardeurs du havre de Québec lui a présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes au décret numéro 728 du 7 juillet 1949, dans sa teneur modifiée, relatif aux débardeurs, navigation océanique, du port de Québec.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Shipping and Ocean Longshoremen's Committee, Harbour of Quebec, has petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree No. 728 of July 7, 1949, as amended, relating to the longshoremen, ocean navigation, of the Harbour of Quebec.

1° Le taux horaire de salaire de "\$1.61" mentionné au paragraphe "a" de l'article II sera remplacé par le taux horaire de "\$1.68".

1. The hourly rate of "\$1.61" mentioned in subsection "a" of section II will be replaced by the hourly rate of "\$1.68".

2° Les mots "le Vendredi-Saint" seront ajoutés après les mots "Tout travail exécuté" apparaissant au paragraphe "c" de l'article II.

2. The words "Good Friday" will be added after the words "For work performed on" mentioned in subsection "c" of section II.

3° Le paragraphe 3° de l'article V sera remplacé par le suivant:

3. Subsection 3 of section V will be replaced by the following:

"3° Les compagnies ou les contracteurs-arrimeurs ont le droit de faire la répartition des hommes de l'équipe, avec minimum de 8 hommes dans la cale. Cependant, pour la manutention

"3. The Companies and/or contracting stevedores shall have the right to judge how all men in the gang are to be distributed, but not less than eight men to be employed in the hold,

du bois de Colombie, lorsqu'il faut plus d'hommes sur le pont, il est permis au contremaître de prendre des hommes dans la cale, mais il ne faut jamais que le nombre de ces derniers soit inférieur à six (6). Les employeurs peuvent aussi se servir de garants accouplés ou de tout autre dispositif pratique et sûr pour le chargement ou le déchargement."

4° Le paragraphe 6° de l'article V sera remplacé par le suivant:

"6° Pour le chargement de papier au quai Anglo, une équipe doit comprendre dix-sept (17) hommes et un contremaître."

5° Le paragraphe 9° de l'article V sera remplacé par le suivant:

"9° Pour le chargement de terre à porcelaine arrimée (China clay), il est permis à l'employeur de faire venir des hommes sur le quai en autant que les services de ces derniers ne soient pas requis sur le vaisseau."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 26 juin 1954. 37508-0

#### AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 627-B du 17 juin 1954, un règlement d'amendement du Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district a été approuvé.

En vertu de ce règlement, les articles 27, 28 et 29 des règlements spéciaux dudit Comité, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1296-A du 29 septembre 1948 ont été amendés en y ajoutant les mots "et ses amendements" après les mots "décret numéro 1040 du 4 août 1948".

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 26 juin 1954. 37508-0

#### AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 1021 du 10 septembre 1953, lui ont présenté deux requêtes à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante audit décret, dans sa teneur modifiée:

Le paragraphe "c" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"c) En dehors de l'Île de Montréal, le décret ne s'applique qu'aux entreprises de construction dont le coût total s'élève à \$25,000.00 ou plus, salaires et matériaux compris. Ces entreprises de construction peuvent comprendre une ou plusieurs unités, quel que soit le nombre de contrats."

except that when handling B.C. lumber and additional men are required on deck, the foreman may order the men from the hold, but not less than six (6) men shall be employed in the hold at any time. The employers shall also have the right to work with falls together or any other practical and safe method of loading or unloading."

4. Subsection 6 of section V will be replaced by the following:

"6. When loading paper at the Anglo wharf, a gang shall consist of seventeen men and one foreman."

5. Subsection 9 of section V will be replaced by the following:

"9. When loading China clay in bulk, the employer shall have the right to transfer men into the wharf when such men are not required on board the vessel."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 26, 1954. 37508-0

#### NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council No. 627-B of June 17, 1954, an amendment by-law of the Parity Committee of Barbers, Male and Female Hairdressers of the district of Trois-Rivières has been approved.

According to the by-law, articles 27, 28 and 29 of the special by-laws of the said Committee, approved by Order in Council No. 1296-A of September 29, 1948, have been amended by adding the words "as amended" after the words "decree number 1040 of August 4, 1948".

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 26, 1954. 37508-0

#### NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the district of Montreal, rendered obligatory by the decree number 1021 of September 10th, 1953, have presented to him two petitions to be submitted to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council. It is requested that the following amendment be made to the said decree, as amended:

Subsection "c" of section II will be replaced by the following:

"c) Outside the Island of Montreal, the decree applies only to construction projects having a total cost of \$25,000.00 or more, including wages and materials. A project is herein defined as a construction undertaking comprising one or more units, irrespective of the number of contracts involved."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 26 juin 1954. 37508-o

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 26, 1954. 37508-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des vérificateurs du havre de Québec lui a présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes au décret numéro 1048 du 19 septembre 1951, dans sa teneur modifiée, relatif aux vérificateurs du port de Québec.

1° L'article III sera remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires*: Les taux de salaires des vérificateurs s'établissent comme suit:

\$1.50 l'heure pour le travail de jour, c'est-à-dire entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m.

Salaire et demie entre 5.00 p.m. et minuit et entre 1.00 a.m. et 7.00 a.m."

2° Les mots "le Vendredi Saint" seront ajoutés après les mots "tout travail exécuté le dimanche" apparaissant à l'article V.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 26 juin 1954. 37508-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux dans la ville de Roberval rendue obligatoire par le décret numéro 109 du 3 février 1949, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante audit décret, dans sa teneur modifiée.

Le paragraphe "a" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"a) *Établissements commerciaux de détail*: Le nombre d'heures sera de quarante-neuf heures et demi (49½) par semaine, pour le personnel féminin et de cinquante-cinq heures (55) par semaine, pour le personnel masculin, pour les mois de janvier, février, mars, avril, mai, juin, septembre, octobre, novembre et décembre.

Toutefois, pour les mois de juillet et août, les heures de travail seront de quarante-sept heures et demi (47½) pour le personnel féminin et de cinquante-trois (53) heures pour le personnel masculin.

Ces heures de travail sont réparties de la façon suivante:

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Shipping and Checkers Committee, Harbour of Québec, has petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree number 1048 of September 19th, 1951, as amended, relating to the Checkers of the Harbour of Québec.

1. Section III will be replaced by the following:

"III. *Rates of wages*: Rates of pay for checkers shall be established as follows:

\$1.50 per hour for day work, i.e. between 8.00 a.m. and 5.00 p.m.

Time and one half between 5.00 and midnight and 1.00 a.m. and 7.00 a.m."

2. The words "Good Friday" will be added after the words "for work on Sundays" mentioned in section V.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 26th, 1954. 37508-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commercial establishments of the town of Roberval, rendered obligatory by the decree No. 109 of February 3, 1949, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree, as amended:

Subsection "a" of section IV will be replaced by the following:

"a) *Retail commercial establishments*: The number of hours shall be forty-nine and a half (49½) per week for female employees, and fifty-five (55) per week for male employees for the months of January, February, March, April, May, June, September, October, November and December.

However, for the months of July and August, the number of hours shall be forty-seven and a half (47½) per week for female employees and fifty-three (53) per week for male employees.

These hours of work shall be distributed as follows:

1° *Personnel féminin* de 9.00 a.m. à 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi. Les samedi et la veille des fêtes chômées, de 9.00 a.m. à 10.00 p.m., pour les mois de janvier, février, mars, avril, mai, juin, septembre, octobre, novembre et décembre.

Pour les mois de juillet et août, les heures de travail seront de 9.00 a.m. à 5.30 p.m., les lundi, mardi, mercredi et jeudi; de 9.00 a.m. à 10.00 p.m., le vendredi et de 9.00 a.m. à 6.00 p.m., le samedi.

2° *Personnel masculin*: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi. Le samedi et la veille des fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m., pour les mois de janvier, février, mars, avril, mai, juin, septembre, octobre, novembre et décembre.

Pour les mois de juillet et août, les heures de travail seront de 8.00 a.m. à 5.30 p.m., les lundi, mardi, mercredi et jeudi; de 8.00 a.m. à 10.00 p.m., le vendredi et de 8.00 a.m. à 6.00 p.m., le samedi.

3° Une heure et quinze minutes doit être accordée aux salariés pour leur repas du midi et également une heure et quinze minutes pour le repas du soir, les jours où ils sont appelés à travailler dans la soirée.

4° L'employeur peut faire travailler ses employés jusqu'à 10.00 p.m., les 22, 23, 24 décembre et 31 décembre, si ces dates sont des jours ouvrables.

5° Le salaire du salarié qui arrive en retard, sans raison motivée, sera réduit proportionnellement au taux et demi de son salaire."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 26 juin 1954.

37508-o

#### AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district, établi en exécution du décret 1040, du 4 août 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 627 du 17 juin 1954, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

##### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1954 au 1er juillet 1955; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1040 et amendements doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 1040 et amendements doivent verser au Comité paritaire une cotisation à  $\frac{1}{2}$  de 1% sur une rémunération hebdomadaire moyenne de \$50.00. Tout employeur ou employeur professionnel qui

1. *Female employees*: 9.00 a.m. to 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday. On Saturday and holiday eves, 9.00 a.m. to 10.00 p.m. for the months of January, February, March, April, May, June, September, October, November and December.

For the months of July and August, the hours of work shall be from 9.00 a.m. to 5.30 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday; from 9.00 a.m. to 10.00 p.m. on Friday and from 9.00 a.m. to 6.00 p.m. on Saturday.

2. *Male employees*: 9.00 a.m. to 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday. On Saturday and holiday eves, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m. for the months of January, February, March, April, May, June, September, October, November and December.

For the months of July and August, the hours of work shall be from 8.00 a.m. to 5.30 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday; from 8.00 a.m. to 10.00 p.m. on Friday and from 8.00 a.m. to 6.00 p.m. on Saturday.

3. One hour and fifteen minutes shall be given to employees for their noon meal and another hour and fifteen minutes for the evening meal on days where they work in the evening.

4. The employer may keep his employees at work until 10.00 p.m. on December 22, 23, 24, and 31, if these days are working days.

5. The wages of an employee late to work, without sufficient reason, shall be reduced at the rate of time and one half."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 26, 1954.

37508-o

#### NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of the district of Trois-Rivières, formed under decree number 1040 of August 4, 1948, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 627 of June 17, 1954, part "C" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163) to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

##### 1. Assessments

The period of levy extends from July 1, 1954, to July 1, 1955, such levy is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 1040 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the pay-roll, commissions, bonuses, allocations which they pay to their employees of the trades covered by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree No. 1040 and amendments shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of an average weekly wage rate of \$50.00. Every employer or professional employer plying

pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret numéro 1040, est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

himself any one of the trades governed by the decree No. 1040 is also considered, for the purposes of the present by-law, as an artisan.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1040 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

e) All employees governed by the said decree No. 1040 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% their wages, commissions, bonuses or allocations.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

Les artisans doivent également transmettre mensuellement au Comité paritaire les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit Comité.

Artisans shall also forward their assessments to the Parity Committee, every month.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is exigible. The report shall be sent together with the assessments of the professional employer and of the employees. The Committee has the right to have the reports signed under oath when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

The assessments owed under the present by-law payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without previous notice.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information: a notice of five days will be given within which he shall fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des barbiers-coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district, pour la période comprise entre le 1er juillet 1954 et le 1er juillet 1955.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of the District of Trois-Rivières, for the period between July 1, 1954 and June 1, 1955.

COMITÉ PARITAIRE, DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DES TROIS-RIVIÈRES ET DISTRICT

PARITY COMMITTEE OF THE BARBERS AND HAIRDRESSERS OF THE DISTRICT OF TROIS-RIVIÈRES

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1954 et le 1er juillet 1955.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 1, 1954, and July 1, 1955.

Recettes:

Cotisations (1/2 de 1%):	
Employeurs professionnels . . . . .	\$ 275.60
Salariés . . . . .	391.20
Artisans . . . . .	795.60
Honoraires d'examens . . . . .	75.00
	\$1,537.40

Receipts:

Assessments (1/2 of 1%):	
Professional employers . . . . .	\$275.60
Employees . . . . .	391.20
Artisans . . . . .	795.60
Examination fees . . . . .	75.00
	\$1,537.40

<i>Débourssés:</i>		<i>Disbursements:</i>	
Salaires:		Salaries:	
Salaire du secrétaire .....	300.00	Secretary .....	300.00
Salaire de l'inspecteur .....	200.00	Inspector .....	200.00
Employés de bureau .....	100.00	Office employees .....	100.00
Frais de déplacement .....	662.40	Traveling expenses .....	662.40
Bureau des examinateurs .....	40.00	Board of examiners .....	40.00
Loyer et éclairage .....	30.00	Rent and lighting .....	30.00
Frais judiciaires et professionnels .....	10.00	Judicial and professional fees .....	10.00
Impression et papeterie .....	50.00	Printing and stationery .....	50.00
Poste, téléphone et télégrammes .....	55.00	Postage, telephone and telegraph .....	55.00
Dépréciation, ameublement et agencement .....	5.00	Depreciation, furniture and fixtures .....	5.00
Frais des délégués .....	60.00	Expenses of delegates .....	60.00
Vérification des livres .....	20.00	Auditing .....	20.00
Assurance fidéjussion .....	5.00	Guarantee bond .....	5.00
	\$1,537.40		\$1,537.40

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY,  
Ministère du Travail,  
Québec, le 26 juin 1954. 37508-o

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour,  
Department of Labour,  
Quebec, June 26, 1954. 37508-o

### Examen du Barreau — Bar Examination

#### BARREAU DES TROIS-RIVIÈRES — BAR OF TROIS-RIVIÈRES

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT  
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Crochetière.....	René.....	24	Manseau.....	Ottawa.
Biron.....	Micheline.....	23	Nicolet.....	Nicolet.

Trois-Rivières, ce 19 juin 1954.— Trois-Rivières, June 19, 1954.

37518-o

Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,  
LUDOVIC LAPERRIÈRE,  
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

### Ministère des Finances *Assurances*

### Department of Finance *Insurances*

#### AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

#### NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Avis est donné par les présentes que "Old Colony Insurance Company", enregistrée sous le numéro 549, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 1463 qui l'autorise, à compter du 19 mai 1954, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Automobile; Transport intérieur; Et en outre de ces genres: Navigation intérieure et océanique.

Le siège social de la compagnie est situé à 87, rue Kilby, Boston, État du Massachusetts, États Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur R. B. Shelton, Edifice Coristine, 410, rue St-Nicolas, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 16 juin 1954.

Pour le Ministre des finances de la Province,  
GEORGES LAFRANCE,  
37483-25-2-o Surintendant des assurances.

Notice is hereby given that "Old Colony Insurance Company", registered under number 549, has obtained the license and certificate of registration number 1463 authorizing it, as from the 19th of May 1954, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Automobile; Inland transportation; And in addition to these classes: Inland and ocean marine.

The head office of the company is situated at 87 Kilby Street, Boston, State of Massachusetts, United States of America.

The company has appointed Mr. R. B. Shelton, Coristine Building, 410 St. Nicholas Street, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 16th of June 1954.

For the Minister of Finance of the Province,  
GEORGES LAFRANCE,  
37483-25-2-o Superintendent of Insurance.

**Nomination**

**Appointment**

**PRÉSIDENT D'ÉLECTION**

Il a plu à son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission, Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

**RETURNING-OFFICER**

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

Distriet électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Brome.....	Lefebvre, Joseph (junior) (1)	Commis — Clerk.....	Knowlton (Brome).

(1) En remplacement de M. George C. Dyer, démissionnaire.— In place of Mr. George D. Dyer, retired.

Québec, le 21 juin 1954.  
Le Président général des élections,  
37497-0 **FRANÇOIS DROUIN, C.R.**

Quebec, June 21, 1954.  
**FRANÇOIS DROUIN, K.C.,**  
37497-0 Chief Returning-Officer.

**Sièges sociaux**

**Head Offices**

**AVIS**

Le siège social de la compagnie "Lobell Construction Company Limited" est situé en la paroisse de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne.

Saint-Jérôme, ce 16 juin, 1954.  
Le Secrétaire-trésorier,  
37505-0 Signé: **LÉO LABELLE.**

**NOTICE**

The head office of the company "Lobell Construction Company Limited", is situate in the parish of Saint-Jérôme, in the county of Terrebonne.

Saint-Jérôme, this 16th day of June, 1954.  
(Signed) **LÉO LABELLE,**  
37505 Secretary-Treasurer.

**LESSARD, GAGNÉ & CIE, LTÉE**

**LESSARD, GAGNÉ & CIE LTÉE**

Avis est donné que la compagnie "Lessard, Gagné & Cie, Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du deuxième jour de mars, 1954, et ayant son bureau principal dans le village de Roberval, a établi son bureau sur la rue Principale, dans ledit village Saint-André.

Notice is hereby given that the "Lessard, Gagné & Cie Ltée", company incorporated by letters patent, on the second day of March, 1954, and having its head office in the village of St-André, in the county of Roberval, has established its office on La Rue Principale in the said Village of St-André.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Donné à St-André, ce 31ème jour de mai, 1954.  
Le Président,  
37512-0 **PHILIPPE LESSARD.**

Dated at St-André, this 31st day of May, 1954.  
**PHILIPPE LESSARD,**  
37512-0 President.

**AVIS DE LA SITUATION DU BUREAU PRINCIPAL DE MONKLAND CONSTRUCTION LIMITÉE**

**NOTICE OF LOCATION OF THE HEAD OFFICE OF MONKLAND CONSTRUCTION LIMITED**

Avis est donné que la compagnie "Monkland Construction Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8ème jour de janvier 1954 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 5470, avenue Notre-Dame-de-Grâce, en ladite cité.

Notice is hereby given that "Monkland Construction Limited", incorporated by letters patent on the 8th day of January 1954, and having its Head Office in Montreal, has established its office at 5470, Notre-Dame-de-Grâce Avenue.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of this notice the said Office shall be considered by the Company as being its head office.

Donné à Montréal, ce 2ème jour de mai 1954.  
**MONKLAND CONSTRUCTION LIMITÉE**  
Par le Secrétaire-trésorier dûment autorisé,  
37513-0 **JACQUES ROLLAND.**

Dated at Montreal, this 2nd day of May 1954.  
**MONKLAND CONSTRUCTION LIMITED,**  
By: **JACQUES ROLLAND,**  
37513-0 Secretary-treasurer duly authorized.

## Ventes — Loi de faillite

## Sales — Bankruptcy Act

Province de Québec, District de Montréal  
Cour Supérieure, N° 197 "en faillite" Dans  
l'affaire de la faillite de: Armand Gaudron, St-  
Louis de Gonzague débiteur & Claude Perras,  
Syndic.

Province of Quebec, district of Montreal,  
Superior Court, No. 197 "Sitting in Bankruptcy"  
In the matter of the bankruptcy of: Armand  
Gaudron, St-Louis de Gonzague debtor & Claude  
Perras trustee.

## AVIS DE VENTE

## NOTICE OF SALE

Avis public est par les présentes donné que les  
immeubles suivants, savoir:

Public notice is hereby given that the follow-  
ing immoveables, to wit:

*Désignation:* 1° "Un emplacement situé dans  
la paroisse de St-Louis de Gonzague, connu et  
désigné sous le numéro cinq cent quatre-vingt-  
huit (N° 588) du Cadastre officiel de la paroisse  
St-Louis de Gonzague;

*Designation:* 1. "An emplacement situe in  
the parish of St-Louis de Gonzague, known and  
designated under number five hundred and  
eighty-eight (No. 588) of the official cadastre of  
the parish of St-Louis de Gonzague;

2° Un certain terrain situé dans ladite paroisse  
de St-Louis de Gonzague, étant la partie nord-  
est du lot connu et désigné sous le numéro cinq  
cent quatre-vingt-sept (P.N.E. N° 587) mesurant  
quarante pieds de largeur en front sur une pro-  
fondeur de cinquante pieds, en prenant ensuite  
trente pieds de largeur en allant en élargissant  
de manière à avoir trente-quatre pieds de largeur  
à la rivière St-Louis sur la profondeur qu'il  
y a à partir du chemin de front jusqu'à ladite  
rivière St-Louis, et borné au sud-est par le chemin  
de front, au nord-ouest par la rivière St-Louis  
au nord-est par le lot N° 587, avec une maison  
servant à l'usage d'hôtel et les autres dépendan-  
ces dessus érigées;

2. A certain piece of land situate in the said  
parish of St-Louis de Gonzague, being the north-  
east part of lot known and designated under  
number five hundred and eighty-seven (Pt.  
N.E. No. 587) measuring forty feet in width  
in front by a depth of fifty feet, then by taking  
thirty feet in width increasing so as to have  
an enlarged width of thirty-four feet to the St-  
Louis River on the depth there is starting from  
the front road as far as the said St-Louis River,  
and bounded on the southeast by the front road,  
by the northwest by the St-Louis River, on the  
northeast by lot No. 587, with a house which  
is being used as a hotel and the other dependencies  
thereon erected;

(Réserve). A distraire cependant la partie  
de terrain suivante à être détachée dudit lot  
numéro cinq cent quatre-vingt-huit, savoir:

(Reserve). To subtract, however, the follow-  
ing part of land, to be detached the said lot  
number five hundred and eighty-eight, to wit:

Un terrain situé sur le côté est dudit lot  
numéro cinq cent quatre-vingt-huit (ptie E.  
N° 588) mesurant vingt-sept pieds en front sur  
a rue Principale, en partant de l'intérieur du  
trottoir de la montée St-Timothée, et ayant  
une largeur en arrière de quarante-quatre pieds  
et neuf pouces en partant de l'intérieur dudit  
trottoir, par une profondeur de soixante-dix pieds  
en partant de l'intérieur du trottoir de la rue  
Principale, d'un côté à l'est par la rue appelée  
Montée St-Timothée, en arrière au nord et de  
l'autre côté à l'ouest par le résidu dudit lot N° 588,  
avec une maison sur la dite partie de terrain  
ci-dessus décrite et servant à l'usage de banque,  
magasin et bureau de poste, le tout tel que  
mentionné dans une vente consentie par M.  
Ernest Dansereau à M. Zéphirin Legault le  
vingt mars mil neuf cent quarante-cinq devant  
Armand Gascon, notaire, enregistrée au bureau  
d'enregistrement du comté de Beauharnois sous  
le numéro 71652, le 6 avril 1945;

A lot of land situate on the east side of the  
said lot number five hundred and eighty-eight  
(Pt E. No. 588) measuring twenty-seven feet  
in front on Principale Street, starting from the  
inside of the sidewalk to the "Montée St-Ti-  
mothée", and having a width in rear of forty-  
four feet and nine inches, starting from the  
inside of the said sidewalk, by a depth of seventy  
feet starting from the inside of the sidewalk  
of Principale Street, on one side on the East  
by the street called "Montée St-Timothée", in  
rear, on the North and on the other side on the  
West, by the residue of the said lot No. 588,  
with a house on the said part of land hereinabove  
described and being used as a bank, store and  
post-office, the whole as mentioned in a sale  
consented to by Mr. Ernest Dansereau to Mr.  
Zéphirin Legault on March twentieth, one thou-  
sand nine hundred and forty-five before Armand  
Gascon, notary registered with the Registrar-  
Office of the county of Beauharnois under number  
71652, on April 6, 1945;

Droit de passage: Il existe un droit de pas-  
sage sur le terrain ci-dessus réservé, lequel  
passage mesure douze pieds de largeur en par-  
tant de l'hôtel, par la longueur qu'il y a entre  
le bureau de poste ci-dessus et la limite nord  
du terrain ci-dessus désigné, soit environ trente  
pieds de longueur. Ce droit de passage servira  
en commun à l'acquéreur et au propriétaire du  
terrain réservé, à perpétuité pour eux ou tous  
autres acquéreurs postérieurs, aussi un canal  
d'égout qui communique à la maison réservée  
au dit hôtel.

Right-of-way: There exists a right-of-way on  
the land hereinabove reserved, which right-of-  
way measures twelve feet in width starting from  
the hotel, by the length there is between the  
above post-office and the northern limit of the  
land above designated, albeit about thirty feet  
in length. This right-of-way shall serve in  
common to the purchaser and to the proprietor  
of the reserved piece of land, in perpetuity for  
them or any other posterior purchasers, also  
a canal sewage which communicates to the house  
reserved for the said hotel.

Tel que le tout se trouve présentement avec  
toutes les servitudes actives et passives appa-  
rentes ou occultes attachées aux dits immeubles."

As the whole now stands, with all the servitudes  
active and passive, apparent and unapparent  
attached to the said immoveables."

Seront vendus, en vertu d'un jugement de la  
Cour Supérieure, pour le district de Montréal,  
(en faillite), rendu le 4 juin 1954, à l'enchère  
publique suivant la loi, pour ladite vente avoir

Shall be sold, in virtue of a judgment of the  
Superior Court, for the district of Montreal (in  
Bankruptcy), rendered June 4, 1954, at public  
auction according to law, so that the said sale

l'effet du décret forcé au terme du code de procédures civiles à la porte de l'Église de St-Louis de Gonzague, comté de Beauharnois, MARDI le 27 JUILLET 1954, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 12 juin 1954.

Le Syndic,  
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:

Perras & Perras, syndics,  
4 est, Notre-Dame,  
Montréal, P.Q.

37476-25-2-0

will have the effect of a Sheriff's sale, according to the terms of Civil Procedure, at the church door of St-Louis-de-Gonzague, county of Beauharnois, TUESDAY, JULY TWENTY-SEVENTH, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay Government rights of 2½% in conformity with the law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this twelfth day of June, 1954.

CLAUDE PERRAS,  
Trustee.

Office of:

Perras & Perras, Trustees,  
4, Notre-Dame Street, East,  
Montreal, P.Q.

37476-25-2

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de Lionel Giguère, cultivateur et aviculteur, Louiseville, P.Q., failli.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le VINGT-NEUF JUILLET 1954, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Louiseville, comté de Maskinongé, les immeubles suivants, savoir:

1° Une terre située en la concession sud-est de la Grande Rivière-du-Loup, étant le lot connu et désigné sous le numéro huit cent soixante-neuf (869) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, comté de Maskinongé; contenant environ quarante-sept (47) arpents et quatre vingts (80) perches en superficie, avec maison et autres bâtisses dessus construites.

2° Une autre terre située au même endroit, étant le lot connu et désigné sous le numéro huit cent soixante-dix (870) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, comté de Maskinongé; contenant environ dix-sept (17) arpents en superficie.

A distraire de ces lots ci-avant désignés, les parties de terrain avec bâtisses pouvant être construites, comme suit:

a) Une lisière de terrain située sur la côte sud de la ligne du Pacifique Canadien, faisant partie dudit lot numéro huit cent soixante-neuf (P. 869) et appartenant à Wilfrid Lemay.

b) Une portion de terrain faisant partie desdits lots numéros huit cent soixante-neuf et huit cent soixante-dix (P. 869 et 870) et appartenant à Triangle Lumber Company et telle portion de terrain, selon trois désignations distinctes, selon les termes des actes passés devant Me Paul Fleury, notaire, respectivement en date du trente décembre mil neuf cent quarante-cinq, enrg. N° 58144, et en date du vingt-cinq avril, mil neuf cent quarante-six, enrg. N° 58423.

c) Une portion faisant partie dudit lot numéro huit cent soixante-neuf (P. 869) contigue au terrain de Triangle Lumber Co. et appartenant à René Filion, selon réserve par lui faite dans l'acte de vente ci-après cité et enrg. No. 58618.

d) Une autre portion de terrain faisant partie du même lot N° huit cent soixante-neuf (P. 869) contigue au terrain de Camille Béland et appartenant au même René Filion, selon aussi réserve par lui faite dans cet acte de vente enrg. N° 58618.

3° Une certaine portion de terrain située, en ladite paroisse, concession sud-est de la Grande

NOTICE OF SALE

In the matter of Lionel Giguère, farmer and poultryman, Louiseville, P.Q., bankrupt.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of JULY 1954, at TEN o'clock in the forenoon, there shall be sold by public auction at the door of the parochial church of Louiseville, county of Maskinongé, the following immoveables, to wit:

1. A farm situate in the southeast concession of Grande Rivière-du-Loup, being lot known and designated under number eight hundred and sixty-nine (869) of the official cadastre of the parish of St. Antoine de la Rivière-du-Loup, county of Maskinongé; containing an area of about forty-seven (47) arpents and eighty (80) rods, with house and other buildings erected thereon.

2. Another farm situate in the same locality, being lot known and designated under number eight hundred and seventy (870) of the official cadastre of the Parish of St. Antoine de la Rivière-du-Loup, county of Maskinongé; containing an area of about seventeen (17 arpents).

Save and except the pieces of land of the afore-designated lots, with buildings which may be erected thereon, as follows:

a) A strip of land situate on the south side of the Canadian Pacific Railroad line, forming part of said lot number eight hundred and sixty-nine (P. 869) and belonging to Wilfrid Lemay.

b) A piece of land forming part of said lots number eight hundred and sixty-nine and eight hundred and seventy (P. 869 and 870) belonging to the Triangle Lumber Company, and such piece of land, according to three separate descriptions, and the terms contained in deeds passed before Me Paul Fleury, notary, respectively dated December thirtieth, one thousand nine hundred and forty-five, under registration No. 58144, and dated April twenty-fifth, one thousand nine hundred and forty-six, under registration No. 58423.

c) A piece of land forming part of said lot number eight hundred and sixty-nine (P. 869) adjacent to the land of Triangle Lumber Co. and belonging to René Filion, according to reservation made by him in deed of sale mentioned hereinafter and registered under number 58618.

d) Another piece of land forming part of same lot No. eight hundred and sixty-nine (P. 869) adjacent to the land of Camille Béland and belonging to said René Filion, according to reservation made by him in deed of sale registered under No. 58618.

3. A certain piece of land, situate in said parish, a southeast concession of Grande Rivière-

Rivière-du-Loup; faisant partie des lots connus et désignés sous les numéros huit cent soixante-neuf et huit cent soixante-dix (P. 869 et 870) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, comté de Maskinongé, et borné comme suit: en front vers l'ouest par le chemin public, en profondeur vers l'est et d'un côté vers le nord, par le terrain appartenant déjà à l'acquéreur, et de l'autre côté, vers le sud, par le terrain sous promesse de vente à Messieurs Joseph Milette et Rosaire Milette, suivant acte devant Me J.-P. Chevalier, notaire, en date du dix-neuf mars mil neuf cent quarante-neuf, telle portion de terrain sans bâtisse;

Mais à distraire:

a) La partie ci-après décrite, vendue à Joseph Lambert;

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup concession sud-est de la Grande Rivière-du-Loup, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro huit cent soixante-dix (P. 870) du cadastre officiel de ladite paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, comté de Maskinongé, cet emplacement de forme irrégulière et mesurant soixante pieds (60') de largeur en avant, cinquante pieds (50') de largeur en arrière, sur une profondeur de cent pieds (100') le tout plus ou moins et mesure anglaise et tel que limité sur les lieux par les parties aux présentes, puis borné comme suit: en front par le chemin public, d'un côté vers le sud par le terrain sous promesse de vente à MM. Joseph et Rosaire Milette, en profondeur et de l'autre côté, vers le nord par le résidu dudit lot restant au vendeur.

b) Une autre partie de terrain vendue à Roméo Pelletier et décrite comme suit:

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, concession sud-est de la Grande Rivière-du-Loup, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro huit cent soixante-dix (P. 870) du cadastre officiel de ladite paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, comté de Maskinongé, et cet emplacement de forme irrégulière et mesurant soixante pieds (60') de largeur en avant, cinquante pieds (50') de largeur en arrière sur une profondeur de cent pieds (100') le tout plus ou moins et mesure anglaise et tel que limité sur les lieux par les parties aux présentes, puis borné comme suit: en front par le chemin de ladite concession, d'un côté vers le sud, par le terrain de Jos. Lambert, en profondeur et de l'autre côté vers le nord, par le résidu dudit lot restant au vendeur".

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C.P.C. et article 55 de la Loi de faillite 1949, et a les mêmes effets qu'une vente par le Shérif.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus de renseignements, s'adresser à:

Le Syndic autorisé,  
NAPOLÉON ALARIE.

Bureau: 927, rue Sainte-Geneviève,  
Les Trois-Rivières.

Le dix-neuvième jour de juin 1954. 37515-26-2-o

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 206, "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Louis Beauchesne, Restaurateur, Longueuil, P.Q. débiteur & Claude Perras Syndic.

#### AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

du-Loup; forming part of lots known and designated under number eight hundred and sixty-nine and eight hundred and seventy (P. 869 and 870) of the official cadastre of the parish of St. Antoine de la Rivière-du-Loup, county of Maskinongé, and bounded as follows: in front, westerly, by the public road, in depth, towards the east, and on one side northwards by the road already belonging to the purchaser, and on the other side, southwards, by land under sale to Messrs Joseph Milette and Rosaire Milette, according to a deed passed before Me J.-P. Chevalier, notary, dated March nineteenth, one thousand nine hundred and forty-nine, such piece of land minus building;

Save and except:

a) That part hereinafter described, sold to Joseph Lambert;

An emplacement situate in the parish of St. Antoine de la Rivière-du-Loup, a southeast concession of Grande Rivière-du-Loup, forming part of lot known and designated under number eight hundred and seventy (P. 870) of the official cadastre of the parish of St. Antoine de la Rivière-du-Loup, county of Maskinongé, said emplacement of irregular form and measuring sixty feet (60') wide in front, fifty feet (50') wide in the rear, by a depth of one hundred feet (100') all of which more or less and English measure, and such as the limits are marked out on the premises by the land mentioned herein, thence bounded as follows: in front by the public road, on one side, southwards, by the land under sale to Messrs Joseph and Rosaire Milette, in depth and to the other side, northwards, by the residue of said lot, remaining to the vendor.

b) Another piece of land sold to Roméo Pelletier and described as follows:

An emplacement situate in the Parish of St. Antoine de la Rivière-du-Loup, a southeast concession of Grande Rivière-du-Loup, forming part of lot known and designated under number eight hundred and seventy (P. 870) of the official cadastre of the said parish of St. Antoine de la Rivière-du-Loup, County of Maskinongé, and said emplacement of irregular form and measuring sixty feet (60') wide in front, fifty feet (50') wide in the rear, by a depth of one hundred feet (100'), all of which more or less and English measure, and such as the limits are marked out on the premises by the land mentioned herein, thence bounded as follows: in front by the road of said concession, on one side, southwards, by the land of Jos. Lambert, in depth and on the other side, northwards, by the residue of said lot, remaining to the vendor."

Titles and certificates may be examined at all times, at the office of the undersigned.

This sale is made pursuant to articles 716-717 C.C.P. and section 55 of the Bankruptcy Act 1949, and has the same effect as a sale by Sheriff.

Conditions of sale: Cash. For further information, apply to

NAPOLÉON ALARIE,  
Authorized Trustee.

Office: 927, Ste. Geneviève Street,  
Trois-Rivières.

The nineteenth day of June 1954. 37515-26-2

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 206, "In Bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of: Louis Beauchesne, Restaurant-keeper, Longueuil, P.Q. Debtor, & Claude Perras, Trustee.

#### NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Désignation

"Un terrain ou emplacement situé sur le côté ouest de la rue Campagna, dans la Ville de Victoriaville, contenant cinquante pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de cadastre *révisé* de cette partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Sainte-Victoire, comme étant la partie est du numéro vingt de la subdivision du lot numéro six cent vingt-huit, lequel est une subdivision du lot originaire numéro quatre-vingt-dix-sept (p.e. 97-628-20) prenant en front à l'est à la rue Campagna, en profondeur à l'ouest à Véronneau & Frère, à quatre-vingt-dix pieds à l'ouest de la rue, d'un côté au nord à Albert Boisvert et de l'autre côté au sud à Mlle Yvette Béliveau, avec bâtisses dessus construites;

Sujet ledit emplacement à un droit de passage en faveur de Véronneau & Frère ou représentants comme propriétaires du résidu ouest dudit numéro 97-628-20, pour permettre à ces derniers de communiquer de leur terrain à la rue Campagna, à pieds ou en voiture, le long de la ligne de Mlle Yvette Béliveau, voisine du côté sud; ce passage ne sera pas clôturé et devra être laissé libre en tout temps pour que les deux propriétaires intéressés, savoir celui de la partie est et celui de la partie ouest dudit numéro 97-628-20, puissent y circuler librement et à leur besoin; et ce droit de passage constitue une servitude réelle sur ladite partie est en faveur de la partie ouest et aussi en faveur des deux, pour en user en commun."

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal, (en faillite), rendu le 15 juin 1954, à l'enchère publique suivant la loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du code de procédures civiles à la porte de l'Église des Saints Martyrs Canadiens en la Ville de Victoriaville, P.Q. MARDI le TROIS AOÛT 1954, à MIDI heure avancée.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 22 juin 1954.

Le Syndic,  
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:

Perras & Perras, syndics,  
4 est, rue Notre-Dame,  
Montréal, P.Q.

37523-26-2-0

Designation

"A piece of land or emplacement situate on the western side of Campagna Street, in the Town of Victoriaville, containing fifty feet in front by ninety feet in depth, known and designated on the official plan and in the book of reference of the *revised* cadastre of this part of the township of Arthabaska, forming the parish of Ste-Victoire, as being the eastern part of number twenty of the subdivision of lot number six hundred and twenty-eight, which is a subdivision of the original lot number ninety-seven (Pt. E. 97-628-20) taking on the front east of Campagna Street, in depth to the west of Véronneau & Frère, at ninety feet west of the street, on one side north of Albert Boisvert and on the other side south of Miss Yvette Béliveau, with buildings thereon erected;

The said emplacement subject to a right-of-way in favor of Véronneau & Frère or representatives as proprietors of the residue west of the said number 97-628-20, so as to allow these latter to communicate with their land on Campagna Street, either on foot or by carriage, along the line belonging to Miss Yvette Béliveau, neighbor on the south side; this passage shall not be fenced and should be left free at all times so that the two interested proprietors, to wit, the one on the east side, and the one on the west side, of the said number 97-628-20, may freely circulate and according to their needs; and this right-of-way constitutes a real servitude on the said part east is in favor of part west and also in favor of both, to be used in common."

Shall be sold by virtue of a judgment of the Superior Court, for the district of Montreal (sitting in bankruptcy), rendered on June 15, 1954, at Public Auction, according to Law, so that sale will have the effect of a Sheriff's Sale, according to the terms of the Code of Civil Procedure, at the church of the "Saints Martyrs Canadiens" in the town of Victoriaville, P.Q., TUESDAY, AUGUST THIRD 1954, at NOON, Daylight Saving Time.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay Government rights of 2½% in conformity with the Law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this 22nd day of June, 1954.

CLAUDE PERRAS,  
Trustee.

Office of:

Perras & Perras, Trustees,  
4, Notre-Dame Street, East,  
Montreal, P.Q.

37523-26-2

Vente par licitation

Sale by Licitiation

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 348350.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 348350.

AVIS DE LICITATION

NOTICE OF LICITATION

Avis public est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, le 4ième jour de juin 1954, dans une cause dans laquelle Bernardin Tousignant, marchand et commerçant des cité et district de Montréal, était demandeur, et Z. David Tousignant, de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal,

Public notice is hereby given that, by virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, on the 4 day of June 1954, in a case wherein Bernardin Tousignant, merchant and business-man of the city and district of Montreal, is plaintiff, and Z. David Rouignant of the city of Outremont in the district of Montreal,

était défendeur, la licitation des immeubles désignés ci-après a été ordonnée, savoir:

Pour être vendus en bloc, comme formant une seule exploitation, les deux emplacements ci-après désignés.

"Un emplacement composé de deux lopins de terre ayant front sur la rue St-Hubert, dans le quartier St-Edouard de la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros trois cent cinquante-deux et trois cent cinquante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept (7-352 et 353) aux plan et livre de renvoi officiels du village Incorporé de la Côte St-Louis, contenant chacun desdits lots vingt-cinq pieds de largeur par cent neuf pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec une maison en bois lambrissée en brique comprenant un logement et deux magasins, magasins changés depuis en entrepôt, portant respectivement les numéros civiques 6306, 6308 et 6312 de ladite rue St-Hubert (anciens numéros 2416, 2418 et 2420), avec droit d'usage et de passage en commun avec les autres y ayant droit dans la ruelle située en arrière, les deux dits lots vendus en bloc comme formant une seule exploitation, suivant le titre d'acquisition;

"Un autre emplacement situé au sud de l'emplacement susmentionné, composé du lopin de terre ayant front sur la rue St-Hubert, dans le quartier St-Edouard de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent cinquante et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept (7-351) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte St-Louis, de la contenance de vingt-cinq pieds de largeur par cent neuf pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage en commun dans la ruelle située en arrière portant le numéro 7-295 desdits plan et livre de renvoi officiels, ledit lopin de terre étant vacant lors de son acquisition en mars 1925, mais avec bâtisse en bois lambrissée en brique depuis sus-érigée portant les numéros civiques 6302 et 6304 pour le seul numéro 6302 de ladite rue St-Hubert, et servant de bureau au rez-de-chaussée et d'entrepôt au premier étage, et prolongeant l'exploitation ci-haut mentionnée;

Pour être vendu séparément l'emplacement ci-après désigné.

"Un emplacement situé au coin nord-est des rues Henri-Julien et Liège, dans le quartier Villeray de la cité de Montréal, et composé des lopins de terre connus et désignés sous les numéros deux mille trois cent vingt-neuf et deux mille trois cent trente de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-2329 et 2330) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Saint-Laurent, mesurant ensemble quarante pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins, avec bâtisse de cinq logements et dépendances dessus érigées, portant les numéros civiques 8501, 8503, 8503a, 8503b et 8505 de ladite rue Henri-Julien; avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle située en arrière dudit immeuble."

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, MERCREDI, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1954, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, heure avancée, Cour tenante, dans la salle d'audience de l'ancien palais de justice de Montréal, chambre 31, ou à toute chambre indiquée par cette cour suivant les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges ou liste des charges déposée au greffe du Protono-

is défendant, the licitation of the immovable properties hereinafter described has been ordered as follows:

To be sold in bulk, as a whole, the two immovables hereinafter described:

"An immovable property composed of two lots of land fronting on St-Hubert Street, in St-Edouard Ward, city and district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Côte St-Louis by the numbers three hundred fifty-two and three hundred fifty-three of the official subdivision of original lot number 7 (7-352-353) each of the said lots containing twenty-five feet in width by one hundred nine in depth, english measure, more or less, with the building thereon erected, wood and brick walls, containing an apartment and two warehouses, bearing civic numbers 6306-6308 and 6312 of St-Hubert street (old numbers 2416-2418-2420) with the right of use and of way to a lane situated in the back, the two said lots being sold in bulk according to the deed of acquisition.

"Another immovable property situated to the South of the above mentioned immovable, composed of a plot of land fronting on St-Hubert Street, in St-Edouard Ward in the city of Montreal, known and designated under the numbers three hundred fifty-one of the official subdivision of the original lot number 7 (7-351), on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Côte St-Louis, containing twenty-five feet and width by one hundred nine feet in depth, english measure more or less, with the right of way in common in the lane situated in the back bearing the number 7-295 of the said plan and official book of reference with a building thereon erected, wood and brick walls, bearing civic numbers 6302 and 6304 or the number 6302 of the said St-Hubert Street and serving as office on the ground-floor and as warehouse on the first floor.

To be sold separately the immovable hereinafter described:

"An immovable situated on the North-East corner of Henri Julien and Liège Street, in Villeray Ward, city of Montreal, and composed of two plots of land known and designated under the numbers two thousand three hundred and twenty-nine, and two thousand three hundred thirty of the official subdivision of the original lot number two thousand six hundred and forty-three (2,643-2,329-2,330) on the official plan and reference book of the parish of St-Laurent, measuring together forty feet of depth, english measure more or less, with the building thereon erected, containing five apartments and annexes, bearing civic numbers 8501, 8503, 8503a, 8503b, 8505 of the said Street Henri-Julien; with the right of way in the lane situated in the back of the said immovable property.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the Wednesday, the TWENTY-EIGHTH day of JULY 1954 at HALF PAST TEN o'clock in the morning, daylight saving time, Sitting the Court, in the Court Room of the Court House of Montreal, room 31, or any other room indicated by the said Court as circumstances permit, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of

taire de la Cour supérieure du district de Montréal, et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite cour au moins douze (12) jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six (6) jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent aves, elles seront forcloses du droit de le faire;

Tout enchérisseur devra accompagner son offre ou enchère d'une somme de cinq mille (\$5,000.00 dollars.) quant aux 2 emplacements de la rue St-Hubert qui doivent être vendus en bloc suivant jugement du 21 juin 1954, et d'une somme de deux mille (\$2,000.00) dollars quant à l'emplacement situé du coin nord-est des rues Henri-Julien et Liège dans le quartier de Villeray dans la cité de Montréal.

Montréal, le 21 juin 1954.

Les Procureurs du demandeur,  
37519-26-2-o THERRIEN & CODERRE.

the Superior Court for the District of Montreal, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve (12) days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six (6) days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

The offer or bid of every bidder must be accompanied by an amount of five thousand (\$5,000.00) dollar for the two immovable properties situated on St-Hubert Street, in Montreal, the tow said properties being sold in bulk, in vertu of a judgment of the Superior Court rendered on the 21th of June 1954, and by an amount of two thousand (\$2,000.00) dollars for the sale of the property situated on the North East corner of Henri-Julien and Liège Street in Montreal,

Montreal, the 21 of June, 1954.

THERRIEN & CODERRE,  
37519-26-2-o Attorneys for plaintiff.

### Ventes pour taxes

### Sales for Taxes

Province de Québec — District de Chicoutimi

Province of Quebec — District of Chicoutimi

#### COMMISSION SCOLAIRE DE CANTON TACHÉ

#### SCHOOL COMMISSION OF TOWNSHIP OF TACHÉ

Avis public est, par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du quatorze juin 1954, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues aux commissaires d'écoles pour la municipalité du canton Taché et à la corporation municipale de canton Taché (Saint-Nazaire) avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle publique du canton Taché (St-Nazaire), le TREIZE JUILLET 1954, à ONZE heures et TRENTE minutes de l'avant-midi, heure avancée.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by Order in Council dated the fourteenth day of June 1954, has ordered the undersigned, pursuant to section 54 of the Quebec Municipal Commission Act, (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovable property hereinunder described, for payment of taxes due to the School Commissioners for the Municipality of the Township of Taché, and the Municipal Corporation of the Township of Taché (Saint Nazaire) plus interest and costs, and that consequently, the said immovable property shall be sold by public auction in the public hall of the Township of Taché (Saint Nazaire), the THIRTEENTH day of JULY 1954, at THIRTIETH MINUTES past ELEVEN o'clock in the forenoon, Daylight Saving Time.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes scolaires échues le ou avant le 30 juin 1954 ainsi que les taxes municipales échues le ou avant le 31 décembre 1953 auront été payées avant le moment de la vente.

However, save and except the immovables on which school taxes are due on or before June 30, 1954, as well as municipal taxes due on or before December 31, 1953, shall have been paid before the time of the sale.

1. Charles-Edmond Gagné — Le lot 25, rang 5, sauf à distraire:

1. Charles Edmond Gagné — Lot 25, Range 5, save and except:

a) En faveur de Victor Tremblay, fils d'Arthur, ou représentants, un terrain de 160 pieds de largeur, soit de l'ouest à l'est, sur la profondeur qu'il y a à partir du trait carré du rang 4, au sud, à gagner la clôture du jardin qu'il y a au nord et borné, ledit terrain, comme suit: au sud, au trait-carré séparant les rangs 4 et 5; à l'ouest, à la partie contiguë du lot numéro 26 du même rang; au nord, au bout de la clôture du jardin qui s'y trouve; et à l'est, au résidu dudit lot, le tout avec bâtisses, circonstances et dépendances.

a) In favour of Victor Tremblay, son of Arthur, or representatives, a piece of land, 160 feet wide, that is from west to east, by the depth that exists as from the range-line of Range 4, to the south, as far as the garden fence to the north, and bounded as follows: southerly, by the range-line dividing Ranges 4 and 5; westerly, by that part adjoining lot number 26, same range; northerly, by the end of said garden fence; easterly, by the residue of said lot, all of which with buildings, circumstances and dependencies.

b) Un terrain vendu à Paul-Émile Boies, suivant acte déposé au Bureau d'Enregistrement de la division de Chicoutimi, sous le numéro 108,214.

b) A piece of land sold to Paul Émile Boies, according to deed deposited with Registry Office of the division of Chicoutimi, bearing number 108,214.

c) Un terrain vendu à Léger Bradet, suivant acte déposé au Bureau d'enregistrement de la

c) A piece of land sold to Léger Bradet, according to deed deposited with Registry Office of

division de Chicoutimi, le 12 août 1952, sous le numéro 109,500.

2. Lionel Collard — La demie-est du lot 34, rang 4, sauf à distraire une lisière d'un arpent de largeur, sur toute la profondeur du lot, à prendre à la limite est dudit lot numéro 34, tel que concédée à Rémi Larouche, en vertu d'un acte de vente enregistré au Bureau d'Enregistrement de la division de Chicoutimi, sous le numéro 88,634.

3. Louis-Jacques Martel — Le lot numéro 29, rang 5, sauf à distraire:

a) l'emplacement de Léo Néron ou représentants.

b) Le terrain vendu à Sa Majesté la Reine, aux droits de la province de Québec, par acte déposé au Bureau d'enregistrement de la division de Chicoutimi, le 14 avril 1953, sous le numéro 112,887.

c) Les droits de passage pour une ligne de transmission d'énergie électrique concédés à Saguenay Electric Company ou représentants, par acte enregistré au Bureau d'Enregistrement de la division de Chicoutimi le 14 novembre 1947, sous le numéro 88,984.

4. Paul Côté — Un terrain faisant partie du lot 28, rang 5, d'une superficie approximative de 100 pieds par 100 pieds, borné: au sud, au chemin public; à l'ouest, à l'emplacement de Charles-Henri Gauthier ou représentants; à l'est, à l'emplacement de Origène Bolduc ou représentants; au nord, au résidu dudit lot 28.

Lesdits lots ou parties de lots seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Les versements non cédus des taxes municipales ou scolaires consolidées, s'il en est, seront à la charge de l'acquéreur.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Nazaire, ce 15ième jour du mois de juin 1954.

Le Secrétaire-trésorier,  
37478-25-2-o J. A. TREMBLAY.

Province de Québec — District de Montréal

LA VILLE DE DORVAL

Avis public est par le présent donné par le soussigné Armand Deltorchio, secrétaire-trésorier de la Ville de Dorval, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique à la salle municipale No 40 Avenue Martin à Dorval, LUNDI, le 12e jour du mois de JUILLET 1954 à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée) pour satisfaire au paiement des taxes municipales, spéciales, scolaires et autres, avec intérêts, mentionnées dans l'état ci-dessous, ainsi que les frais subséquents encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

the division of Chicoutimi, August 12, 1952' bearing number 109,500.

2. Lionel Collard — The east half of lot 34, Range 4, save and except a strip of one arpent wide, by the depth or said lot, to be taken at the east boundary of said lot number 34, granted to Rémi Larouche, in accordance with a deed of sale registered at the Registry Office of the division of Chicoutimi, bearing number 88,634.

3. Louis-Jacques Martel — Lot number 29, Range 5, save and except:

a) an emplacement belonging to Léo Néron or representatives.

b) A piece of land sold to Her Majesty the Queen, in the rights of the Province of Quebec, by deed deposited at the Registry Office of the division of Chicoutimi, on April 14, 1953, bearing number 112,887.

c) Rights of way for an electric power transmission line granted to the Saguenay Electric Company or representatives, by deed registered at the Registry Office of the division of Chicoutimi, November 14, 1947, bearing number 88,984.

4. Paul Côté — A piece of land forming part of lot 28, Range 5, with an area of approximately 100 feet by 100, bounded: to the south, by the public highway; westerly, by the emplacement of Charles Henri Gauthier or representatives; easterly, by the emplacement of Origène Bolduc or representatives; northerly, by the residue of said lot 28.

The said lots and parts of lots shall be sold with buildings erected, thereon circumstances and dependencie, with all servitudes both active and passive and apparente and unaparente attaching to the said immoveables.

Outstanding consolidated municipal and school taxes, if any, shall be the responsibility of the buyer.

The adjudication price of each immoveable shall be paid immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint Nazaire, this fifteenth day of June 1954.

J. A. TREMBLAY,  
37478-25-2 Secretary-Treasurer.

Province of Quebec — District of Montreal

THE TOWN OF DORVAL

Public notice is hereby given by the undersigned Armand Deltorchio, Secretary-Treasurer of the Town of Dorval, that the properties hereinafter described will be sold by Public Auction at the Municipal Hall No. 40 Martin Avenue at Dorval, MONDAY, the TWELFTH day of the month of JULY, nineteen hundred and fifty-four (1954) at TEN o'clock in the forenoon (daylight saving time), for the payment of municipal, special, school and other taxes, with interest, as mentioned in the hereinunder statement, and costs which shall subsequently be incurred, unless said taxes, interests and costs shall be paid before the sale.

N° d'ordre Order No.	Nom Name	Cadastre Cadastral	Subdivision	Taxes totales et intérêts Total taxes plus interests
1	Booth, Charlotte	2	248	\$ 44.08
2	Hubbard, Mme L. E.	2	263	\$163.02
3	Marcel, Succ. Georges	2	269	\$115.15

N° d'ordre Order No.	Nom Name	Cadastre Cadastral	Subdivision	Taxes totales et intérêts Total taxes plus interests
4	Marcil, Succ. Georges	2	279	\$ 5.00
5	Foy, Thos. Edward	2	301	\$154.96
6	Embree, T. W.	3	229	\$205.18
7	Marcil, Succ. Georges	3	243	\$ 71.11
8	Gosling, Charles	3	339	\$139.33
9	Gosling, Charles	3	340	\$139.33
10	Webber, Chs. William	865	116	\$197.11
11	Provost, Athala	865	296	\$170.97
12	Doyle, T. H.	866	152	\$ 28.80
13	Crawford, Mme R. W.	16	P. N. 57	\$185.38

Etant une lisière de terrain de forme irrégulière ayant front sur la rue Claude, mesurant 43.75 pieds de front et 6.29 pieds en arrière par une profondeur de 135.5 pieds dans sa ligne nord, et bornée à l'est par la rue Claude, à l'ouest par le lot originaire N° 15, au nord par le lot de subdivision 58 du lot originaire N° 16 et au sud par le résidu du lot de subdivision 57 du lot originaire N° 16.

Being a piece of land of irregular form with the front on Claude Avenue, measuring 43.75 feet in the front and 6.29 feet in the back by a depth of 135.5 feet on the north line, and bounded to the East by Claude Avenue, to the West by the original lot No. 15, to the North by the subdivision lot No. 58 of original lot No. 16 and to the South by the residue of subdivision lot No. 57 of original lot No. 16.

14	G. B. L. Enterprises Ltd.	16	Pt. S. 129	\$ 20.72
----	---------------------------	----	------------	----------

Etant une lisière de terrain ayant front sur la rue Allard, mesurant 6 pieds de front par 132 pieds de profondeur, et bornée à l'est par la rue Allard, à l'ouest par une partie du lot de subdivision 99 du lot originaire N° 16, au sud par le lot de subdivision 128 du lot originaire N° 16, au nord par le résidu du lot de subdivision 129 du lot originaire N° 16.

Being a piece of land with the front on Allard Avenue, measuring 6 feet in the front by 132 feet depth, and bounded to the East by Allard Avenue, to the West by a part of subdivision lot No. 99 of original lot No. 16, to the South by the subdivision lot No. 128 of original lot No. 16, to the North by the residue of subdivision lot No. 129 of original lot No. 16.

15	C. B. L. Enterprises Ltd.	16	Pt. S. O. 257	\$ 25.76
----	---------------------------	----	---------------	----------

Etant une lisière de terrain ayant front à une rue desservant les rues Claude et Allard pour communiquer au Boulevard Métropolitain, étant d'une forme triangulaire rectangulaire mesurant 22.2 pieds de largeur à sa base, c'est-à-dire sur la ligne de division entre ce terrain et ladite rue, par une hauteur de 78.8 pieds, et bornée à l'ouest par ladite rue, au sud par une partie du lot de subdivision 256 du lot originaire N° 16, et au nord-est par le résidu du lot de subdivision 257 du lot originaire N° 16.

Being a piece of land fronting a street allowing Claude and Allard Avenues to reach the Metropolitan Boulevard, being a triangular rectangular form measuring 22.2 feet width at its base, being on the division line between this lot and the said street, by a height of 78.8 feet, and bounded to the West by the said street, to the South by a part of subdivision lot No. 256 of original lot No. 16, and to the North-East by the residue of subdivision lot No. 257 of original lot No. 16.

16	Lakeshore Homes Limited	16	Pt. S. O. 286	\$ 25.80
----	-------------------------	----	---------------	----------

Etant une lisière de terrain de forme triangulaire rectangulaire, mesurant 14 pieds à sa base le long de l'Avenue Allard, par une hauteur de 40.9 pieds et bornée à l'ouest par l'avenue Allard, au nord-est par le résidu du lot de subdivision 286 du lot originaire N° 16, au sud par une partie du lot de subdivision 285 du lot originaire N° 16.

Being a piece of land of triangular rectangular form, measuring 14 feet at his base along Allard Avenue, by a 40.9 feet height and bounded to the West by Allard Avenue, to the North-East by the residue of subdivision lot No. 286 of original lot No. 16, to the South by a part of subdivision lot No. 285 of original lot No. 16.

17	Marcil, Succ. Georges	865	Pt. N. 290	\$ 36.75
----	-----------------------	-----	------------	----------

Etant une lisière de terrain ayant front sur la rue Mimosa, mesurant 10 pieds de front par une profondeur de 131 pieds et bornée au nord par le lot de subdivision 289 du lot originaire N° 865, à l'est par la rue Mimosa, au sud par l'autre partie du lot de subdivision 290 du lot originaire N° 865, et à l'ouest par une partie du lot de subdivision 230 du lot originaire N° 865.

Being a piece of land with the front on Mimosa Avenue, measuring 10 feet in the front by a depth of 131 feet and bounded to the North by the subdivision lot No. 289 or original lot No. 865, to the East by Mimosa Avenue, to the South by the other part of subdivision lot No. 290 of original lot No. 865, and to the West by a part of subdivision lot No. 230 of original lot No. 865.

18	Patterson, Mme H. D.	875	Pt. 46	\$ 3.37
----	----------------------	-----	--------	---------

Etant une lisière de terrain ayant front sur la rue Ste-Marie et mesurant 20 pieds de front par 100 pieds de profondeur et bornée au nord par la rue Ste-Marie, à l'est par le lot originaire N° 876, au sud par une autre partie du lot de subdivision 46 du lot originaire N° 875, à l'ouest par le lot de subdivision 45 du lot originaire N° 875.

Being a piece of land with the front on St-Mary Avenue and measuring 20 feet in the front by 100 feet depth and bounded to the North by St-Mary Avenue, to the East by the original lot No. 876, to the South by another part of subdivision lot No. 46 of original lot No. 875, to the west by the subdivision lot No. 45 of original lot No. 875.

19	Malendain, Mme H.	875	Pt. 46	\$ 1.87
----	-------------------	-----	--------	---------

Etant une lisière de terrain ayant front sur la rue Dumouchel et mesurant 20 pieds de front par 100 pieds de profondeur et bornée au sud par la rue Dumouchel, à l'est par le lot originaire N° 876, au nord par une partie du lot de subdivision 46 du lot originaire N° 875, à l'ouest par le lot de subdivision 47 du lot originaire N° 875.

Being a piece of land fronting on Dumouchel Avenue and measuring 20 feet in the front by 100 feet depth and bounded to the South by Dumouchel Avenue, to the East by the original lot No. 876, to the North by a part of subdivision lot No. 46 of original lot No. 875, to the West by the subdivision lot No. 47 of original lot No. 875.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la Paroisse de Lachine et situés dans la Ville de Dorval.

The above immoveables are all on the plan and in the book of reference of the Parish of Lachine and situated in the Town of Dorval.

Donné en la Ville de Dorval, ce quatorzième jour du mois de juin, mil neuf cent cinquante-quatre (1954).

Given at Dorval, this fourteenth day of the month of June, nineteen hundred and fifty-four (1954).

VILLE DE DORVAL,  
Le Secrétaire-Trésorier,  
ARMAND DELTORCHIO.

TOWN OF DORVAL,  
ARMAND DELTORCHIO,  
Secretary-Treasurer.

## VENTES PAR SHÉRIFS

## SHERIFFS' SALES

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES ET HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## ABITIBI

Province de Québec — District d'Abitibi  
Cour Supérieure, { **HOWARD SMITH PA-**  
N° V-1854. { **PER MILLS LTD**, cor-  
poration légalement consti-  
tuée avec siège social à 407, rue McGill, Mont-  
réal, district de Montréal, saisissante vs **JOSEPH**  
**PLANTE**, contracteur de bois de Lac Blouin  
district d'Abitibi, saisi.

Province of Quebec — District of Abitibi  
Superior Court, { **HOWARD SMITH PA-**  
No. V-1854 { **PER MILLS LTD**, a  
corporation legally constitut-  
ed with head office at 407 McGill Street, Mont-  
real, district of Montreal, garnisher, vs **JOSEPH**  
**PLANTE**, lumber contractor, of Lake Blouin,  
district of Abitibi, garnishee.

## AVIS DE VENTE

Les droits acquis sur le lot 22 rang I du canton Senneville, district d'Abitibi, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Val Senneville le **JEUDI**, le 15 **JUILLET** 1954 à **DEUX** heures de l'après-midi, heure avancée.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, **FERDINAND GERVAIS**.  
Amos, 31 mai 1954. 37349-23-2-0

## NOTICE OF SALE

Rights acquired on lot 22, Range I of the Township of Senneville, district of Abitibi, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies:

To be sold at the parochial church door of Val Senneville, **THURSDAY**, **JULY FIFTEENTH** 1954, at **TWO** o'clock in the afternoon, Daylight Saving Time.

**FERDINAND GERVAIS**,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Amos, May 31, 1954. 37349-23-2

## ARTHABASKA

Canada — Province of Quebec  
District d'Arthabaska

Cour de Magistrat, { **MOISE GAUVIN**,  
comté de Drummond, { marchand, Saint-  
N° 10,066. { Eugène de Grantham,  
comté de Drummond,  
demandeur vs **ÉMILIE DESELLIERS**, des  
cité et district de Montréal, défendeur.

Une terre, avec bâtisses y érigées, située à Saint-Eugène de Grantham, comté de Drummond, connue et désignée comme étant le lot numéro mille cent cinquante-six (1156) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Grantham, comté de Drummond.

Pour être vendue à la porte de l'église catholique de Saint-Eugène de Grantham, comté de Drummond, le **VINGT-NEUVIÈME** jour de **JUILLET** 1954 à **DEUX** heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, **FÉLIX HOULE**.  
Arthabaska, ce 19 juin 1954. 37521-26-2-0

## ARTHABASKA

Canada — Province of Quebec  
District of Arthabaska

Magistrate's Court, { **MOISE GAUVIN**,  
county of Drummond, { merchant, St. Eu-  
No. 10,066. { gène de Grantham, coun-  
ty of Drummond, plain-  
tiff, vs **ÉMILIE DESELLIERS**, of the city and  
district of Montreal, Defendant.

A farm, with buildings erected thereon, situate at St. Eugène de Grantham, county of Drummond, known and designated as being lot number on thousand one hundred and fifty-six (1156) on the official plan and book of reference of the Township of Grantham, county of Drummond.

To be sold at the Catholic church door of St. Eugène de Grantham, county of Drummond, the **TWENTY-NINTH** day of **JULY** 1954, at **TWO** o'clock in the afternoon. (Daylight Saving Time).

**FÉLIX HOULE**,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, this June 19, 1954. 37521-26-2

## GASPÉ

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada — Province of Quebec

District de Gaspé, (Iles de la Madeleine)

Cour de Magistrat, { **EARL CLARKE**, domi-  
N° 319. { cilié à Grosse Ile, I.M.,  
demandeur; vs **CHESLEY**  
**LOHNES**, domicilié à Grosse Ile, I.M. défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une partie du lot de terre subdivision 449 du lot 28 contenant 5-0-0 acres de terre avec bâtisses dessus construites. lot 31, contenant 31-3-0 acres de terre.

Pour être vendus à mon bureau, à Havre-Aubert, I.M. le **VINGT-NEUVIÈME** jour de **JUILLET**, 1954 à **ONZE** heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,  
Bureau du Shérif, **NAPOLÉON BRIAND**.  
Havre-Aubert, Iles de la Madeleine, 37520-26-2-0

## GASPÉ

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada — Province of Quebec

District of Gaspé, (Magdalen Islands)

Magistrate's Court, { **EARL CLARKE**, domi-  
No. 319. { ciled of the municip-  
ality Grosse Isle, M.I.  
plaintiff; vs **CHESLEY LOHNES**, domiciled  
at Grosse Isle, M.I. defendant.

As belonging to the defendant:

One part of lot of land subdivision 449 of lot 28 containing 5-0-0 acres of land, with buildings erected thereon, lot 31, containing 31-3-0 acres of land.

To be sold at my office, at Amherst, M.I. the **TWENTY-NINTH** day of **JULY**, 1954 at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

**NAPOLÉON BRIAND**,  
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Amherst, M.I. 37520-26-2-0

**HULL**

District de Hull

Cour Supérieure, { JEAN BAPTISTE NOR-  
N° 2775. { MANDIN, de St. Pierre  
de Wakefield, P.Q., cultiva-

teur, demandeur, vs ÉVANGÉLISTE LACHAINE, de St. Pierre de Wakefield, P.Q., défendeur.

"Un morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wakefield, dans le septième rang, comme étant une partie du lot numéro trente (ptie 30) située à gauche du chemin St. Pierre de Wakefield-Poltimore, et compris entre le grand chemin actuel St. Pierre de Wakefield et l'ancien chemin, entre la propriété de Lorenzo Lachaine, lot 30, dans le 6ième rang, canton de Wakefield et le chemin St. Germain; ledit morceau de terre borné comme suit: au nord, par le chemin St. Germain; à l'est par le chemin St. Pierre de Wakefield-Poltimore; au sud par partie du lot 30, 6ième rang, canton Wakefield, propriété de Lorenzo Lachaine ou représentants, et à l'ouest par l'ancien vieux chemin, le tout tel que présentement clôturé, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St. Pierre de Wakefield, district de Hull, le 8ième jour de JUILLET, 1954, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
ce 31 mai, 1954. R. ST. PIERRE.  
37350-23-2-0

**HULL**

District of Hull

Superior Court, { JEAN BAPTISTE NOR-  
No. 2775. { MANDIN, of St. Pierre  
de Wakefield, P.Q., farmer,

plaintiff, vs ÉVANGÉLISTE LACHAINE, of St. Pierre de Wakefield, P.Q., defendant.

"A piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the Township of Wakefield, in Range seven, as being part of lot number thirty (P. 30) situate to the left of St. Pierre de Wakefield-Poltimore Road, and included between the actual high road of St. Pierre de Wakefield and the former road, between the property of Lorenzo Lachaine, Lot 30, Range VI. Township of Wakefield and the St. Germain road; the said piece of land is bounded as follows: to the north, by the St. Germain road; to the east by road St. Pierre de Wakefield-Poltimore; south by part of lot 30, Range VI, Township of Wakefield, the property of Lorenzo Lachaine or representatives, and to the west by the old former road, all of which as it is presently fenced-in, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies".

To be sold at the parochial church door of St. Pierre de Wakefield, District of Hull, the EIGHTH day of JULY, 1954, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, R. ST. PIERRE,  
May 31, 1954. Sheriff.  
37350-23-2

**MONTRÉAL**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure, District d'Arthabaska

Montréal, à savoir: { SA MAJESTÉ LA REI-  
N° 9015 { NE, demanderesse, vs  
FRANK PERREAULT et

ROLAND BOILEAU, défendeurs.

Comme appartenant à Roland Boileau, l'un des défendeurs.

Un lot de terre, ayant front sur la rue St-Dominique à Montréal, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf (P. N° 299) aux plan et livre de renvoi officielle du quartier St-Louis, dans ladite Cité de Montréal, mesurant vingt-deux pieds de front par cinquante-sept pieds de profondeur, plus ou moins, borné en front par la rue St-Dominique, en arrière par une partie du lot N° 299 appartenant à Dame Elisa Gareau ou représentants au nord-ouest par partie du lot N° 297 et au sud-est par une partie du lot N° 299 appartenant à Arthur Leblanc ou représentants. Avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUF JUILLET 1954, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
Montréal, 25 mai 1954. CAISSE & HURTEAU  
37346-23-2-0

*Fieri Facias de Terris*

C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: { ALEXANDER UNS-  
N° 345292 { DORFER, deman-  
deur vs LUCIEN GUIL-

BAUT, défendeur.

Ce certain emplacement ayant front sur la rue Jeanne Mance en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest de la re-subdivision numéro trente de la subdivision numéro treize du lot originaire numéro

**MONTRÉAL**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court, District of Arthabaska

Montreal, to wit: { HER MAJESTY THE  
No. 9015 { QUEEN, plaintiff, vs  
FRANK PERREAULT and

ROLAND BOILEAU, defendants.

As belonging to Roland Boileau, one of the defendants:

A lot of land, having frontage on St. Dominique Street in Montreal, known and designated as being part of lot number two hundred and ninety-nine (P. No. 299) on the official plan and book of reference of St. Louis Ward, in the said City of Montreal, measuring twenty-two feet in front by fifty-seven feet in depth, more or less, bounded to the front by St. Dominique Street, in the rear by part of lot No. 299 belonging to Dame Elisa Gareau, or representatives, to the north-west by part of lot No. 297 and to the south-east by part of lot No. 299 belonging to Arthur Leblanc, or representatives. With buildings erected thereon.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, the NINTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, CAISSE & HURTEAU,  
Montreal, May 25, 1954. Sheriff.  
37346-23-2

*Fieri Facias de Terris*

S.C. District of Montreal

Montreal, to wit: { ALEXANDER UNSDOR-  
No. 345292. { FER, plaintiff, vs LU-  
CIEN GUILBAULT, defen-

dant.

That certain emplacement fronting on Jeanne Mance Street in the City of Montreal, known and designated as the north-west part of resubdivision number thirty of subdivision number thirteen of original lot number twelve (12-13

douze (12-13 P.N.O. 30) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte St. Louis, ledit emplacement mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: en front par ladite rue Jeanne Mance, en arrière au sud-ouest par une ruelle, d'un côté au nord-ouest par la re-subdivision numéro vingt-neuf de ladite subdivision 12-13 et de l'autre côté au sud-est par le résidu de ladite re-subdivision numéro trente.

Avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 5392 rue Jeanne Mance, le mur sud-est d'icelle est mitoyen à la moitié de sa hauteur avec les lieux adjacents.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.  
Montréal, 25 mai 1954. 37347-23-2

N.W.P. 30) of the official plan and book of reference of the incorporated Village of Côte St. Louis said emplacement measuring twenty-five feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, and bounded as follows: in front by said Jeanne Mance Street, in rear to the southwest by a lane, on one side to the north-west by resubdivision number twenty-nine of the said subdivision 12-13, and on the other side to the south east by the remainder of said resubdivision number thirty:

With building thereon erected bearing civic number 5392 Jeanne Mance Street, the south-easterly wall whereof is mitoyen for half its height with the adjoining premises.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, May 25th 1954. 37347-23-2-o

*Fieri Facias de Terris*

Cour de Magistrat, District de Montréal

Montréal à savoir { LA CITÉ DE LACHINE,  
N° 198632 { L demanderesse, vs GEOR-  
GES PAULINCO alias GEOR-  
ORGES PAULENCO, alias GEORGES PAU-  
LENKO, défendeur.

Un certain emplacement ayant front sur la 7ème Avenue, en la Cité de Lachine, district de Montréal composé: a) de la subdivision N° 1049 du lot originaire N° 753 (753-1049) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, mesurant vingt pieds de largeur par soixante et quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

b) De la partie sud de la subdivision N° 1050 du lot originaire N° 753 (753-Ptie S. 1050), mesurant dix-huit pieds et six pouces de largeur par soixante et quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, bornée en front vers l'ouest par la dite 7ème Avenue; en arrière vers l'est par une ruelle connue et désignée comme étant la subdivision 1061 du lot originaire N° 753; et de l'autre côté au sud, par ladite subdivision N° 1049 et de l'autre côté vers le sud par le résidu de ladite subdivision N° 1050;

Le tout sujet à la servitude de droit de vue qui est présentement établie sur ledit emplacement en faveur du résidu de ladite subdivision N° 1050 et de la subdivision 1051 (753-Ptie 1050 & 1051) et en faveur des bâtisses y érigées appartenant à Henri Masson Loranger ou ayant droits permettant audit Henri Masson Loranger ou ayant droits de garder pour toujours durant le temps durant lequel ils existeront tous fenêtres, portes ouvertures et autres projections quelconques, situées sur ladite propriété à une distance ou à des distances de la ligne de division lesquelles distances sont moindres que celle requises par la loi; tel que le tout se trouve actuellement avec tout ses droits circonstances, dépendances sans aucune exception ni réserve, y compris toutes les bâtisses dessus érigées et portant les nos. civiques 920, 922, 924, 926 et 928 de la 7ème Avenue en la Cité de Lachine, district de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.  
Montréal, 25 mai 1954. 37344-23-2-o

*Fieri Facias de Terris*

Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { THE CITY OF LACHINE,  
No. 198632 { T plaintiff, vs GEORGES  
PAULINCO, alias GEOR-  
ORGES PAULENCO, alias GEORGES PAULEN-  
KO, defendant.

A certain emplacement with frontage on 7th Avenue, in the City of Lachine, district of Montreal, including: a) of subdivision No. 1049 of original lot No. 753 (753-1049) on the official plan and book of reference of the Town of Lachine, measuring twenty feet in width and seventy-five feet in depth, English measure, and more or less.

b) Part south of subdivision No. 1050 of original lot No. 753 (753-P.S. 1050), measuring eighteen feet and six inches in width by seventy-five feet in depth, English measure and more or less, bounded in front, westerly by said 7th Avenue; in the rear, easterly by a lane known and designated as being subdivision 1061 of original lot No. 753; and on the other side, to the south, by said subdivision No. 1049, and on the other side, southwards, by the residue of said subdivision No. 1050;

All of which is subject to the servitude of right of view which is presently established on said emplacement in favour of the residue of said subdivision No. 1050, and subdivision 1051 (753-P. 1050 & 1051) in favour of the buildings erected thereon belonging to Henri Masson Loranger, or ayant droits, permitting said Henri Masson Loranger, or ayant droits, to keep forever during the length of time that they shall exist, all windows, doors, openings and other projections whatsoever, situate on said property at a distance or distances from the dividing line, which distances are shorter than those required by law; such as the whole stands presently, with all rights, circumstances, dependencies, without exception nor reservation, including all buildings erected thereon and bearing civic numbers 920, 922, 924, 926 and 928 on 7th Avenue, in the City of Lachine, district of Montreal.

To be sold at my office, in the City of Montreal, the NINTH day of JULY next, at TEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, May 25, 1954. 37344-23-2

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Province de Québec, District de Rimouski

Cour Supérieure, { **ANDRÉ ALBERT DES-JARDINS**, camionneur de Ste-Félicité, demandeur principal et défendeur — reconventionnel vs. **HERMEL SIMARD**, cultivateur de la paroisse de St-Adelme, défendeur principal et demandeur — reconventionnel.

Une terre situé dans la paroisse de St-Adelme, désignée sous les Nos quatre-vingt-six (86) et trois cent quarante neuf (349) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Félicité rangs 3 et 4, canton St-Denis, mesurant 103 acres en superficie, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

D'une autre terre situé sur le quatrième rang (4) de la seigneurie de Matane dans la paroisse de St-Luc, désignée sous les numéros cinq cent quatre vingt huit (588), cinq cent quatre vingt neuf (589), cinq cent quatre vingt dix (590) et cinq cent quatre vingt onze (591), cinq cent quatre vingt douze (592) et cinq cent quatre vingt treize (593) du cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme de Matane, mesurant 6 arpents de front sur 20 arpents de profondeur, avec bâtisses dessus construites appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St. Adelme, le DIX JUILLET 1954 à DIX heures de l'avant-midi.

37372-23-2 Le Shérif, CHARLES GARON.

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Province of Quebec — District of Rimouski

Superior Court, { **ANDRÉ ALBERT DES-JARDINS**, trucker of St. Félicité, said district, principal plaintiff and defendant in counter-claim, vs **HERMEL SIMARD**, farmer of the parish of St. Adelme, same district, defendant and plaintiff in counter-claim.

A piece of land situate in the parish of St. Adelme, designated under Nos. eighty-six (86) and three hundred and forty-nine (349) of the official cadastre of the parish of St. Félicité, Ranges 3 and 4, Township of St. Denis, measuring 103 acres in area, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.

Another piece of land situate in Range four (4) of the Seigneurie de Matane, in the parish of St. Luc, designated under numbers five hundred and eighty-eight (588), five hundred and eighty-nine (589), five hundred and ninety (590) and five hundred and ninety-one (591), five hundred and ninety-two (592) and five hundred and ninety-three (593) of the official cadastre of the parish of St. Jérôme de Matane, measuring 6 arpents in front and 20 arpents in depth, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of St. Adelme, the TENTH day of JULY 1954, at TEN o'clock in the forenoon.

37372-23-2 CHARLES GARON, Sheriff.

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Province de Québec — District de Rimouski

Cour de Magistrat, { **LIONEL GENDRON** demandeur; vs **HECTOR FOURNIER**, de St-Édouard des Méchins, District de Rimouski, défendeur.

Un terrain situé sur le premier rang du canton Dalibaire dans la paroisse de St-Édouard des Méchins, mesurant cinquante-deux pieds (52') de front par quatre-vingt-quatorze (94') de profondeur mesure anglaise, borné au nord à la route nationale et des autres côtés au reste de la propriété du vendeur avec maison dessus construites, appartenances et dépendances, faisant partie du N° dix-sept-C (17-C) du cadastre officiel du canton Dalibaire, premier rang. Cette emplacement est situé à environ deux cents pieds (200') de la ligne Est du lot N° dix-sept-C (17-C).

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Édouard des Méchins le SIX JUILLET 1954, à DEUX heures de l'après-midi.

37373-23-2 Le Shérif, CHARLES GARON.

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Province of Quebec — District of Rimouski

Magistrate's Court, { **LIONEL GENDRON**, Plaintiff, vs **HECTOR FOURNIER**, of St. Édouard des Méchins, District of Rimouski, defendant.

A piece of land situate in Range one of the Township of Dalibaire in the parish of St. Édouard des Méchins, measuring fifty-two feet (52') in front and ninety-four (94') in depth, English measure, bounded to the north by the national highway and on the other sides by the residue of the vendor's property with house erected thereon, appurtenances and dependencies, forming part of No. seventeen-C (17-C) of the official cadastre of the Township of Dalibaire, Range one. This emplacement is situate at about two hundred feet (200') from the east line of lot No. seventeen-C (17-C).

To be sold at the church door of St. Édouard des Méchins, the SIXTH day of JULY 1954, at TWO o'clock in the afternoon.

37373-23-2 CHARLES GARON, Sheriff.

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure, { **LA COMPAGNIE DE BOIS DE LUCEVILLE** LTÉE, corporation légalement incorporée, ayant sa principale place d'affaires à Luceville, district de Rimouski, demanderesse; vs **EDMOND LAPIERRE**, de Chutes aux Outardes, comté de Saguenay, défendeur.

Un terrain mesurant 100 pieds au nord par 100 pieds au sud, par 50 pieds à l'est et 50 pieds à l'ouest, borné au nord par le N° 2-47, au sud par le N° 2-49, à l'est par le N° 2-93, et à l'ouest par le N° 2-70 rue, étant le lot N° 2-83 au cadastre

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court, { **LA COMPAGNIE DE BOIS DE LUCEVILLE** LTÉE, a corporation legally constituted, having its principal place of business at Luceville, district of Rimouski, plaintiff; vs **EDMOND LAPIERRE**, of Chutes aux Outardes, county of Saguenay, defendant.

A piece of land measuring 100 feet northerly by 100 feet southerly, by 50 feet to the east and 50 feet to the west, bounded northwards by No. 2-47, southwards by No. 2-49, eastwards by No. 2-93 and westwards by No. 2-70 Street, being lot No. 2-83 of the official cadastre for the

officiel pour le canton Ragueneau, rang 1, dans la municipalité de Chutes aux Outardes, avec bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Chutes aux Outardes, le VINGT-SEPT JUILLET 1954, à ONZE heures de l'avant-midi.

37516-26-2-o

Le Shérif,  
CHARLES GARON.

### ST-FRANÇOIS

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District de St-François — Sherbrooke

Cour Supérieure, { LA BANQUE ROYALE  
N° 11307. { DU CANADA, banque

à charte dûment incorporée, ayant ses bureaux-chefs en les cité et district de Montréal, ayant une place d'affaire dans la ville de Coaticook, dans le district de St-François, demanderesse, vs J. ALBERT DUPUIS, autrefois du canton de Hereford, dans le district de St-François, et Ernest Allaire de Magog, dans ledit district de St-François, faisant ou ayant fait affaire en société comme camionneurs sous les noms et raison sociale de "All Dupuis Transport Reg'd", défendeurs.

Comme appartenant au défendeur J.-Albert Dupuis:

"a) Les bâtiments actuellement érigées et les droits de superficie du défendeur J.-Albert Dupuis dans la propriété suivante: cette partie du lot 5-E dans le rang 1 du canton de Hereford, sur le côté ouest du chemin public, sur laquelle sont situées les bâtiments construits par John Rowell en 1939 avec le consentement de son père; et aussi tous les droits de passage quelconque que ledit Rowell avait pour atteindre les bâtiments et en prendre soin.

"b) Un certain morceau de terre à prendre et à détacher du lot cinq-B rang un du Canton d'Hereford et décrit comme suit: commençant à un point sur la ligne de division des lots cinq-B et cinq-E à deux cent pieds à l'ouest d'un chemin public, puis de là vers le sud une distance de 450 pieds à un point lequel point se trouve également à deux cent pieds à l'ouest du chemin public, puis de là vers l'est à angle droit jusqu'à la rivière appelée Holm Stream, de là vers le nord en suivant le contour de ladite rivière jusqu'à la ligne de séparation des lots 5-B et 5-E et, enfin, de là vers l'ouest jusqu'au point de départ, le tout borné comme suit: au nord par la ligne de division des lots 5-B et 5-E, à l'ouest et au sud par partie du lot 5-B et à l'est par la rivière, ledit morceau de terre étant cependant séparé par le chemin public, la partie à l'ouest du chemin public se trouve à avoir 450 pieds de front par deux cents pieds de profondeur et la partie à l'est du chemin public et s'étendant jusqu'à la rivière par ladite largeur en front avec le chemin public 450 pieds; excepté cette partie d'icelle autrefois servant de chemin de fer."

Pour être vendus "en bloc" au bureau d'Enregistrement, ville de Coaticook, MERCREDI, 7 JUILLET 1954, à ONZE heures a.m. (heure avancée).

Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE.  
Sherbrooke, district de St-François,  
Ce 28 mai 1954. 37348-23-2-o  
[Première insertion, le 5 juin 1954]

township of Ragueneau, range I, in the municipality of Chutes aux Outardes, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Chutes aux Outardes, the TWENTY-SEVENTH day of JULY 1954, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

37516-26-2

CHARLES GARON,  
Sheriff.

### ST. FRANCIS

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District of St-François — Sherbrooke

Superior Court, { THE ROYAL BANK OF  
No. 11307. { CANADA, charter bank

duly incorporated, having its head offices in the city and district of Montreal, having a place of business in the town of Coaticook, in the district of St-François, Plaintiff vs J. ALBERT DUPUIS, formerly of the township of Hereford, in the district of St-François, and Ernest Allaire, of Magog, in the said district of St-François, doing or having done business in partnership as truckers under the name and style of "All Dupuis Transport Reg'd", defendants.

As belonging to the defendant, J.-Albert Dupuis:

"a) The buildings actually erected on and the surface rights (droits de superficie) of defendant J. Albert Dupuis, in the following property: that part of lot 5-E range 1 of the township of Hereford on the west side of the public road, on which are situated the buildings built by John Rowell in 1939 with his father's consent, and also any rights of way whatsoever that the said Rowell had to reach the buildings and take care of same;

"b) A certain piece of land to take and to detach from lot five-B range one upon the official cadastral plan and book of reference for the township of Hereford and described as follows: commencing at a point on the division line of lots five-B and five E at two hundred feet to the West of a public road, thence Southerly a distance of 450 feet to a point which point is equally at two hundred feet to the West of the public road, thence Easterly at right angle as far as the river called Holm Stream, thence Northerly following the contour of the said river as far as the line of separation of lots 5-B and 5-E, and, finally, thence Westerly to the starting point. The whole bounded as follows: to the North by the division line of lots 5-B and 5-E, to the West and to the South by part of lot 5-B and to the East by the river, the said piece of land being however separated by the public road, the part to the West of the public road having 450 feet in front by two hundred feet in depth and the part to the East of the public road and extending as far as the river by the said width in front with the public road 450 feet; except that part thereof which was formerly used as a railway."

To be sold "en bloc" at the Registry Office, in the town of Coaticook WEDNESDAY, the 7th of JULY 1954, at ELEVEN o'clock in the forenoon. (Daylight saving time).

JOS. LABRECQUE,  
Sheriff's Office, Sherbrooke District of St-François,  
This 28th of May 1954. 37348-23-2-o  
[First insertion the 5th of June 1954]

**TROIS-RIVIÈRES**

Canada — Province de Québec  
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, { DAME ALBERT JACOB, No. 12759. { veuve d'Albert Jacob, de St-Réal du Lac aux Sables, district de Québec, demanderesse; vs LUDGER BERGERON, notaire public, du village de Champlain, district de Trois-Rivières.

"1° Une terre à bois située dans la 2ième rang de la paroisse de la Visitation de Champlain et étant le lot connu et désigné sous le numéro quatre cent vingt-cinq (425) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de la Visitation de Champlain, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un lopin de terre à bois situé dans le 2ième rang de la paroisse de la Visitation de Champlain faisant parti du lot numéro quatre cent vingt-quatre (424) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de la Visitation de Champlain, mesurant un arpent, deux perches et neuf pieds de largeur, sur la profondeur qu'il y a du chemin de front du 2e rang, vers le sud-est, jusqu'au sommet de la côte nord-ouest de la rivière Pépin, joignant d'un côté, vers le sud-ouest, le lot N° 423 et de l'autre côté, vers le nord-est le lot N° 425.

3° Un autre lopin de terre à bois situé dans le 2ième rang de la paroisse de la Visitation de Champlain faisant partie du lot numéro quatre cent vingt-six (426) du cadastre officiel du comté de Champlain pour la paroisse de la Visitation de Champlain, prenant son front vers le sud-est à la rivière Pépin, se terminant en profondeur vers le nord-ouest, au sommet de la côte de la rivière Pépin, joignant d'un côté vers le sud-ouest le lot N° 424 et de l'autre côté vers le nord-est au lot N° 427.

4° Une ferme à tabac comprenant:

a) Quatre lots de terre dans le 2ième rang de la paroisse de la Visitation de Champlain et étant les lots numéros deux cent quatre-vingt-cinq (285) trois cent cinquante-quatre (354), trois cent cinquante-cinq (355) et trois cent cinquante-six (356) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de la Visitation de Champlain, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

b) Un lopin de terre situé dans le 2ième rang de la paroisse de la Visitation de Champlain et faisant partie des lots numéros trois cent cinquante-sept (357) et trois cent cinquante-huit (358), du cadastre officiel du comté de Champlain pour la paroisse de la Visitation de Champlain, sur toute la largeur desdits lots et sur la profondeur qu'il y a du cordon des terres du premier en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne du chemin de fer Canadian Pacific;

c) Un lopin de terre situé dans le 2ième rang de la paroisse de la Visitation de Champlain et faisant partie du lot numéro trois cent cinquante-trois (353) du cadastre officiel du comté de Champlain pour la paroisse de la Visitation de Champlain mesurant un arpent et demi de largeur sur la profondeur qu'il y a entre le cordon des terres du premier rang et la ligne du chemin de terre Canadian Pacific, joignant d'un côté, vers le nord-est, le lot N° 354, et de l'autre côté, vers le sud-ouest, le résidu dudit lot N° 353, qui apparaît appartenir à Georges Urdanoff;

d) Tout le roulant de la ferme consistant en machinerie, ustensiles, système d'irrigation etc., servant à l'exploitation de la ferme et dont la liste a été annexée au présent procès-verbal."

**TROIS-RIVIÈRES**

Canada — Province of Quebec  
District of Trois-Rivières

Superior Court, { DAME ALBERT JACOB, No. 12759. { widow of Albert Jacob, of St. Réal du Lac aux Sables, District of Quebec, Plaintiff, vs LUDGER BERGERON, notary public, of the village of Champlain, District of Trois-Rivières.

"1. A farm including woodland, situate in Range two of the Parish of La Visitation de Champlain being a lot known and designated under number four hundred and twenty-five (425) of the official cadastre of the County of Champlain, for the Parish of La Visitation de Champlain, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

2. A lot of woodland situate in Range two of the Parish of La Visitation de Champlain forming part of lot number four hundred and twenty-four of the official cadastre of the County of Champlain, for the Parish of La Visitation de Champlain, measuring one arpent, two rods and nine feet in width, by the depth which exists between the front road of Range two, southeastwards, as far as the top of the hill, northwest of the Pépin River, bordering on one side, southwestwards, lot No. 423 and on the other side, northeastwards, lot No. 425.

3. Another lot of woodland situate in Range two of the Parish of Visitation de Champlain forming part of lot number four hundred and twenty-six (426) of the official cadastre of the County of Champlain for the Parish of La Visitation de Champlain, with frontage starting, southeastwards, at Pépin River, ending, in depth, northwestwards, at the top of the hill of the Pépin River, adjoining lot No. 424 on one side, to the southwest, and lot No. 427 on the other side to the northeast.

4. A tobacco farm including:

a) Four lots of land in Range 2 of the Parish of La Visitation de Champlain, being lots number two hundred and eighty-five (285) three hundred and fifty-four (354), three hundred and fifty-five (355) and three hundred and fifty-six (356) of the official cadastre of the County of Champlain, for the Parish of La Visitation de Champlain, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies;

b) A lot of land situate in Range 2 of the Parish of La Visitation de Champlain and forming part of lots number three hundred and fifty-seven (357) and three hundred and fifty-eight (358), of the official cadastre of the County of Champlain for the Parish of La Visitation de Champlain, throughout the length of said lots and the depth that exists between the front line of Range one, in a northwesterly direction, as far as the Canadian Pacific Railroad line;

c) A lot of land situate in Range 2 of the Parish of La Visitation de Champlain and forming part of lot number three hundred and fifty-three (353) of the official cadastre of the County of Champlain for the Parish of La Visitation de Champlain measuring one arpent and a half in width by the depth which exists between the front line of Range one and the Canadian Pacific Railroad line, adjoining on one side, northeastwards, lot No. 354, and on the other, southwestwards, the residue of said lot No. 353, which appears to belong to Georges Urdanoff;

d) The farm's complete rolling-stock, consisting of machinery, utensils, irrigation system etc., used in developing the farm, the list of which has been annexed hereto."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la Visitation de Champlain, comté de Champlain, MARDI, le SIXIÈME jour de JUILLET 1954, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN.  
Trois-Rivières, le 1er juin 1954. 37363-23-2-0

To be sold at the parochial church door of La Visitation de Champlain, County of Champlain, TUESDAY, the SIXTH day of JULY 1954, at TWO o'clock in the afternoon.

MERCIER & PELLERIN,  
Sheriff's Office,  
Trois-Rivières, June 1st, 1954. 37363-23-2

## Index de la Gazette officielle de Québec, N° 26

### ARRÊTÉS EN CONSEIL:

601-F — Employés de garage dans l'île de Montréal.....	2012
628-A — Commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction, cités de Québec, etc....	2013
628-B — Industrie et métiers de la construction, comtés de Hull, etc....	2014
628-C — Industrie de la confection pour dames dans la Province.....	2017
628-D — Doubleurs du port de Montréal (Navigation océanique).....	2019
628-E — Vérificateurs et tonneliers du port de Montréal (Navigation océanique).....	2017
628-F — Débardeurs du port de Montréal (Navigation (océanique).....	2020

### AVIS AUX INTÉRESSÉS:

### RÉCEPTION DES ANNONCES:

### AVIS DIVERS:

Braeside Club Corporation (Règlements).....	2025
Edward H. Hart Ltd. (Dist. de l'actif).....	2024
Lennoxville Curling Club, Inc. (Règlements).....	2025
Le Service de Construction du Lac St-Jean Inc. (Fondation).....	2023
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Alfred (Formation).....	2022
Sclara Holdings Inc. (Directeurs).....	2022
Standard Motors (Quebec) Limited (Directeurs).....	2023
St-Urbain, paroisse de (Rachat d'obligations).....	2023
Syndicat National des Travailleurs de l'Industrie de l'Électronique et des Opérateurs de machines de Montréal — National Syndicate of Electronic Workers and Machine Operators of Montreal (Formation).....	2024
Viau Investments Limited (Dist. de l'actif).....	2023
The Hydro-Electric Power Commission of Ontario (Barrage).....	2024

### CHARTES — ABANDON DE:

Édouard Lévesque Ltée.....	2026
Karrys Recreation Academy Ltd.....	2025
Winthrop-Stearns Inc.....	2025

### DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

### INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Aylmer.....	2027
Barnston.....	2027

### ORDERS IN COUNCIL:

601-F — Garage employees in the Island of Montreal.....	2012
628-A — Hardware, paint and building materials trade, cities of Quebec, etc.	2013
628-B — Construction industry and trades, counties of Hull, etc.	2014
628-C — Ladies cloak and suit industry in the Province.....	2017
628-D — Shipliners of the Harbour of Montreal (Ocean navigation).....	2019
628-E — Checkers and coopers of the Harbour of Montreal (Ocean navigation).....	2017
628-F — Longshoremen of the Harbour of Montreal (Ocean navigation).....	2020

### 1993 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

### 1993 RECEIPT OF ADVERTISING COPIES:

### MISCELLANEOUS NOTICES:

Braeside Club Corporation (By-Laws).....	2025
Edward H. Hart Ltd. (Dist. of the assets).....	2024
Lennoxville Curling Club, Inc. (By-Laws).....	2025
Le Service de Construction du Lac St-Jean Inc. (Foundation).....	2023
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Alfred (Formation).....	2022
Sclara Holdings Inc. (Directors).....	2022
Standard Motors (Quebec) Limited (Directors).....	2023
St-Urbain, parish of (Redemption of bonds).....	2023
Syndicat National des Travailleurs de l'Industrie de l'Électronique et des Opérateurs de machines de Montréal — National Syndicate of Electronic Workers and Machine Operators of Montreal (Formation).....	2024
Viau Investments Limited (Dist. of the assets).....	2023
The Hydro-Electric Power Commission of Ontario (Dam).....	2024

### CHARTERS — SURRENDER OF:

Édouard Lévesque Ltée.....	2026
Karrys Recreation Academy Ltd.....	2025
Winthrop-Stearns Inc.....	2025

### DEPARTMENTAL NOTICES:

### EDUCATION:

School Municipality of:

Aylmer.....	2027
Barnston.....	2027

Beauport.....	2027
Bouchette.....	2027
Bouchette.....	2027
Havre-Aubert.....	2028
St-Bruno.....	2026
St-Georges-Ouest.....	2027
Ste-Catherine.....	2027
St-Louis-de-Richelieu.....	2026

Beauport.....	2027
Bouchette.....	2027
Bouchette.....	2027
Havre-Aubert.....	2028
St-Bruno.....	2026
St-Georges-West.....	2027
Ste-Catherine.....	2027
St-Louis-de-Richelieu.....	2026

TERRES ET FORETS:  
*Service du Cadastre:*

Laprairie de la Magdeleine, paroisse de.....	2028
--	------

LANDS AND FOREST:  
*Cadastral Branch:*

Laprairie de la Magdeleine, parish of.....	2028
--	------

TRAVAIL:  
*Industrie ou métiers de:*

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières (Avis).....	2036
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières (Prélèvement).....	2038
Confection pour dames dans la Province (Prélèvement).....	2028
Construction de Montréal (Modification).....	2036
Construction de Montréal (Prélèvement).....	2031
Débardeurs, navigation océanique, du port de Québec (Modification).....	2035
Établissements commerciaux de Roberval (Modification).....	2037
Meuble de Québec (Prélèvement).....	2030
Vérificateurs du port de Québec (Modification).....	2037
Vêtements d'hommes et de garçons dans la Province (Prélèvement).....	2033

LABOUR:  
*Industry or Trades of:*

Barbers and hairdressers of Trois-Rivières (Notice).....	2036
Barbers and hairdressers of Trois-Rivières (Levy).....	2038
Ladies' cloak and suit in the Province (Levy).....	2028
Construction of Montreal (Amendment).....	2036
Construction of Montreal (Levy).....	2031
Longshoremen, ocean navigation, Harbour of Quebec (Amendment).....	2035
Commercial establishments of Roberval (Amendment).....	2037
Furniture of Quebec (Levy).....	2030
Checkers of the Harbour of Quebec (Amendment).....	2037
Men's and boy's clothing in the Province (Levy).....	2033

EXAMENS DU BARREAU:

Trois-Rivières: étude du droit.....	2040
-------------------------------------	------

BAR EXAMINATIONS:

Trois-Rivières: study of law.....	2040
-----------------------------------	------

LETTRES PATENTES:

Aimé Poirier Automobiles Limitée.....	1994
Bearing & Machinery Supplies Ltd.....	1995
Beauceville Transport Ltée.....	1995
Beta Investment Corp.....	1995
Boulangerie Rosemont Limitée.....	1996
Capezio Limited.....	1996
Comité Sportif de Granby Inc.....	1996
Construction Debaumac Ltée — Debaumac Construction Ltd.....	1997
Coutu Transport Express Limitée.....	1997
Delta Electrical Supply Ltd.....	1997
Derby Development Corporation.....	1998
Desrochers & Lamothe Inc.....	1998
Desser E. E. Ltd.....	1998
Dolbeau Golf Club Inc.— Club de Golf de Dolbeau Inc.....	1999
Dumas Automobiles Incorporée.....	1999
Ellar Investments Corp.....	1999
Émile Boivin & Fils Ltée.....	2000
Ferroni Inc.....	2000
General Platers Ltd.....	2000
Giusti Mario Inc.....	2001
Guy B. Cossette Ltée.....	2001
J. Broderick Service Inc.....	2001
J. C. Boulet, Inc.....	2002
La Garde Paroissiale de St-Alexis de Grande-Baie, Inc.....	2002
Les Immeubles Scientific Realities Co. Ltd.....	2002
Marierville Leather Goods Ltd.....	2003
Modern Binding Limited.....	2003
Mr. Man Inc.....	2003
M. Steinman & Sons Ltd.....	2004
Nazduke Co. Ltd.....	2004
Neo Investment Corp.....	2004

LETTERS PATENT:

Aimé Poirier Automobiles Limitée.....	1994
Bearing & Machinery Supplies Ltd.....	1995
Beauceville Transport Ltée.....	1995
Beta Investment Corp.....	1995
Boulangerie Rosemont Limitée.....	1996
Capezio Limited.....	1996
Comité Sportif de Granby Inc.....	1996
Construction Debaumac Ltée — Debaumac Construction Ltd.....	1997
Coutu Transport Express Limitée.....	1997
Delta Electrical Supply Ltd.....	1997
Derby Development Corporation.....	1998
Desrochers & Lamothe Inc.....	1998
Desser E. E. Ltd.....	1998
Dolbeau Golf Club Inc.— Club de Golf de Dolbeau Inc.....	1999
Dumas Automobiles Incorporée.....	1999
Ellar Investments Corp.....	1999
Émile Boivin & Fils Ltée.....	2000
Ferroni Inc.....	2000
General Platers Ltd.....	2000
Giusti Mario Inc.....	2001
Guy B. Cossette Ltée.....	2001
J. Broderick Service Inc.....	2001
J. C. Boulet, Inc.....	2002
La Garde Paroissiale de St-Alexis de Grande-Baie, Inc.....	2002
Les Immeubles Scientific Realities Co. Ltd.....	2002
Marierville Leather Goods Ltd.....	2003
Modern Binding Limited.....	2003
Mr. Man Inc.....	2003
M. Steinman & Sons Ltd.....	2004
Nazduke Co. Ltd.....	2004
Neo Investment Corp.....	2004

Pavage National Inc. . . . . 2005  
 Prairie Construction Inc. . . . . 2005  
 Rob-I-Art Cie Limitée — Rob-I-Art Co. Limited. . . . . 2005  
 The Nineteen Eighty Restaurant Ltd. . . . . 2006  
 Tryon Dress Co. Ltd. . . . . 2006  
 Victoriaville Automobiles Inc. . . . . 2006  
 Vogue Builders and Investment Corp. . . . . 2007

Pavage National Inc. . . . . 2005  
 Prairie Construction Inc. . . . . 2005  
 Rob-I-Art Cie Limitée — Rob-I-Art Co. Limited. . . . . 2005  
 The Nineteen Eighty Restaurant Ltd. . . . . 2006  
 Tryon Dress Co. Ltd. . . . . 2006  
 Victoriaville Automobiles Inc. . . . . 2006  
 Vogue Builders and Investment Corp. . . . . 2007

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Bélanger Inc. . . . . 2007  
 Canadian Belting and Equipment Limited. . . . . 2007  
 Chalet Barb-Q Incorporée — Chalet Barb-Q Incorporated. . . . . 2007  
 Consumers Metal Corporation. . . . . 2008  
 Greenshields & Co Inc. . . . . 2008  
 Iron and Metal Incorporated. . . . . 2008  
 Jasper Oil Corporation. . . . . 2009  
 Joseph Ménard & Fils Limitée. . . . . 2009  
 Lencourt Gold Mines Limited. . . . . 2009  
 Lenmar Jewellery Inc. . . . . 2009  
 Lower St. Lawrence Power Company (La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent) . . . . . 2010  
 Manchester Children's Wear Co. . . . . 2010  
 Millcraft Investment Corporation. . . . . 2010  
 Regcourt Gold Mines Limited. . . . . 2010  
 Royse Acceptance Corporation. . . . . 2011  
 Service d'Assurances Belec Insurance Service Inc. . . . . 2011  
 Shore Village Inc. . . . . 2011  
 St Robert Automobiles Incorporé. . . . . 2011  
 St. Vallier Television Limitée. . . . . 2012  
 S. & F. Clothing Co. Ltd. . . . . 2012

Bélanger Inc. . . . . 2007  
 Canadian Belting and Equipment Limited. . . . . 2007  
 Chalet Barb-Q Incorporée — Chalet Barb-Q Incorporated. . . . . 2007  
 Consumers Metal Corporation. . . . . 2008  
 Greenshields & Co Inc. . . . . 2008  
 Iron and Metal Incorporated. . . . . 2008  
 Jasper Oil Corporation. . . . . 2009  
 Joseph Ménard & Fils Limitée. . . . . 2009  
 Lencourt Gold Mines Limited. . . . . 2009  
 Lenmar Jewellery Inc. . . . . 2009  
 Lower St. Lawrence Power Company (La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent) . . . . . 2010  
 Manchester Children's Wear Co. . . . . 2010  
 Millcraft Investment Corporation. . . . . 2010  
 Regcourt Gold Mines Limited. . . . . 2010  
 Royse Acceptance Corporation. . . . . 2011  
 Service d'Assurances Belec Insurance Service Inc. . . . . 2011  
 Shore Village Inc. . . . . 2011  
 St Robert Automobiles Incorporé. . . . . 2011  
 St. Vallier Television Limitée. . . . . 2012  
 S. & F. Clothing Co. Ltd. . . . . 2012

MINISTÈRE DES FINANCES:

DEPARTMENT OF FINANCE:

Assurances:

Insurance:

Old Colony Insurance Company . . . . . 2040

Old Colony Insurance Company . . . . . 2040

NOMINATION:

APPOINTMENT:

Lefebvre, Joseph . . . . . 2041

Lefebvre, Joseph . . . . . 2041

SIÈGES SOCIAUX:

HEAD OFFICES:

Lessard, Gagné & Cie, Ltée. . . . . 2041  
 Lobell Construction Company Limited. . . . . 2041  
 Monkland Construction Limitée. . . . . 2041

Lessard, Gagné & Cie, Ltée. . . . . 2041  
 Lobell Construction Company Limited. . . . . 2041  
 Monkland Construction Limitée. . . . . 2041

VENTES, LOI DE FAILLITE:

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Beauchesne, Louis . . . . . 2044  
 Gaudron, Armand . . . . . 2042  
 Giguère, Lionel . . . . . 2043

Beauchesne, Louis . . . . . 2044  
 Gaudron, Armand . . . . . 2042  
 Giguère, Lionel . . . . . 2043

VENTE PAR LICITATION:

SALE BY LICITATION:

Tousignant vs Tousignant. . . . . 2045

Tousignant vs Tousignant. . . . . 2045

VENTES POUR TAXES:

SALES FOR TAXES:

Dorval, ville de . . . . . 2048  
 Taché, commission scolaire du canton de . . . . . 2047

Dorval, town of. . . . . 2048  
 Taché, School Commission of the township of. . . . . 2047

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

ABITIBI:

Howard Smith Paper Mills Ltd. vs Plante . . . . . 2050

Howard Smith Paper Mills Ltd. vs Plante . . . . . 2050

ARTHABASKA:

ARTHABASKA:

Gauvin vs Deselliers. . . . . 2050

Gauvin vs Deselliers. . . . . 2050

<b>GASPÉ:</b>		<b>GASPÉ:</b>	
Clarke vs Lohnes . . . . .	2050	Clarke vs Lohnes . . . . .	2050
<b>HULL:</b>		<b>HULL:</b>	
Normandin vs Lachaine . . . . .	2051	Normandin vs Lachaine . . . . .	2051
<b>MONTREAL:</b>		<b>MONTREAL:</b>	
Cité de Lachine vs Paulinco . . . . .	2052	City of Lachine vs Paulinco . . . . .	2052
La Reine vs Perrault <i>et al.</i> . . . . .	2051	The Queen vs Perreault <i>et al.</i> . . . . .	2051
Unsdorfer vs Guilbault . . . . .	2051	Unsdorfer vs Guilbault . . . . .	2051
<b>RIMOUSKI:</b>		<b>RIMOUSKI:</b>	
Desjardins vs Simard . . . . .	2053	Desjardins vs Simard . . . . .	2053
Gendron vs Fournier . . . . .	2053	Gendron vs Fournier . . . . .	2053
La Compagnie de Bois de Luceville Ltée vs Lapierre . . . . .	2053	La Compagnie de Bois de Luceville Ltée vs Lapierre . . . . .	2053
<b>SAINT-FRANÇOIS:</b>		<b>SAINT-FRANCIS:</b>	
La Banque Royale du Canada vs Dupuis <i>et al.</i> . . . . .	2054	The Royal Bank of Canada vs Dupuis <i>et al.</i> . . . . .	2054
<b>TROIS-RIVIÈRES:</b>		<b>TROIS-RIVIÈRES:</b>	
Jacob vs Bergeron . . . . .	2055	Jacob vs Bergeron . . . . .	2055
37497-0		37497-0	

